



précision et fiabilité
de vos stocks

Rapport Annuel

Exercice clos le 31/03/2014



Précision et fiabilité de vos stocks

Sommaire

1. Personnes responsables	Page 8
1.1. Personne responsable du rapport annuel	Page 8
1.2. Déclaration de la personne assumant la responsabilité du rapport annuel	Page 8
2. Contrôleurs légaux des comptes	Page 9
2.1. Commissaires aux comptes titulaires	Page 9
2.2. Commissaires aux comptes suppléants	Page 9
2.3. Montant des honoraires des commissaires aux comptes	Page 10
3. Informations financières sélectionnées	Page 11
3.1. Evolution du chiffre d'affaires	Page 11
3.2. Informations financières historiques	Page 12
4. Facteurs de risques	Page 14
4.1. Risques clients	Page 14
4.2. Risques fournisseurs	Page 14
4.3. Risques liés à l'évolution du marché et à l'environnement économique	Page 14
4.4. Risques liés à la concurrence	Page 14
4.5. Risques liés aux évolutions technologiques	Page 15
4.6. Risques de dépendance vis-à-vis d'hommes clés	Page 15
4.7. Risques sociaux	Page 15
4.8. Risques juridiques	Page 15
4.9. Risques financiers	Page 16
4.10. Risques liés aux acquisitions potentielles	Page 16
4.11. Risques environnementaux	Page 16
4.12. Risques liés aux cas de force majeure	Page 16
4.13. Faits exceptionnels et litiges	Page 16
5. Informations concernant la société	Page 17
5.1. Historique	Page 17
5.2. Investissements	Page 18
6. Aperçu des activités	Page 19
6.1. Détection des besoins d'inventaires du client	Page 20
6.2. Préparation de l'inventaire	Page 21
6.3. Facturation des inventaires	Page 22
6.4. Nombre annuel d'inventaires réalisés par le groupe	Page 22
6.5. Typologie des inventaires réalisés par le groupe	Page 23
6.6. Clients	Page 23
6.7. Politique d'achat et gestion des fournisseurs	Page 24
6.8. Marché et concurrence	Page 24
7. Organigramme	Page 25
7.1. Organigramme juridique au 31/03/2014	Page 25
7.2. Périmètre de consolidation	Page 25
8. Propriété immobilières, usines et équipements	Page 26
8.1. Liste des implantations	Page 26
8.2. Questions environnementales	Page 27
9. Examen de la situation financière	Page 28
9.1. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/03/2014	Page 28
9.2. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/03/2013	Page 30
9.3. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/12/2011	Page 31
10. Trésorerie et capitaux	Page 33
10.1. Capitaux propres consolidés au 31/03/2014	Page 33
10.2. Flux de trésorerie consolidés	Page 34
10.3. Emprunts et dettes financières	Page 35
10.4. Conditions d'emprunt	Page 35
10.5. Restrictions à l'utilisation des capitaux	Page 35
10.6. Sources de financement attendues	Page 35
11. R&D, brevets, licences	Page 36
11.1. Marques et brevets	Page 36
11.2. Recherche et développement	Page 36
12. Informations sur les tendances	Page 37
12.1. Perspectives 2014/15	Page 37
12.2. Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2014/15	Page 37
13. Prévisions et estimations du bénéfice	Page 38
14. Organes d'administration et direction	Page 39
14.1. Composition du conseil d'administration au 31/03/2014	Page 39
14.2. Autres mandats sociaux des administrateurs au 31/03/2014	Page 39
14.3. Jetons de présence	Page 40
14.4. Gouvernement d'entreprise	Page 40
15. Rémunérations et avantages	Page 41
15.1. Rémunération des mandataires sociaux	Page 41
15.2. Rémunération de l'équipe de direction	Page 41
15.3. Engagements de retraite et assimilés	Page 41
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	Page 42
16.1. Conseil d'administration (article 15 des statuts)	Page 42

16.2. Actions des administrateurs (article 16 des statuts)	Page 42
16.3. Bureau du conseil (article 17 des statuts)	Page 42
16.4. Délibérations du conseil (article 18 des statuts)	Page 43
16.5. Pouvoirs du conseil d'administration (article 19 des statuts)	Page 43
16.6. Rémunération des administrateurs et des membres de la direction générale	Page 44
16.7. Equipe de direction du groupe	Page 44
16.8. Mode d'exercice de la direction générale	Page 45
17. Salariés	Page 46
17.1. Effectifs et recrutement	Page 46
17.2. Participation et stocks options	Page 47
17.3. Participation des salariés au capital d'IVALIS	Page 47
18. Principaux actionnaires	Page 48
18.1. Capital social	Page 48
18.2. Capital autorisé non émis	Page 48
18.3. Capital potentiel	Page 49
18.4. Autres titres donnant accès au capital	Page 49
18.5. Emprunt obligataire	Page 49
18.6. Pacte d'actionnaires	Page 49
18.7. Franchissements de seuil	Page 50
18.8. Nantissement	Page 50
18.9. Rachat par la société de ses propres actions	Page 50
18.10. Evolution du capital d'IVALIS depuis sa création	Page 51
18.11. Répartition du capital au 31/03/2014	page 52
18.12. Répartition du capital et des droits de vote au 31/03/2014	page 52
18.13. Modifications intervenues dans la répartition du capital depuis le 1/04/2014	page 52
18.14. Marché des titres de la société	Page 53
18.15. Activité boursière au cours de l'exercice 2013/14	Page 54
18.16. Graphe boursier depuis le 1 ^{er} mars 2013	Page 54
18.17. Apporteur de liquidité	Page 55
18.18. Etablissement bancaire chargé du service financier	Page 55
18.19. Participation des salariés	Page 55
18.20. Intéressement du personnel	Page 55
18.21. Dividendes	Page 55
19. Opérations avec des apparentés	Page 56
19.1. Intérêts des dirigeants	Page 56
19.2. Prêts et garanties accordés en faveur des organes d'administration et de direction	Page 56
19.3. Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale	Page 56
19.4. Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale	Page 59
19.5. Rapport spécial des CAC sur les conventions réglementées	Page 61
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats	Page 62
Comptes consolidés de l'exercice clos le 31/03/2014	Page 63
Comptes sociaux IVALIS SA pour l'exercice clos le 31/03/2014	Page 67
21. Informations complémentaires	Page 109
21.1. Dénomination sociale	Page 109
21.2. Siège social	Page 109
21.3. Forme juridique	Page 109
21.4. Nationalité	Page 109
21.5. Date de création	Page 109
21.6. Durée	Page 109
21.7. Exercice social	Page 109
21.8. Objet social (article 2 des statuts)	Page 110
21.9. Registre du commerce et des sociétés	Page 110
21.10. Code NAF	Page 110
21.11. Consultation des documents sociaux	Page 110
21.12. Assemblées générales (articles 24 à 31 des statuts)	Page 110
21.13. Dividendes (articles 35 et 36 des statuts)	Page 113
21.14. Forme des actions (article 11 des statuts)	Page 113
21.15. Cession et transmission des actions (article 12 des statuts)	Page 114
21.16. Droits et obligations attachés aux actions (article 13 des statuts)	Page 114
21.17. Titres au porteur identifiable	Page 114
22. Contrats importants	Page 115
23. Informations provenant de tiers	Page 116
24. Documents accessibles au public	Page 117
24.1. Documents accessibles au public	Page 117
24.2. Communiqués publiés depuis le 1/04/2013	Page 117
24.3. Calendrier prévisionnel de communication	Page 118
25. Informations sur les participations	Page 119
26. Assemblée Générale Mixte du 19/09/2014	Page 120
26.1. Rapport de gestion du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice clos le 31/03/2014	Page 120
26.2. Texte des résolutions	Page 131



Mot du Président



Frédéric MARCHAL interviewé par LaBourseEtLaVie.com le 12 avril 2014 à l'occasion de l'European Small Caps Event

Madame, Monsieur, Cher Actionnaire,

IVALIS est, depuis l'assemblée générale du 27 septembre 2013, le nouveau nom d'INVENTORISTE. Ce changement a pour objectif d'harmoniser le nom de la société mère avec celui de ses filiales et de rendre la communication du groupe plus efficace. De même la structure juridique a été simplifiée dans un souci de réduction des coûts de gestion.

Aujourd'hui, IVALIS est un leader en Europe continentale de l'externalisation d'inventaires dans tous les secteurs de la distribution (hypermarchés, supermarchés, bricolage, textile, parfumerie, bijouterie, sport, jardinerie, culture, loisirs et logistique). Le groupe possède des filiales en France, Allemagne, Espagne, Italie, Belgique, Pologne, Pays-Bas, Suisse et Autriche, Brésil, une agence au Portugal ainsi qu'une franchise au Maroc. Ses filiales délivrent leurs services dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne, en Russie, en Turquie et en Amérique Latine.

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé par le groupe IVALIS sur l'exercice 2013/14 s'élève à 52,7 M€, à comparer à 39,4 M€ pour l'exercice 2012/13 qui avait eu une durée exceptionnelle de 15 mois. Il inclut 9 mois d'activité de la filiale SIGMA, acquise le 14 juin 2013 et fait ressortir une croissance organique de 11%.

Cette bonne performance commerciale est liée à la signature de nouveaux contrats avec de grandes enseignes de la distribution et confirme que le marché de l'externalisation d'inventaires continue à se développer en Europe.

L'acquisition du groupe allemand SIGMA a donné au groupe IVALIS des positions fortes en Allemagne, en Suisse et en Autriche, très complémentaires des positions qu'avait IVALIS en Europe de l'Ouest et du Sud. L'intégration de SIGMA se passe bien et l'activité des 3 entités de SIGMA a progressé de plus de 10% au cours de l'exercice. Les synergies ne seront toutefois sensibles sur les résultats qu'au cours de l'exercice 2014/15.

L'acquisition de SIGMA a modifié les équilibres du groupe IVALIS en termes de répartition géographique du chiffre d'affaires : plus d'1/3 de celui-ci est désormais réalisé dans les pays germanophones et d'Europe Centrale. Le groupe a ainsi consolidé sa position de leader en Europe Continentale.

L'internationalisation du groupe se poursuit par ailleurs avec la création, en mai 2013, d'une filiale au Brésil, pour accompagner les acteurs majeurs de la distribution. IVALIS poursuit ainsi sa stratégie d'internationalisation afin de tirer profit des marchés à fort potentiel.

Pour poursuivre le développement du groupe, notamment à l'international, il est proposé lors de l'assemblée de ne pas verser de dividendes aux actionnaires au titre de l'exercice 2013/14 et de se consacrer à la création de nouvelles filiales, dans et en dehors du territoire européen.

Merci pour votre confiance.

Frédéric MARCHAL
Président Directeur Général



NOS PRESTATIONS

Inventaires – Code-barres

Ivalis réalise chaque année plus de 13 000 inventaires en Europe. Cette expérience, acquise depuis plus de 20 ans, et sa très forte couverture géographique, lui permettent d'être aujourd'hui un des leaders du marché européen.

Ivalis prend en charge la totalité de la prestation :

- Préparation informatique afin de s'adapter au SI du client
- Balisage du magasin, très serré – selon la méthode STM, créée par Ivalis.
- Comptage
- Contrôles
- Remise des résultats et reportings

Les équipes Ivalis sont organisées en agences locales, ce qui garantit une très forte proximité avec les bassins d'emploi et les magasins.

Le matériel d'Ivalis a été renouvelé en totalité début 2013. 100% wifi, très simple à prendre en mains et à utiliser, il permet de réaliser les inventaires dans les meilleures conditions.

Pour les contrôles, le client dispose d'une large palette de solutions qui répondra parfaitement à ses attentes : contrôles par sondages, contrôles de facings, références sensibles, etc...

A titre d'illustration, les logiciels d'Ivalis permettent d'effectuer les contrôles et les corrections directement au scanner.

Une prestation clé en mains qui permettra aux équipes du client de se concentrer sur leur métier : le commerce.



NOS PRESTATIONS

Inventaires & déploiement – RFID

IVALIS, spécialiste de l'identification de produits pour la distribution, depuis plus de 20 ans propose à ses clients de les assister dans la mise en place de solutions RFID. IVALIS réalise non seulement les déploiements mais distribue aussi des solutions aussi efficaces qu'économiques garantissant un retour sur investissement rapide.

Expert de l'inventaire depuis de nombreuses années, Ivalis a élaboré des process qui permettent de garantir à ses clients une fiabilité et une exhaustivité hors norme.

Ce savoir-faire est particulièrement stratégique pour les enseignes qui se tournent vers le RFID car cette technologie requiert un niveau de contrôle particulièrement élevé, en particulier en phase de transition. Quelques exemples :

- Comment s'assurer que les puces RFID ont bien toutes été identifiées par les raquettes ?
- Comment s'assurer de la maîtrise de la démarque inconnue ou des erreurs de gestion masquées ?
- Comment s'assurer que les process internes ont bien tous été respectés et que les puces sont par exemple correctement encodées ?

Pour pouvoir pleinement maîtriser ses stocks et répondre à ces interrogations, Ivalis propose à ses clients des prestations sur mesure :

- Audits
- Inventaires de contrôles via inventaires codes EAN
- Prise en charge de l'inventaire RFID
- Inventaires permanents sur références sensibles

Pour vous, c'est l'assurance de vous appuyer sur un expert du secteur dans la gestion de vos flux et ainsi éviter tout dérapage dans votre chiffre d'affaires.



NOS PRESTATIONS

Enquêtes, sondages et identification de produits

Les enquêteurs d'Ivalis ont pour mission de valider sur site le respect des process du client, de son cahier des charges et lui remettent une vision claire et détaillée des écarts constatés par sondage. Au-delà des quantités, Ivalis apporte ainsi à son client des informations qualitatives complémentaires sur l'utilisation de ses produits.

Ces missions sont élaborées sur mesure et répondent en tous points aux préoccupations du client.

L'expertise d'Ivalis des inventaires de stock est pour ses clients la meilleure garantie de son savoir faire dans ce type de prestation.

Les enquêteurs d'Ivalis interviennent sur l'ensemble du territoire et dans l'ensemble des secteurs de la distribution et de la logistique : Hypermarchés et supermarchés, textile, bricolage, sport, parfumerie, bijouterie, loisirs.

Inventaires de stock par sondage :

Si dans l'organisation du client, une partie des stocks est localisée chez des partenaires, Ivalis peut à la demande du client effectuer des contrôles de stock sous forme de sondage afin de lui apporter une estimation précise des écarts éventuels.

Ces missions sont élaborées sur mesure et répondent en tous points aux préoccupations du client.

La couverture internationale d'Ivalis permet d'intervenir rapidement et de proposer des prestations rigoureusement identiques dans la totalité des pays d'Europe continentale.

Identification de produits :

Mener une opération d'envergure – en interne – dans une chaîne de magasins requiert la mobilisation d'équipes nombreuses et avec le risque au final d'une non exhaustivité. Or les magasins ont pour mission prioritaire de se concentrer sur leur métier – le commerce. C'est la raison pour laquelle, les chaînes de distribution font régulièrement appel à Ivalis pour ce type de mission, à caractère exceptionnel.

En 2014, Ivalis a par exemple mené une mission d'identifications de produits et d'étiquetage dans une chaîne de 120 magasins spécialisés, passant ainsi au crible plusieurs dizaines de millions de produits.

Ces opérations sur mesure s'appuient sur le matériel et les méthodes Ivalis : balisage du magasin, contrôles, suivi et reportings.

Exhaustivité totale.

Projet mené de A à Z.

Les équipes du client se concentrent sur leur métier.

IVALIS

précision et fiabilité
de vos stocks



NOS PRESTATIONS

Géolocalisation

Le développement du e-commerce et l'importance de faciliter le parcours du consommateur en magasin sont deux raisons qui amènent les acteurs de la distribution à se pencher sur la géolocalisation.

Ivalis propose à ses clients la mise en place de solutions sur mesure pour répondre à cette double problématique.

- Maîtrise des stocks
- Maîtrise de leur emplacement
- Définition d'un plan de balisage magasin
- Inventaire des stocks
- Rapprochement stock / balisage permanent
- Inventaires de contrôle / inventaires permanents

IVALIS

précision et fiabilité
de vos stocks



NOS PRESTATIONS

Antivols

La mise en place ou le remplacement d'antivols dans le secteur textile ou plus généralement dans les produits à forte valeur requièrent une infrastructure très particulière :

- Capacité à mobiliser des équipes nombreuses et très expérimentées souvent dans un temps très court et simultanément dans de nombreux points de vente.
- Capacité à définir puis déployer un process très pointu.
- Capacité à mesurer avant et après la bonne réalisation de l'opération.

Ce sont des atouts qu'Ivalis possède et c'est la raison pour laquelle Ivalis est de plus en plus sollicitée sur ce type de prestation. Ivalis propose ainsi aujourd'hui des services parfaitement adaptés aux besoins de la distribution :

- Les opérations coup de poing (dépose de l'ancien antivol, pose du nouveau)
- Encodage si il s'agit d'antivols RFID
- Installation du Détacheur et interconnexion avec le POS du magasin
- Inventaire traditionnel
- Inventaire RFID
- Formation des équipes de l'enseigne de distribution à l'utilisation de la technologie

1. Personnes Responsables

1.1. Personne responsable du Rapport Annuel

Frédéric MARCHAL

Président Directeur Général

IVALIS

1, Rond Point Laurent Schwartz

78310 Maurepas

Téléphone : 01 30 49 22 88

frederic.marchal@ivalisgroup.com

1.2. Déclaration de la personne assumant la responsabilité du rapport annuel

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport annuel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion, inclus dans le présent rapport, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Les états financiers 2011 sont des comptes consolidés établis en application du règlement CRC 99-02. Ils ont fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes qui contient l'observation technique suivante : Les notes "regroupements d'entreprises et écarts d'acquisitions" et "amortissement de l'écart d'acquisition" de l'annexe précisent les règles et principes comptables relatifs à la comptabilisation et à l'évaluation de l'écart d'acquisition, dont le montant net s'élève à 1 129 K€ au 31/12/2011.

Les états financiers 2012/13 sont des comptes consolidés établis en application du règlement CRC 99-02. Ils ont fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes qui contient l'observation technique suivante : La note "regroupements d'entreprises et écarts d'acquisitions" de l'annexe précise les règles et principes comptables relatifs à la comptabilisation et à l'évaluation de l'écart d'acquisition, dont le montant net s'élève à 894 K€ au 31/03/2013.

Les états financiers 2013/14 sont des comptes consolidés établis en application du règlement CRC 99-02. Ils ont fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes qui contient l'observation technique suivante : La note « Regroupements d'entreprise et écarts d'acquisition » de l'annexe précise les règles et principes comptables relatifs à la comptabilisation et à l'évaluation de l'écart d'acquisition, dont le montant net s'élève à 8 235 K€ au 31/03/2014.

Frédéric MARCHAL
Président Directeur Général
Maurepas, le 4 septembre 2014

2. Contrôleurs légaux des comptes

2.1. Commissaires aux comptes titulaires

- La **Sarl PRÉJEAN AUDIT ET CONSEIL**, dont le siège est situé 30, avenue de Messine - 75008 Paris, nommée le 27 juin 2008 en remplacement de Monsieur Bernard DEVIRGILLE - 165, rue de Paris - 94240 Charenton le Pont (nommé le 19 mars 1991 et renouvelé le 6 mai 2003), pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur soit jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Son mandat a été renouvelé par l'assemblée générale du 26 juin 2009 pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014/15.
- Le **Cabinet MAZARS**, dont le siège est situé Tour Exaltis - 61, rue Henri Regnault - 92400 Courbevoie, nommé le 25 juin 2010 en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire, pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015/16.

2.2. Commissaires aux comptes suppléants

- Monsieur **Johan AUDRY**, domicilié 39, chemin des Peupliers - 69570 Dardilly, nommé le 27 juin 2008 en remplacement de Madame Chantal NELLE - 23 bis, rue de Flore - 94140 Alfortville (nommée le 6 mai 2003), pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur soit jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Son mandat a été renouvelé par l'assemblée générale du 26 juin 2009 pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014/15.
- Monsieur **Jérôme de PASTORS**, domicilié 7, rue Gambetta - 95300 Pontoise nommé le 25 juin 2010 en qualité de co-commissaire aux comptes suppléant, pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015/16.

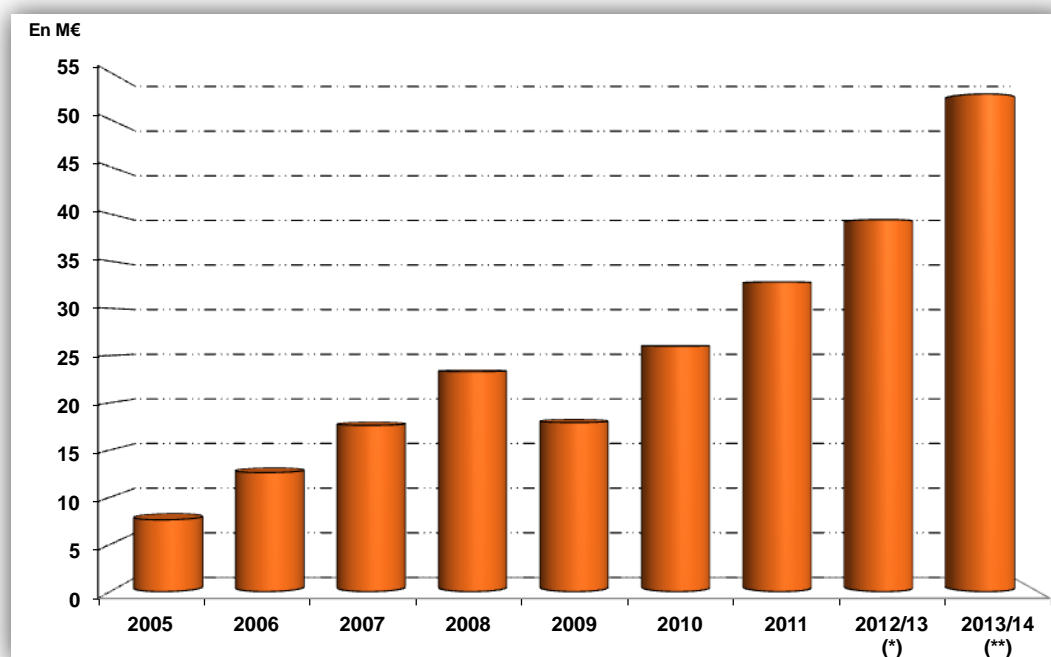
La durée du mandat des commissaires aux comptes est de 6 exercices. Aucun mandat n'est arrivé à échéance au cours de l'exercice 2013/14. Aucun contrôleur légal n'a démissionné, n'a été écarté ou n'a pas été renouvelé au cours des 3 derniers exercices.

2.3. Montant des honoraires des commissaires aux comptes

	PREJEAN AUDIT ET CONSEIL <i>Co-commissaire aux comptes titulaire</i>						Cabinet MAZARS <i>Co-commissaire aux comptes titulaire</i>					
	2013/14		2012/13		2011		2013/14		2012/13		2011	
	En €	En %	En €	En %	En €	En %			En €	En %	En €	En %
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :												
• Audit des comptes annuels	17 089	50%	14 040	50%	14 310	47%	17 316	50%	13 905	50%	15 998	53%
• de la société IVALIS	11 970	17%	11 640	28%	7 020	23%	59 300	83%	29 600	72%	23 180	77%
• des filiales intégrées globalement	3 000	32%					3 250	68%				
• Fusion	485	0%					13 090	100%				
• Audit informatique												
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes												
• Procédures convenues	4 000	40%					6 000	60%				
• Due diligence Brésil							45 240	100%				
Autres prestations rendues par les réseaux à la société IVALIS SA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	36 544	20%	25 680	37%	21 330	35%	147 196	80%	43 505	63%	39 178	66%

3. Informations financières sélectionnées

3.1. Evolution du chiffre d'affaires



(*) Exercice de 15 mois (du 1^{er} janvier 2012 au 31 mars 2013)

(**) Exercice de 12 mois, incluant 9 mois d'activité de la filiale SIGMA, consolidée à partir du 1^{er} juillet 2013

Non audité - En K€

	2013/14 12 mois	2012/13 15 mois	2011 12 mois	2010 12 mois
1 ^{er} trimestre	6 994	6 175	6 997	4 902
2 ^{ème} trimestre	9 577	6 244	7 213	5 502
3 ^{ème} trimestre	21 965	4 351	5 036	3 869
4 ^{ème} trimestre	14 191	14 368	13 584	11 772
TOTAL EXERCICE	52 728	31 138	32 830	26 045
5 ^{ème} trimestre	-	8 275	-	-
TOTAL EXERCICE	52 728	39 413	32 830	26 045

L'exercice 2012 a duré exceptionnellement 15 mois afin de décaler le début d'exercice au 1^{er} Avril.

En M€

	2013/14	2012/13
Sous ensemble IVALIS	36,7	33,2
Sous ensemble SIGMA	16,0	-
TOTAL CA CONSOLIDÉ	52,7	33,2

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe IVALIS pour l'exercice 2013/14 (clos le 31 mars 2014) s'élève à 52,7 M€, en hausse de 59% par rapport à l'exercice précédent. Il inclut 9 mois d'activité de la filiale SIGMA, acquise le 14 juin 2013 et consolidée à partir du 1^{er} juillet 2013, et fait ressortir une croissance organique de 11%.

Cette bonne performance commerciale est liée à la signature de nouveaux contrats avec de grandes enseignes de la distribution, le marché de l'externalisation d'inventaires continuant de se développer en Europe.

L'acquisition de SIGMA a donné au groupe IVALIS des positions fortes en Allemagne, en Suisse et en Autriche, très complémentaires des positions qu'avaient IVALIS en Europe de l'ouest et du sud :

- L'acquisition de SIGMA a modifié les équilibres du groupe IVALIS en termes de répartition géographique du chiffre d'affaires, plus d'1/3 de celui-ci étant désormais réalisé dans les pays germanophones et d'Europe Centrale, ce qui a permis au groupe de consolider sa position de leader en Europe Continentale.
- L'intégration de SIGMA se passe bien et le chiffre d'affaires de chacune des 3 entités de SIGMA a progressé de plus de 10% au cours de l'exercice.
- Les effets des synergies entre IVALIS et SIGMA commenceront réellement à se traduire dans le compte de résultat consolidé 2014/15.

Avec l'ouverture en juin 2013 d'une filiale au Brésil, IVALIS poursuit sa stratégie d'internationalisation, afin de tirer profit des marchés à fort potentiel.

3.2. Informations financières historiques

En K€	2013/14 12 mois	2012/13 15 mois	2011 12 mois
Chiffre d'affaires net	52 728	39 413	32 830
Résultat d'exploitation	1 542	813	2 534
Résultat financier	-306	-91	-7
Résultat exceptionnel	56	-101	-14
Impôt sur les sociétés	-182	-131	-1 163
Amortissement des écarts d'acquisition	-967	-235	-188
Résultat net de l'ensemble consolidé	53	256	1 163
Part des minoritaires	-1	-1	-2
Résultat net part du groupe	52	254	1 161

Le groupe IVALIS a dégagé au cours de l'exercice un résultat d'exploitation de 1,5 M€ à comparer à 0,8 M€ au cours de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement liée à l'entrée des trois entités SIGMA dans le groupe IVALIS. Les résultats dégagés par le sous-ensemble IVALIS sont similaires à ceux dégagés lors de l'exercice précédent.

Il est également à noter que le résultat d'exploitation du groupe a été impacté par des coûts importants et non récurrents de 0,4 M€ liés aux opérations réalisées pour simplifier l'organigramme juridique du groupe et réduire les coûts de gestion :

- Absorption par IVALIS SA de KAMINO SAS, société holding dont la seule activité consistait à détenir 94,88% des actions d'IVALIS SA,
- Absorption par IVALIS DEUTSCHLAND de sa société sœur allemande SIGMA DEUTSCHLAND. Le groupe ne possède désormais plus qu'une seule filiale en Allemagne rebaptisée SIGMA-IVALIS DEUTSCHLAND,
- Transfert des titres de SIGMA SWITZERLAND et SIGMA AUSTRIA de SIGMA-IVALIS DEUTSCHLAND à IVALIS SA.

Les trois entités SIGMA ont dégagé des résultats satisfaisants pour leur 9 premiers mois d'intégration au sein du groupe IVALIS. Les effets d'apprentissage et de synergie ne sont pas encore significatifs et ne commenceront à se voir dans le compte de résultat du groupe qu'au cours de l'exercice 2014/15.

Le résultat net est en retrait par rapport à l'exercice précédent du fait principalement de l'augmentation de 0,2 à 1,0 M€ des amortissements des goodwill, notamment celui lié à l'acquisition de SIGMA qui est amorti sur 8 ans (les comptes consolidés d'IVALIS sont au format français 99-02).

Le groupe IVALIS dispose au 31 mars 2014 d'une trésorerie de 5,4 M€. Les dettes financières s'élèvent à 9,9 M€ et sont principalement liées au financement de l'acquisition de SIGMA. L'endettement financier net du groupe est de 4,5 M€ au 31 mars 2014.

4. Facteurs de risques

4.1. Risques clients

Le portefeuille d'IVALIS comptait plus de 450 clients actifs au 31/03/2014.

Sur l'exercice 2013/14, le plus gros client a représenté 7,8% du chiffre d'affaires et les 5 plus gros clients environ 32,9%.

Aucun client n'a de lien de dépendance avec la société. IVALIS réduit d'année en année sa dépendance vis à vis d'un secteur d'activité donné. Le groupe est peu sensible à d'éventuels problèmes d'impayés, la clientèle étant essentiellement constituée de grands comptes. Enfin le maillage de plus en plus complet du territoire permet de réduire l'éloignement des clients et donc les frais de transport, les pertes de temps etc.

4.2. Risques fournisseurs

IVALIS compte une trentaine de fournisseurs réguliers, principalement dans les domaines du travail temporaire, de la location de véhicules, de l'organisation des voyages et déplacements, de la fourniture de matériel de bureau et informatique. Aucune relation autre que commerciale n'existant avec ses fournisseurs, la société a la possibilité de changer de fournisseur à tout moment. IVALIS procédant directement au recrutement d'environ 1/3 de ses effectifs temporaires via le site espacejob.com® avant de les réorienter vers une agence d'intérim pour signer les contrats, le risque vis à vis des groupes de travail temporaire est relativement limité.

- Risque de concurrence par les fournisseurs : néant.
- Risque de défaut de la part des fournisseurs : néant.
- Risque lié à des fournisseurs dominants : néant.

4.3. Risques liés à l'évolution du marché et à l'environnement économique

De par sa capacité à dépasser les phénomènes conjoncturels, le groupe est en théorie peu exposé au risque de ralentissement économique. Toutefois, dans la mesure où les inventaires sont essentiellement rémunérés au nombre de pièces comptées, une variation sensible des stocks chez les clients pourrait engendrer une variation des facturations. De même, si les clients optaient pour des inventaires partenaire au lieu d'inventaires clé en main, ceci diminuerait d'autant le montant des prestations effectuées par IVALIS. Enfin, dans un contexte où les stocks tourneraient moins, les inventaires intermédiaires de contrôle seraient moins fréquents.

4.4. Risques liés à la concurrence

Quelques grands compétiteurs existent au niveau international, principalement WIS et RGIS. WIS n'est toutefois pas présent en Europe continentale, alors que RGIS est présent en France, en Espagne, en Italie, en Belgique, en Allemagne, en Hongrie et en Pologne au travers de filiales directes. En France, quelques petits acteurs spécialisés interviennent sur le territoire national. En dehors de RGIS, il n'existe pas de concurrents locaux identifiés en Italie. En Espagne, RGIS et NOVASTOCK possèdent des entités juridiques. Certains concurrents français peuvent ponctuellement être amenés à délivrer leurs services dans ces deux pays.

Afin de se différencier de ses concurrents, IVALIS a développé en interne des logiciels particulièrement performants (PCC, Windouch...), une méthodologie unique sur le marché (la Stock Taking Method®) qui assure aux clients sécurité, exhaustivité et intégrité et enfin une norme qualité HQL.

4.5. Risques liés aux évolutions technologiques

IVALIS est en cours d'élaboration de solutions de services d'inventaires incluant la technologie RFID.

Le déploiement de cette technologie reste embryonnaire à l'échelle du marché de la distribution et n'est adapté qu'à certains secteurs de la distribution dont le textile, le sport ... En effet, cette technologie est très sensible à l'environnement ce qui ne permet pas de la déployer dans les secteurs de la distribution qui représentent le plus important potentiel du marché des services d'inventaires. IVALIS réalise qu'une faible partie de son chiffre d'affaires dans le secteur de la distribution textile et voit donc l'émergence de cette technologie dans ce secteur comme une opportunité supplémentaire de développement. En-effet, cette technologie permet de récolter très rapidement les identifiants des produits situés dans les étiquettes RFID mais ne permet pas de réaliser un contrôle de la saisie d'inventaire. IVALIS élabore donc une solution qui permettra de garantir la qualité de la saisie des informations RFID lors de l'inventaire. Cette solution innovante sera principalement proposée aux quelques enseignes de la distribution textile qui ont choisies cette technologie et permettra à IVALIS d'accroître sa présence sur ce marché.

4.6. Risques de dépendance vis à vis d'hommes clés

Le développement d'IVALIS ne repose plus sur les épaules du PDG, Frédéric MARCHAL. En effet, l'équipe de direction s'est fortement renforcée au cours des dernières années, et est désormais en mesure de gérer la croissance anticipée du groupe pour les prochaines années. Si IVALIS venait à perdre un ou plusieurs collaborateurs clés, une grande partie des tâches pourrait être effectuée par un autre collaborateur clé, mais la société ne peut toutefois pas garantir qu'il n'y aurait pour elle aucun impact négatif. A ce jour, aucune assurance "homme-clé" n'a été souscrite.

4.7. Risques sociaux

L'effectif permanent moyen du groupe était de 346 salariés au cours de l'exercice 2013/14 et le groupe considère ne pas être exposé significativement à des risques sociaux. Aucun jour de grève n'a été constaté au cours des 3 dernières années.

4.8. Risques juridiques

- **Réglementation** : réaliser un inventaire physique au moins 1 fois par an est une obligation réglementaire qu'il semble difficile de remettre en cause dans le contexte actuel de sécurité financière accrue.
- **Obligation de moyens** : la société est soumise à une obligation de moyens et non de résultat. En cas de contestation (ce qui arrive 2 à 3 fois par an), l'inventaire est systématiquement recommencé.
- **Certification** : aucun agrément ou certification n'est nécessaire à IVALIS pour exercer son métier.
- **Propriété intellectuelle** : aucun brevet n'a été déposé. IVALIS ne verse par ailleurs aucune redevance à aucun tiers pour l'exploitation d'un brevet. Les marques INVENTORISTE®, IVALIS®, Espacejob®, l'Inventaire Clé en Main®, l'Inventaire Partenaire®, PCC®, STM® et IVALIS® ont été déposées auprès de l'INPI et appartiennent à IVALIS.
- **Assurances** : la société a souscrit une assurance multirisque pour les locaux de Maurepas (contenu 155 K€), les agences en France (contenu 15 K€ par agence) en Espagne (contenu 150 K€) et en Italie (contenu 517 K€), une assurance matériel d'exploitation (lecteurs code barres, ordinateurs portables, imprimantes etc.) pour un montant de 120 K€, une assurance flotte automobile à valeur de remplacement, une assurance transport de matériels et de bagages, ainsi qu'une assurance responsabilité d'exploitation en France, en Espagne et en Italie. Le coût total des assurances a été de 142 158 € sur l'exercice 2013/14.

4.9. Risques financiers

- **Risque de change** : minime, seules les filiales polonaise et brésilienne ne sont pas en zone euro et leur poids dans l'activité du groupe n'est pas encore significatif.
- **Risque de taux** : le groupe a souscrit à un emprunt bancaire de 320 K€ en 2011 et à trois emprunts bancaires pour un total de 1731 K€ au cours de l'exercice 2012/13. Le risque de taux sur ces emprunts est peu significatif dans la mesure où l'emprunt de 320 K€ est à taux fixe et que, si les trois emprunts totalisant 1731 K€ ont été souscrits à taux variable, 1 000 K€ ont été convertis à taux fixe par le biais d'un swap de taux.
Au cours de l'exercice 2013/14, le groupe a souscrit un emprunt à taux fixe de 3 M€ et 3 autres emprunts à taux variable pour un montant total de 5 888 K€. Afin de limiter le risque en cas de hausse des taux, il a été négocié un taux plafond de 1,25% applicable sur 40% du capital restant dû de l'emprunt accordé par le pool bancaire (montant nominal 5 738 K€), soit sur un montant de 2 210 K€ à la clôture de l'exercice 2013/14. Côté placement, la trésorerie excédentaire est placée dans des instruments monétaires sans risque à taux variable.
- **Risque de liquidité** : peu important, l'essentiel des actifs et passifs de la société étant à court terme (3 mois maximum).

4.10. Risques liés aux acquisitions potentielles

Dans le cadre de son développement, IVALIS pourrait être amené à procéder à des acquisitions pour diversifier sa clientèle, détenir des compétences nouvelles et/ou bénéficier d'effets de synergies entre les filiales. Ces acquisitions pourraient être susceptibles d'avoir une influence sur l'activité, les résultats, la situation financière et/ou le patrimoine de la société.

4.11. Risques environnementaux

Néant compte tenu de la nature de l'activité de la société.

4.12. Risques liés aux cas de force majeure

IVALIS est soumis aux cas de force majeure (guerres, épidémies, séismes, phénomènes climatiques...) au même titre que les autres agents économiques.

4.13. Faits exceptionnels et litiges

- A la suite de l'acquisition de la société belge CONSULT-IN en décembre 2009, une divergence est née entre IVALIS et l'ancien dirigeant de CONSULT-IN. Le litige repose sur la question du respect des clauses contractuelles permettant la réalisation par le cédant des objectifs financiers devant déclencher les paiements des compléments de prix. Cette divergence a été portée en justice pour arbitrage. La décision rendue en première instance en décembre 2013 a été favorable à IVALIS et le juge a nommé un expert afin de chiffrer le préjudice subi par IVALIS. La partie adverse a fait appel de la décision.
- A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel pouvant avoir ou ayant eu dans les 12 derniers mois une incidence significative sur l'activité, la situation financière, le patrimoine ou les résultats du groupe IVALIS.

5. Informations concernant la société

5.1. Historique

1991	La société INVENTOR est fondée à Paris par un pharmacien et un étudiant, avec pour vocation de réaliser des inventaires dans les pharmacies d'officine.
1995	La mise au point en interne du logiciel de gestion d'inventaires PCC® permet à INVENTOR de renforcer la fiabilité de son offre et de lancer l'Inventaire Clé en Main®.
1996	Frédéric MARCHAL rejoint INVENTOR en qualité de directeur commercial, afin de diversifier la clientèle et prospector les grands comptes. INVENTOR devient INVENTORISTE.
1998	INVENTORISTE abandonne son activité avec les pharmacies et se concentre sur les chaînes de distribution textile.
1999	Le lancement de l'Inventaire Partenaire® permet d'associer les compétences techniques (logiciels et matériels) et l'encadrement par INVENTORISTE aux ressources humaines de saisie mises à disposition par le client.
2000	INVENTORISTE pénètre le marché des chaînes de distribution de produits culturels et ouvre des établissements secondaires à Lille, Lyon, Marseille et Rennes.
2002	INVENTORISTE ouvre un établissement secondaire à Bordeaux.
2003	INVENTORISTE enrichit sa clientèle « grands comptes » et ouvre un établissement secondaire à Strasbourg. Afin de renforcer ses structures, la société recrute un directeur des opérations et un directeur informatique.
2004	Le lancement de la Stock Taking Method® permet à INVENTORISTE de devenir le référent du marché en termes de méthodologie d'inventaires. Le développement du site espacejob.com® (recrutement d'opérateurs via internet) permet d'améliorer la qualité et la productivité tout en diminuant le recours au travail temporaire extérieur. Le 19 mai 2004, INVENTORISTE fait son entrée sur le Marché Libre d'Euronext Paris. L'organisation interne est renforcée en fin d'année par l'arrivée d'un directeur du contrôle de gestion.
2005	En mai 2005, INVENTORISTE crée une filiale en Espagne sous la marque IVALIS, franchissant ainsi une première étape dans un projet de développement à l'international.
2006	Un directeur général délégué est nommé en mars afin d'assister Frédéric MARCHAL et renforcer l'équipe de direction. Après l'Espagne en 2005, INVENTORISTE crée en mai 2006 une filiale en Italie sous la marque IVALIS.
2007	INVENTORISTE poursuit son déploiement géographique, avec l'ouverture de 3 agences en France, de 2 agences en Espagne et d'1 agence au Portugal. L'internalisation se complète par la création d'une filiale en Belgique. Le transfert sur Alternext le 18 juin 2007 a couronné le bilan positif de 3 ans de présence sur le Marché Libre. La création d'INVENTORISTE France – Groupe IVALIS, par apport partiel d'actif en date du 27/12/2007, a filialisé l'activité exercée en France dans une structure constituée à cet effet et a donné à INVENTORISTE le statut de holding et de prestataire de services au profit des différentes filiales du groupe. Pour renforcer la compétitivité du groupe, l'exploitation France est organisée en centres de profit et les structures ont été renforcées en France et dans les filiales.
2008	Démarrage de la filiale IVALIS Belgium avec l'arrivée d'un Country Manager Benelux. Mise en œuvre du projet Corellia (optimisation du système d'information). Début de la mise en place du système VDOC (gestion automatisée de processus pour améliorer le contrôle interne)

2009	Frédéric MARCHAL s'associe le 3 juillet à ACTO CAPITAL, au sein d'une structure baptisée KAMINO, pour accompagner la poursuite et le développement des activités d'INVENTORISTE. Frédéric MARCHAL continue à exercer les fonctions de PDG d'INVENTORISTE. Acquisition en décembre 2009 de 100% du capital de la société belge CONSULT-IN.
2010	Création en février de la filiale polonaise IVALIS POLSKA. Nouveau site internet, nouvelle marque, nouvelle identité graphique. En France, la marque INVENTORISTE devient IVALIS. Lancement d'un nouveau programme qualité baptisé HQI, accompagné de plans d'action opérationnels. Signature d'un contrat de licence au Maroc.
2011	Ouverture de 2 nouvelles agences, en Ile de France et à Grenoble, portant ainsi le réseau français à 15 agences. Ouverture de nouvelles agences en Espagne (Barcelone, La Corogne) et en Italie (Rome). Création de 2 nouvelles filiales européennes : IVALIS DEUTSCHLAND en Allemagne et IVALIS NEDERLAND aux Pays-Bas. Déploiement des lecteurs code-barres wifi.
2012/13	Ouverture de nouvelles agences en France (portant le total à 17), en Italie, en Allemagne et aux Pays-Bas. IVALIS est retenu en janvier par 2 clients majeurs (textile, loisirs), au niveau international, pour des contrats pluriannuels, confirmant ainsi le bien fondé de sa stratégie à l'international. Activation d'IVALIS Technology, filiale qui désormais gère et exploite le système d'information du groupe. Déploiement progressif dans chacune des filiales des lecteurs code-barres wifi.
2013/14	Acquisition en juin 2013 du groupe allemand SIGMA, plus important prestataire indépendant de l'externalisation d'inventaires en Allemagne et en Suisse, avec un CA 2012 de 17 M€ pour un EBITDA de 1,7 M€. Poursuite de l'internationalisation du groupe avec la création d'une filiale au Brésil. INVENTORISTE change de nom et devient IVALIS pour harmoniser le nom de la société mère avec celui de ses filiales et rendre la communication du groupe plus efficace. Simplification de l'organigramme juridique dans un souci de rationalisation des coûts de gestion. Déploiement du progiciel de gestion intégrée Dynamics Nav de Microsoft au sein d'IVALIS France.

5.2. Investissements

Les principales ressources en matériels nécessaires à la réalisation d'un inventaire sont :

- Les logiciels de middle-office qui permettent de planifier les inventaires,
- Les logiciels de front-office qui permettent de réaliser opérationnellement les inventaires (PCC® et Windouch®) et les PC qui vont avec,
- Les lecteurs code-barres utilisés par les opérateurs lors des inventaires,
- Les moyens de transport pour amener les opérateurs et les encadrants sur le lieu de l'inventaire.

En 2013/14, le montant des investissements d'IVALIS s'est élevé à 10,2 M€. L'essentiel des investissements a été constitué par l'acquisition du Groupe Sigma le 14 juin 2013 pour un montant de 8,7 M€ hors frais d'acquisition. L'acquisition de SIGMA a été financée par emprunt bancaire auprès de BPI France et d'un pool de banques conduit par la Société Générale.



6. Aperçu des activités

Le groupe IVALIS est le leader européen sur le marché de la sous-traitance d'inventaires de qualité. Il accompagne le développement de nombreuses enseignes internationales et connaît lui-même, depuis plus de 20 ans, un développement régulier tant en France qu'à l'étranger.

Le groupe IVALIS est constitué de la holding IVALIS SA (structure cotée en Bourse sur Alternext Paris) et de ses différentes filiales en Europe, qui portent toutes le nom d'IVALIS ou de SIGMA. Le groupe IVALIS dispose d'agences commerciales et de production en France, en Belgique, en Espagne, en Italie, au Portugal, en Pologne, en Allemagne, en Suisse, en Autriche, aux Pays-Bas et au Maroc. Cette présence lui permet de réaliser des inventaires dans la plupart des pays européens (voir carte au chapitre 8).

Pionnier du secteur en Europe continentale, et leader européen, le groupe IVALIS poursuit une croissance forte grâce à la qualité de ses prestations, au professionnalisme de ses équipes, à des process simples, à des outils modernes et performants au service des inventaires :

- **Fiabilité et précision** : Jusqu'à 99,9%, une performance unique sur le marché.
- **Flexibilité** : une expertise et des références clients sur tous types d'inventaires, de quelques milliers à plus de 10 millions de pièces, tous secteurs confondus, de l'univers du luxe à la GSA.
- **Efficacité** : des équipes uniquement dédiées à la réalisation d'inventaires, formées et entraînées.
- **Simplicité** : IVALIS a toujours fait le choix de la simplicité. Que ce soit dans le choix des outils ou dans ses process : des outils informatiques performants, un interlocuteur commercial unique, des résultats immédiatement et directement intégrables au système d'information des clients.



IVALIS propose deux types de prestations :

- **L'Inventaire Clé en Main®** (76% des inventaires menés) intègre la mise à disposition de l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne réalisation de l'inventaire : les logiciels PCC® et Windouch®, développés en exclusivité par et pour IVALIS, qui permettent de traiter en temps réel les données saisies par les lecteurs de code-barres, les terminaux portables et les ressources humaines qualifiées (chef d'équipe + chefs de zones + opérateurs de saisie).
- **L'Inventaire Partenaire®** (24% des inventaires menés) associe les logiciels PCC® et Windouch®, les matériels et le personnel d'encadrement d'IVALIS aux opérateurs de saisie fournis par le client.

Le choix de recourir à IVALIS plutôt que de réaliser ses inventaires en interne se justifie par :

- Des technologies (PCC® / Windouch®) et des méthodologies (STM®) dédiées.
- Une absence de perte de chiffre d'affaires (ce qui est le cas lorsque le magasin est fermé pour inventaire),
- Une meilleure affectation des frais de personnel (pas de personnel non affecté à la vente),
- Pas de paiement éventuel d'heures supplémentaires,
- Une évaluation des stocks - avec exhaustivité et intégrité - effectuée par une société indépendante.



Chaque prestation fait l'objet d'un encadrement méthodologique et logistique exclusif, mis au point par IVALIS : la Stock Taking Method®. Cette méthode est appliquée à tous les inventaires sans exception, en France comme à l'étranger.

Les 5 principales étapes sont :

- Le balisage, qui permet d'identifier précisément toutes les zones à saisir,
- La saisie, réalisée par les opérateurs sous la responsabilité du chef d'équipe et des chefs de zone en général dès la fermeture du magasin,
- Le contrôle, réalisé pendant l'inventaire ou juste après la fin de la saisie pour limiter au maximum les risques d'erreur,
- Les corrections, qui permettent de garantir la fiabilité du résultat,
- La validation enfin des 4 étapes précédentes, ce qui permet au chef d'équipe de clôturer son inventaire.



6.1. Détection des besoins d'inventaires du client

Après un premier contact téléphonique, le conseiller commercial transmet un projet de devis, incluant un budget et un calendrier. Une visite de site est ensuite nécessaire pour détecter les besoins exacts du client et affiner l'offre de services : besoins réels du client, objectifs recherchés, traitement des cas particuliers (produits non étiquetés, codes inconnus, etc.). Dès acceptation de l'offre de service, le conseiller commercial met en place la procédure de préparation de l'inventaire.



6.2. Préparation de l'inventaire

Première étape

- Remise au client d'un rétro planning des opérations et d'une fiche sur laquelle doivent être renseignés les types de codes présents dans la base de l'ensemble des articles à inventorier,
- Définition et mise au point par les équipes informatiques d'IVALIS d'un langage permettant l'échange des fichiers entre le système d'information du client et notre logiciel d'inventaire compatible PCC®,
- Mise au point par les équipes informatiques d'IVALIS d'un langage permettant l'échange des fichiers entre la base du client et les lecteurs de codes barres,
- Paramétrage des lecteurs de codes barres,
- Organisation d'une simulation opérationnelle sur le site,
- Validation de la procédure informatique et des ressources humaines à affecter à l'inventaire,
- Envoi d'une offre de services réactualisée en fonction de la procédure informatique définie.



Seconde étape

- Organisation - moyennant finances - d'un inventaire de validation, effectué en conditions réelles avec l'ensemble des moyens techniques et humains, dans un magasin sélectionné pour ses similitudes avec la majorité des magasins du client,
- Mise au point définitive des procédures informatiques et opérationnelles, ainsi que des besoins techniques et humains à mettre en place. La méthode suivie pour cet inventaire de validation sera ensuite suivie pour l'ensemble des autres magasins, c'est la Stock Taking Method®.



Troisième étape

- Mise à jour de l'offre de services et du prix de la prestation en fonction de la réalité constatée sur le terrain,
- Définition du calendrier d'intervention pour l'ensemble des sites à inventorier,
- Mise en place de la campagne d'inventaires.

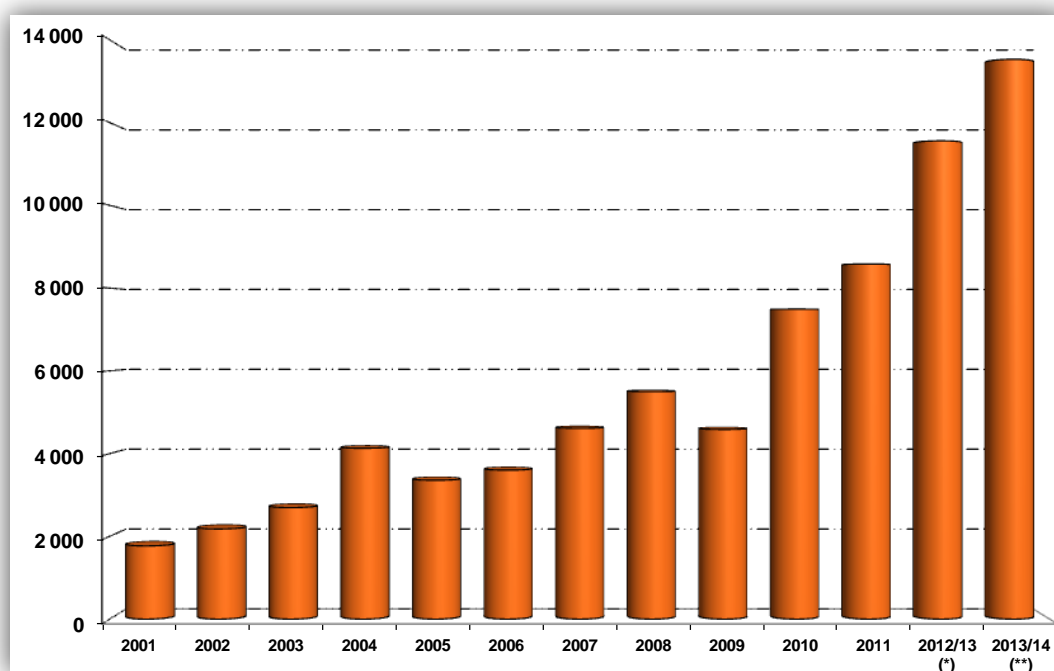


6.3. Facturation des inventaires

D'une manière générale, IVALIS facture les inventaires dès que la prestation est réalisée. La prestation peut être facturée soit à la pièce comptée (notamment pour les Inventaires Clé en Main®), soit au % de la valeur du stock inventorié, soit au forfait (généralement pour les Inventaires Partenaire®), avec dans le dernier cas la possibilité de pénalités si la durée est plus longue que prévue dans le forfait. Dans les deux systèmes, le niveau de marge est identique.



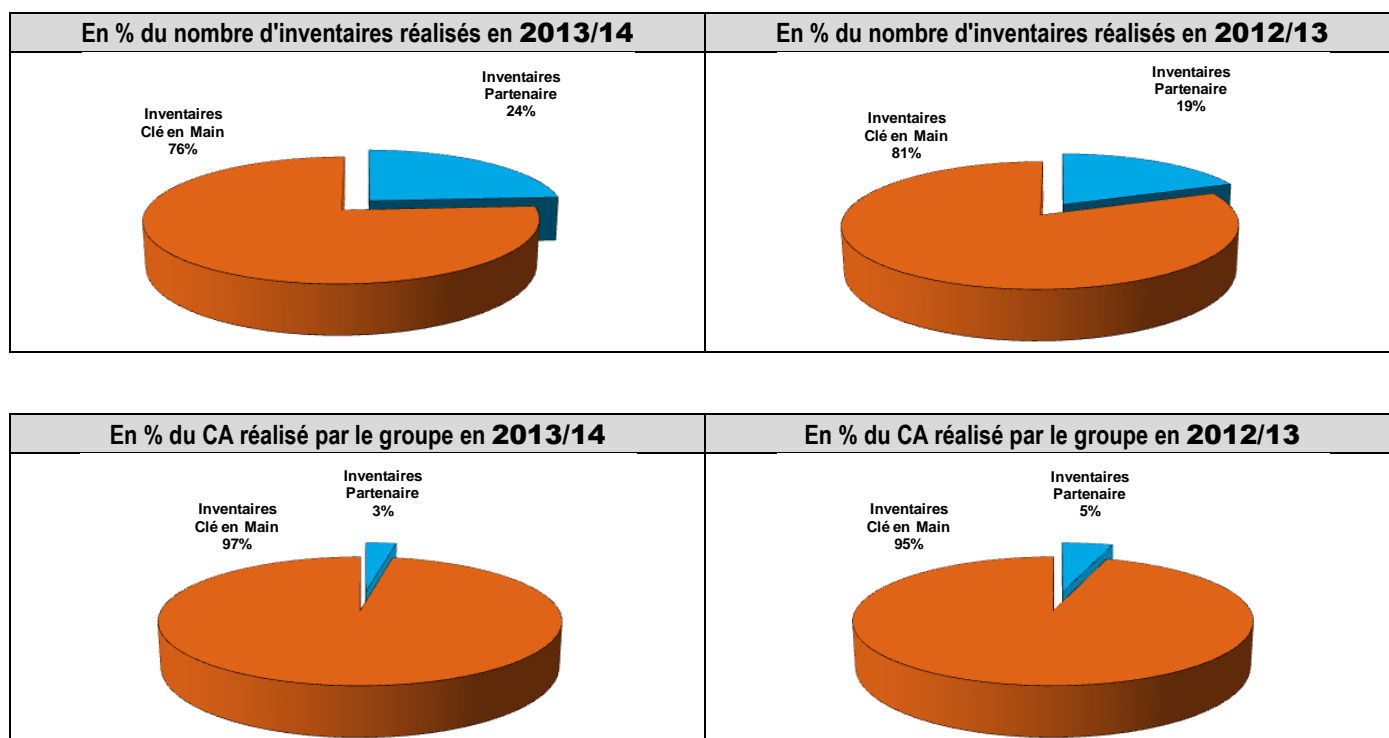
6.4. Nombre annuel d'inventaires réalisés par le groupe



(*) Exercice de 15 mois (du 1^{er} janvier 2012 au 31 mars 2013)

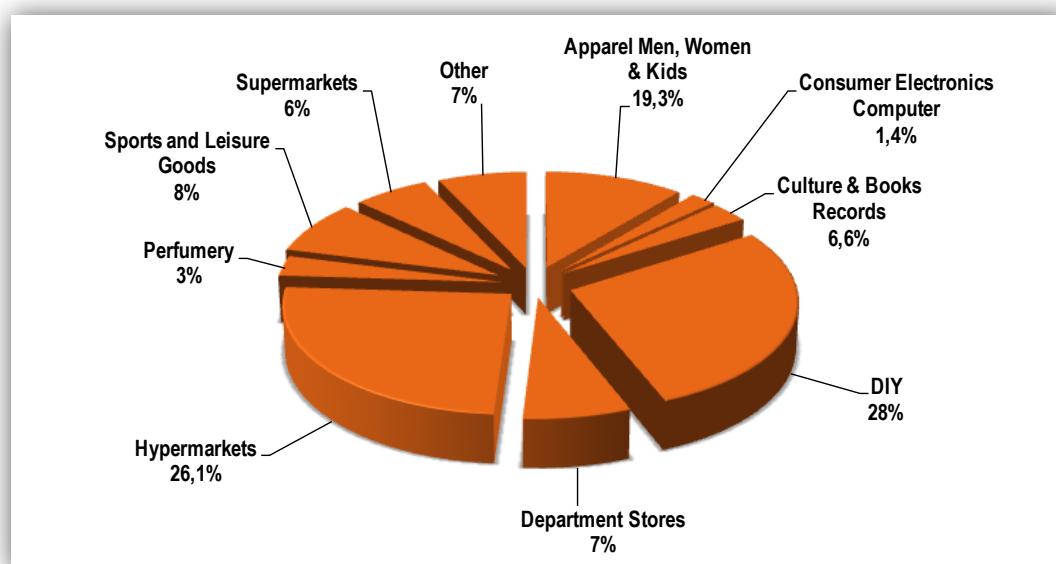
(**) Exercice de 12 mois, incluant 9 mois d'activité de la filiale SIGMA, consolidée à partir du 1^{er} juillet 2013

6.5. Typologie des inventaires réalisés par le groupe



6.6. Clients

Au 31/03/2014, IVALIS comptait 481 clients actifs, qui se répartissent ainsi (en % du chiffre d'affaires Groupe 2013/14) :



Au 31/03/2014, le 1^{er} client toutes activités et pays confondus représente 7,8% du chiffre d'affaires Groupe. Le poids respectif des plus gros clients diminue, du fait de la croissance du chiffre d'affaires du groupe.

6.7. Politique d'achat et gestion des fournisseurs

IVALIS compte une trentaine de fournisseurs réguliers, en priorité des groupes spécialisés dans le travail temporaire, des loueurs de véhicules, des agences de voyage, des fournisseurs de matériel de bureau et d'informatique. Pour les principaux fournisseurs, un appel d'offre est lancé chaque année.

Il n'existe aucun lien et aucun accord particulier entre IVALIS et ses fournisseurs, les relations restant strictement commerciales, ce qui donne au groupe la possibilité de changer de fournisseur à tout moment.

6.8. Marché et concurrence

L'inventaire est une nécessité de gestion et une obligation légale en France. On retrouve les mêmes obligations de gestion dans la plupart des pays développés dans lesquels IVALIS preste ses services.

IVALIS ne s'adresse pas aux inventaires d'immobilisations (machines, véhicules, postes informatiques etc.) mais aux stocks (produits finis, semi-finis ou en cours de production). Le marché d'IVALIS - même si la société reste pour l'instant essentiellement tournée vers la distribution spécialisée et la grande distribution - concerne donc l'ensemble des stocks des sociétés industrielles et commerciales. Ce marché est en plein essor en France, contrairement aux pays anglo-saxons pour lesquels ce marché est arrivé à maturité, particulièrement aux Etats-Unis où la sous-traitance atteint 75% du marché.

L'évaluation de la taille du marché potentiel auquel s'adresse IVALIS est difficile à évaluer.

A titre d'exemple, IVALIS estime à plus de 80 000 le nombre de surfaces de vente susceptibles en France de recourir à ses services :

IVALIS est confronté à 3 types de concurrence :

- Les entreprises qui réalisent en interne leur propre inventaire,
- Les sociétés positionnées sur le marché des inventaires d'immobilisations qui pourraient éventuellement évoluer vers les inventaires de stocks,
- Les entreprises spécialisées, tel le groupe IVALIS, dans les inventaires de stocks.

Les deux plus gros acteurs du monde occidental spécialisés dans les inventaires de stocks sont deux groupes d'origine américaine :

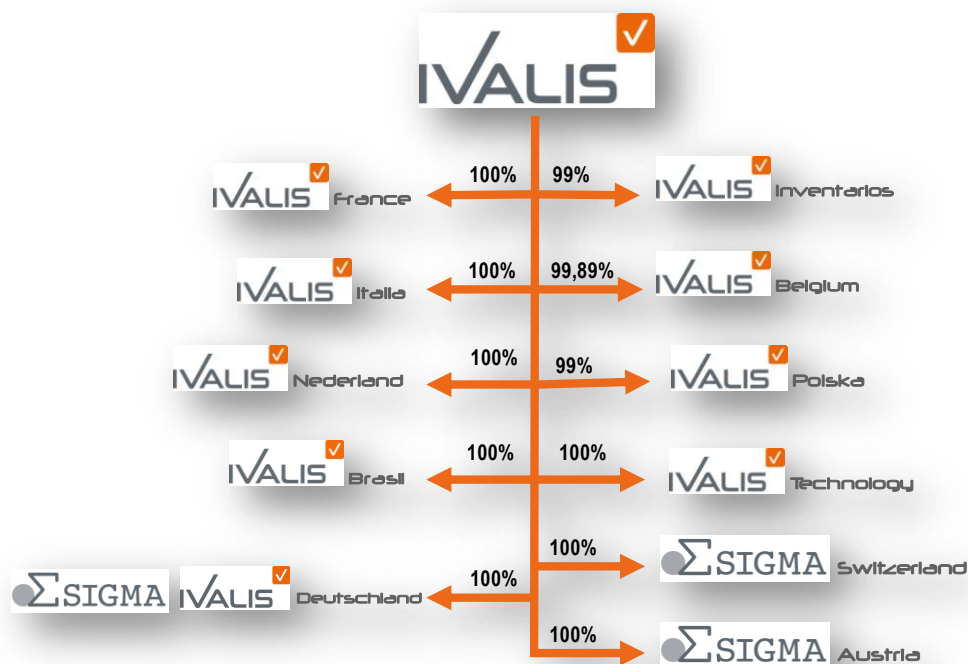
- Le numéro un mondial est le groupe RGIS. C'est un groupe américain qui réalise environ 800 M\$ de chiffre d'affaires (ce groupe non coté en Bourse ne publie pas d'informations financières). Le groupe est détenu par un fonds d'investissement américain. On estime le nombre d'agences de RGIS dans le monde à plus de 400. Le groupe est présent aux Etats-Unis depuis une cinquantaine d'années, et s'est développé en Europe depuis une dizaine d'années, avec notamment une présence en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France.
- Le numéro deux du monde occidental est le groupe d'origine américaine WIS. WIS réalise environ 275 M\$ de chiffre d'affaires (à l'instar de RGIS, le groupe n'est pas coté et ne publie pas d'états financiers). Le groupe est détenu majoritairement par un fonds d'investissement américain. WIS a une présence forte aux Etats-Unis et au Canada et est peu implanté en Europe où il ne dispose que d'une filiale en Grande-Bretagne.

Les autres acteurs présents en Europe sont des acteurs locaux, ne couvrant que leur pays, ou régionaux avec une présence dans deux ou trois pays. Ces autres acteurs sont plus petits qu'IVALIS. Figurent dans cette liste non limitative l'anglais ORRIDGE et le français NOVASTOCK...

Le marché se concentre en Europe autour de deux acteurs, IVALIS et RGIS, sous les effets combinés des acquisitions (Sumlock, Knoffle, Exacod, GinSoft, Consult-In, Sigma, ...), des fermetures ou liquidations (Admittel, ISS, ...), et de la nécessité de disposer d'une certaine taille et de la présence géographique nécessaires pour servir les clients internationaux.

7. Organigramme

7.1. Organigramme juridique au 31/03/2014



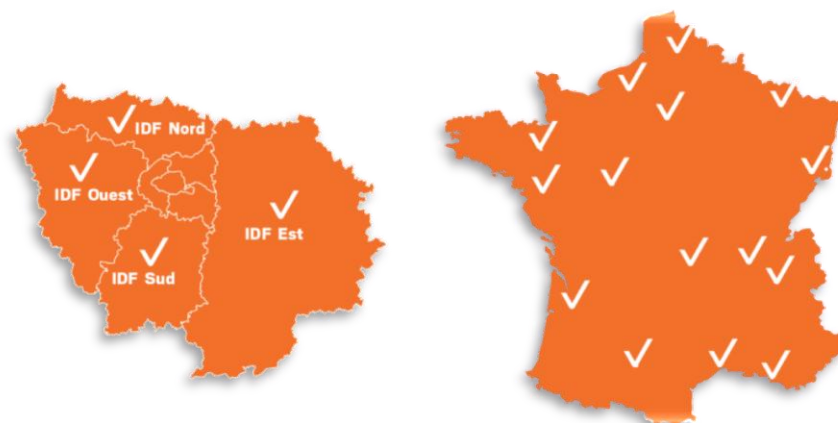
7.2. Périmètre de consolidation

Dénomination sociale	Dénomination usuelle	Pays	Création/Acquisition	Participation	Activité
IVALIS SA	IVALIS	France	Avril 1991	Holding	
IVALIS FRANCE	IVALIS FRANCE	France	Octobre 2007	100%	Inventaires
IVALIS TECHNOLOGY	IVALIS TECHNOLOGY	France	Juillet 2009	100%	Prestations informatiques
IVALIS INVENTARIOS	IVALIS ESPAGNE	Espagne	Mai 2005	99%	Inventaires
IVALIS ITALIA	IVALIS ITALIE	Italie	Mai 2006	100%	Inventaires
IVALIS BELGIUM	IVALIS BELGIQUE	Belgique	Mai 2007	99,89%	Inventaires
IVALIS POLSKA	IVALIS POLOGNE	Pologne	Mars 2010	99%	Inventaires
IVALIS NEDERLAND	IVALIS PAYS BAS	Pays-Bas	Mars 2011	100%	Inventaires
SIGMA IVALIS DEUTSCHLAND	SIGMA ALLEMAGNE	Allemagne	Juin 2013	100%	Inventaires
SIGMA SWITZERLAND	SIGMA SUISSE	Suisse	Juin 2013	100%	Inventaires
SIGMA AUSTRIA	SIGMA AUTRICHE	Autriche	Juin 2013	100%	Inventaires
IVALIS BRASIL	IVALIS BRESIL	Brésil	Mai 2013	100%	Inventaires

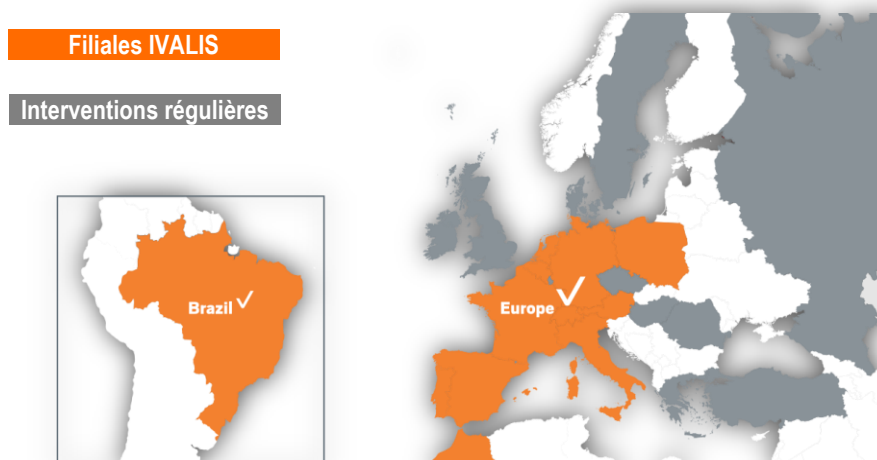
8. Propriétés immobilières, usines, équipements

8.1. Liste des implantations

IVALIS est la seule entreprise du secteur en France à s'appuyer sur un vaste réseau de 18 agences sur l'ensemble du territoire (Paris et région parisienne, Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Marseille, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Rouen, Tours, Rennes, Nantes, Lille, Metz, Mulhouse). Cette couverture du territoire apporte une proximité forte avec le bassin d'emploi, un élément essentiel notamment dans la sélection et la gestion des opérateurs de saisie. C'est aussi un élément clé dans la qualité des prestations car cela réduit fortement les temps de déplacement et donc la pénibilité du métier. Chacune des agences est composée d'un responsable d'agence et de chefs d'équipes. Ce sont eux qui prennent en charge la réalisation des inventaires et encadrent les coordinateurs de zone et les opérateurs.



Le groupe possède des filiales en France, Allemagne, Suisse, Autriche, Espagne, Italie, Pologne, Belgique, Pays-Bas et Brésil, une succursale au Portugal et une franchise au Maroc. Ces filiales délivrent leurs services dans la plupart des pays européens, en Russie et en Turquie – au total le groupe intervient dans plus de 25 pays – et font d'IVALIS l'un des principaux acteurs de la gestion d'inventaires. Cette couverture géographique permet d'accompagner les clients dans de très nombreux pays avec des méthodologies d'inventaires, des process et des outils identiques. Les clients internationaux bénéficient d'un point d'entrée unique, gage d'une parfaite coordination inter-pays.



Il n'existe aucun lien capitalistique entre les propriétaires des locaux des agences et filiales et les dirigeants ou salariés du groupe.

8.2. Questions environnementales

Aucune question environnementale ne peut influencer l'utilisation des différents locaux.

9. Examen de la situation financière

9.1. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/03/2014

9.1.1. Comptes consolidés

- Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 52 728 316 € contre 39 413 038 € lors de l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur amortissements et provisions d'exploitation, les autres produits d'exploitation et les transferts de charges d'exploitation, le montant total des produits d'exploitation s'élève à 53 289 085 € contre 40 045 812 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises, des achats de matières premières et autres approvisionnements, des variations de stocks, des achats de sous-traitance et des achats non stockés de matériels et fournitures s'élève globalement à 964 449 € contre 476 815 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres services extérieurs et charges externes s'élève à 25 015 791 € contre 21 379 210 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 680 056 € contre 724 937 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 23 053 316 € contre 15 019 166 € lors de l'exercice précédent.
- La participation des salariés s'élève à 96 863 € contre 29 099 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation s'élève à 1 864 356 € contre 1 519 971 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 162 630 € contre 83 778 € pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation se sont élevées globalement à 51 837 461 € contre 39 232 976 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 451 624 € contre 812 836 € lors de l'exercice précédent.
- Après prise en compte du résultat financier, des produits et charges exceptionnels, de l'impôt sur les bénéfices, des impôts différés, de l'amortissement des écarts d'acquisition, et de la part des minoritaires dans le résultat, le résultat net part du groupe de l'exercice se solde par un bénéfice de 51 907 € contre 254 125 € au titre de l'exercice précédent.
- Le groupe IVALIS a dégagé au cours de l'exercice un Excédent Brut d'Exploitation de 3,0 M€ à comparer à 2,1 M€ au cours de l'exercice précédent.

Cette augmentation est due à l'entrée des trois entités SIGMA dans le groupe IVALIS à compter, du point de vue des comptes consolidés, du 1^{er} juillet 2014. La contribution des trois entités SIGMA à l'Excédent Brut d'Exploitation du groupe a été de 1,3 M€.

Tenant compte du fait que le groupe a fait face à des coûts importants et non récurrents de 0,4 M€ liés à l'ensemble des opérations réalisées dans le cadre de sa réorganisation juridique (voir ci-dessus), le sous-ensemble IVALIS a dégagé un Excédent Brut d'Exploitation de 2,1 M€, similaire à celui dégagé lors de l'exercice précédent.

La croissance des résultats d'IVALIS France principalement liée à son dynamisme commercial a été contrebalancée par la baisse du résultat des filiales belge et espagnole. IVALIS BELGIUM a vu son environnement concurrentiel se durcir. IVALIS INVENTARIOS a quant à elle vu son chiffre d'affaire baisser du fait de la réduction de deux à une des campagnes d'inventaires d'un de ses clients importants.

IVALIS POLSKA a multiplié par deux son chiffre d'affaires, qui est passé de 0,4 M€ à plus de 0,8 M€, mais n'a pas encore réussi à mettre en place l'organisation de production lui permettant de réduire ses pertes opérationnelles.

IVALIS Italie a souffert de la perte d'un client significatif, ce qui ne lui a pas permis de redresser ses comptes, et ce qui a obligé IVALIS SA à lui consentir de nouveau une subvention à caractère commercial.

Les trois entités SIGMA ont dégagé des résultats satisfaisants pour leur 9 premiers mois d'intégration au sein du groupe IVALIS. Les effets d'apprentissage et de synergie ne sont pas encore significatifs et ne commenceront à se voir dans le compte de résultat du groupe qu'au cours de l'exercice 2014-15.

Le résultat net dégagé au cours de l'exercice 2013-14 est impacté à hauteur de 967 K€ par l'amortissement des goodwill dégagés lors de l'acquisition en 2009 de la société Belge CONSULT-IN et de la société SIGMA.

2.1.2. Comptes sociaux

- Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, le chiffre d'affaires s'est élevé à 4 949 832 € contre 5 084 059 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 190 898 € contre 144 844 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 2 119 103 € contre 1 726 163 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 65 105 € contre 102 230 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires s'élève à 309 211 € contre 378 435 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des charges sociales s'élève à 130 880 € contre 160 022 € pour l'exercice précédent.
- L'effectif salarié moyen s'élève à 3 contre 3 pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 1 002 750 € contre 860 986 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 1 002 € contre 1 231 € pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 3 628 050 € contre 3 229 067 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 512 679 € contre 1 999 836 € pour l'exercice précédent.
- Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du résultat financier de 141 243 € (566 245 € pour l'exercice précédent) incluant la perception de 349 576 € de dividendes de la filiale IVALIS BELGIUM, il s'établit à 1 653 923 € contre 2 566 081 € pour l'exercice précédent.
- Après prise en compte :
 - du résultat exceptionnel de -830 737 € contre -1 530 157 € pour l'exercice précédent, (ce résultat exceptionnel est lié essentiellement à la subvention commerciale de 569 758 € consentie à IVALIS SRL (filiale italienne) et au provisionnement partiel des actifs liés à IVALIS POLSKA).
 - de l'impôt sur les sociétés de 186 851 € contre 169 448 € pour l'exercice précédent,
 Le résultat de l'exercice clos le 31 mars 2014 se solde par un bénéfice de 636 335 € contre un bénéfice de 866 477 € pour l'exercice précédent.
- Au 31 mars 2014, le total du bilan de la Société s'élevait à 22 752 152 € contre 11 352 310 € pour l'exercice précédent.

9.2. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/03/2013

9.1.1. Comptes consolidés

- Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 39 413 038 € contre 32 830 073 € lors de l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur amortissements et provisions d'exploitation, les autres produits d'exploitation et les transferts de charges d'exploitation, le montant total des produits d'exploitation s'élève à 40 045 812 € contre 33 056 861 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises, des achats de matières premières et autres approvisionnements, des variations de stocks, des achats de sous-traitance et des achats non stockés de matériels et fournitures s'élève globalement à 476 815 € contre 423 925 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres services extérieurs et charges externes s'élève à 21 379 210 € contre 17 743 157 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 724 937 € contre 536 776 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 15 019 166 € contre 10 821 578 € lors de l'exercice précédent.
- La participation des salariés s'élève à 29 099 € contre 103 211 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation s'élève à 1 519 971 € contre 819 287 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 83 778 € contre 74 533 € pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation se sont élevées globalement à 39 232 976 € contre 30 522 467 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 812 836 € contre 2 534 394 € lors de l'exercice précédent.
- Après prise en compte du résultat financier, des produits et charges exceptionnels, de l'impôt sur les bénéfices, des impôts différés, de l'amortissement des écarts d'acquisition, et de la part des minoritaires dans le résultat, le résultat net part du groupe de l'exercice se solde par un bénéfice de 254 125 € contre 1 160 572 € au titre de l'exercice précédent.

2.1.2. Comptes sociaux

- Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, le chiffre d'affaires s'est élevé à 5 084 058 € contre 3 846 081 € pour l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur provisions et transferts de charges, et les autres produits d'exploitation, le montant global des produits d'exploitation s'élève à 5 228 902 € contre 3 911 524 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises s'élève à 0 € contre 9 548 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 1 726 163 € contre 1 221 183 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 102 203 € contre 82 006 € pour l'exercice précédent.

- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 538 456 € contre 648 395 € pour l'exercice précédent.
- L'effectif salarié moyen s'élève à 6 contre 8 pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 860 986 € contre 182 557 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 1231 € contre 656 € pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint globalement un total de 3 229 066 € contre 2 144 345 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 999 836 € contre 1 767 178 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat financier s'établit à 566 245 € (34 203 € pour l'exercice précédent), il inclut la perception de 549 335 € de dividendes de la filiale IVALIS BELGIUM.
- Le résultat exceptionnel ressort à -1 530 156 € (-7 963 € pour l'exercice précédent). Ce résultat exceptionnel est lié essentiellement à la subvention d'équilibre de 923 429 € accordée à IVALIS POLSKA et à la subvention commerciale de 570 000 € consentie à IVALIS SRL (filiale italienne).
- Après prise en compte du résultat financier et du résultat exceptionnel, de l'impôt sur les sociétés de 169 448 € contre 605 611 € pour l'exercice précédent, le résultat de l'exercice clos le 31 mars 2013 se solde par un bénéfice de 866 476 € contre 1 187 807 € pour l'exercice précédent.
- Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 866 476 €.

9.3. Examen des comptes de l'exercice clos le 31/12/2011

9.2.1. Comptes consolidés

- Au cours de l'exercice clos le 31/12/ 2011, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 32 830 073 € contre 26 044 832 € lors de l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur amortissements et provisions d'exploitation, les autres produits d'exploitation et les transferts de charges d'exploitation, le montant total des produits d'exploitation s'élève à 33 056 861 € contre 26 174 564 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises, des achats de matières premières et autres approvisionnements, des variations de stocks, des achats de sous-traitance et des achats non stockés de matériels et fournitures s'élève globalement à 423 925 € contre 409 932 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres services extérieurs et charges externes s'élève à 17 743 157 € contre 15 327 530 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 536 776 € contre 429 551 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 10 821 578 € contre 8 438 673 € lors de l'exercice précédent.
- La participation des salariés s'élève à 103 211 € contre 0 € pour l'exercice précédent.

- Le montant des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation s'élève à 819 287 € contre 472 063 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 74 533 € contre 48 665 € pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation se sont élevées globalement à 30 522 467 € contre 25 126 414 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 2 534 394 € contre 1 048 150 € lors de l'exercice précédent.
- Compte tenu d'un résultat financier de -7 061 € (-14 085 € pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts ressort pour l'exercice à 2 527 333 € contre 1 034 065 € pour l'exercice précédent.
- Après prise en compte des produits et charges exceptionnels, le l'impôt sur les bénéfices, des impôts différés, des amortissements des écarts d'acquisition, et de la part des minoritaires dans le résultat, le résultat net part du groupe de l'exercice se solde par un bénéfice de 1 160 572 € contre 348 881 € au titre de l'exercice précédent.

9.2.2. Comptes sociaux

- Au cours de l'exercice clos le 31/12/2011, le chiffre d'affaires s'est élevé à 3 846 081 € contre 2 807 636 € pour l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur provisions et transferts de charges, et les autres produits d'exploitation, le montant global des produits d'exploitation s'élève à 3 911 524 € contre 2 858 346 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises s'élève à 9 548 € contre 7 605 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 1 221 183 € contre 1 129 142 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 82 006 € contre 74 549 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 648 395 € contre 559 244 € pour l'exercice précédent.
- L'effectif salarié moyen s'élève à 8 contre 7 pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 182 557 € contre 84 681 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 656 € contre 491 € pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint globalement un total de 2 144 345 € contre 1 855 711 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 767 178 € contre 1 002 634 € pour l'exercice précédent.
- Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du résultat financier de 34 203 € (19 528 € pour l'exercice précédent), il s'établit à 1 801 381 € contre 1 022 163 € pour l'exercice précédent.
- Après prise en compte du résultat exceptionnel de -7 963 € contre -7 848 € pour l'exercice précédent, et de l'impôt sur les sociétés de 605 611 € contre 338 958 € pour l'exercice précédent, le résultat de l'exercice clos le 31/12/ 2011 se solde par un bénéfice de 1 187 807 € contre un bénéfice de 675 356 € pour l'exercice précédent.
- Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 1 187 807 €.

10. Trésorerie et capitaux

10.1. Capitaux propres consolidés au 31/03/2014

En K€

	Capital	Primes d'émission	Réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Minoritaires	Total
Situation à l'ouverture	262,5	109,1	6 184,44	6,17	6 562,21	3,46	6 565,67
Résultat de la période	-	-	51,91	-	51,91	0,69	52,60
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-0,42	20,93	-152,66	-9,65	-141,81	-0,12	-141,93
Situation à la clôture	262,08	130,03	6 083,69	-3,48	6 472,31	4,04	6 476,34

10.2 Flux de trésorerie consolidés

En €	2013/14 12 mois	2012/13 15 mois	2011 12 mois
Résultat du groupe	52 600	255 569	1 162 713
+ Dotations aux amortissements	1 864 356	1 459 614	819 287
+ Dotations aux provisions	53 987	69 977	13 280
+ Dotations aux amortissements goodwill	967 044	235 144	188 115
- Reprises sur amortissements et provisions	-120 060	-151 317	-5 924
- Impact de la production immobilisée	-	-111 660	-
+ Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	148 197	157 769	15 703
- Prix de cession des éléments d'actif cédés	-235 292	-104 319	-23 541
- Impôts différés (*)	-447 036	-332 922	-60 091
Capacité d'autofinancement	2 283 796	1 477 855	2 109 542
Stocks et encours	-12 330	13 977	-24 308
Avances et acomptes versés	-	-	-
Créances clients	269 975	-1 496 912	2 169 320
Autres créances	-3 638 750	1 094 464	193 267
Avances et acomptes reçus	-	-	-
Dettes fournisseurs	247 259	1 846 391	-712 014
Autres dettes	3 455 307	462 479	610 521
Variation du BFR	321 461	-1 920 399	2 236 786
Flux net de trésorerie lié à l'activité	2 605 257	-442 544	4 346 328
Trésorerie apport SIGMA	1 166 470	-	-
Acquisitions d'immobilisations	-10 175 457	-2 463 619	-1 050 688
• Incorporelles	-151 511	-	-
• Corporelles	-519 553	-	-
• Financières	-9 504 393	-	-
. Acquisitions de titres	-8 805 390	-	-
. Frais associés aux acquisitions de titres	-538 764	-	-
. Dépôts et cautionnements	-160 239	-	-
Cessions d'immobilisations	43 424	103 293	23 541
Flux net de trésorerie lié aux investissements	-10 132 033	-2 360 327	-1 027 147
Dividendes versés aux actionnaires	-	-1 400 667	-1 602 656
Remboursements d'emprunts dans l'exercice	-1 124 988	-434 465	-119 237
Emprunts souscrits dans l'exercice	8 902 900	1 731 413	320 000
Flux net de trésorerie lié aux financements	7 777 912	-103 719	-1 401 893
Variation de trésorerie	1 417 606	-2 906 589	1 917 288
Trésorerie nette d'ouverture	4 062 358	6 968 947	5 051 659
Trésorerie nette de clôture	5 479 964	4 062 358	6 968 947

(*) Les impôts différés sont inclus dans la CAF depuis la clôture 2013/14 alors qu'ils étaient présentés en variation du BFR les exercices précédents. Afin d'améliorer la lecture et la comparabilité des exercices, les impôts différés afférents aux exercices 2011 et 2012/13 ont été reclassés du poste « autres créances » et inclus dans le calcul de la CAF.

10.3. Emprunts et dettes financières

En €	31/03/2014	Dont < 1 an	Dont 1 à 5 ans	Dont > 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 540 807	1 670 880	5 007 323	2 862 604
Emprunts liés au retraitement du crédit-bail	360 838	360 838	-	-
Dettes financières diverses	21 721	21 721	-	-
Concours bancaires courants	3 767	3 767	-	-
Total valeurs brutes	9 927 133	2 057 206	5 007 323	2 862 604

10.4. Conditions d'emprunt

Les conditions d'emprunt sont décrites dans le chapitre 4 "Facteurs de risques".

10.5. Restrictions à l'utilisation des capitaux

Néant.

10.6. Sources de financement attendues

L'acquisition en juin 2013 du groupe allemand SIGMA a été financée par recours à des emprunts sur 7 ans auprès d'OSEO et d'un pool de trois banques conduit par la Société Générale.

11. R&D, brevets, licences

11.1. Marques et brevets

Aucun brevet n'a été déposé par la société.

Les marques INVENTORISTE®, IVALIS®, Espacejob®, l'Inventaire Clé en Main®, l'Inventaire Partenaire®, PCC®, STM® et IVALIS® ont été déposées auprès de l'INPI et appartiennent à IVALIS.

11.2. Recherche et développement

Au cours de ces dernières années, IVALIS a développé plusieurs logiciels de gestion spécifiquement adaptés à son activité originale. En parallèle, d'autres activités sont gérées à l'aide d'outils logiciels du marché. Un fort besoin d'intégrer ces outils dans un logiciel de gestion de l'organisation des inventaires était en effet devenu indispensable pour accompagner la croissance des années futures.

12. Informations sur les tendances

12.1. Perspectives 2014/15

Le groupe entend poursuivre en 2014/15 son développement, notamment à l'international.

12.2. Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre fiscal 2014/2015

En K€	2014/15 12 mois	2013/14 12 mois	2012/13 15 mois
1 ^{er} trimestre	11 793	6 994	6 175
2 ^{ème} trimestre		9 577	6 244
3 ^{ème} trimestre		21 965	4 351
4 ^{ème} trimestre		14 191	14 368
TOTAL EXERCICE		52 728	
5 ^{ème} trimestre			8 275
Total exercice			39 413

Le groupe SIGMA, acquis le 14 juin 2013, n'est consolidé qu'à compter du 1^{er} juillet 2013.

Le chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre fiscal 2013/14 ne contient donc pas les données des trois sociétés du groupe SIGMA.

L'activité du 1^{er} trimestre 2014/15 a été satisfaisante. La forte croissance par rapport à l'exercice précédent est néanmoins essentiellement liée à la variation de périmètre.

13. Prévisions et estimations du bénéfice

La société ne diffuse pas d'information à ce sujet.

14. Organes d'administration et de direction

14.1. Composition du conseil d'administration au 31/03/2014

Nom	Fonction	Date de début du 1 ^{er} mandat	Date de renouvellement	Date de fin du mandat
Frédéric MARCHAL	Président directeur général	17/03/1999	27/06/2011	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2017/2018
BARBERINE (*)	Administrateur	25/06/2010	-	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2016/2017
FINANCIERE JOHN BESLAY (**)	Administrateur	17/03/1999	27/06/2011	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2017/2018
B & G (***)	Administrateur	12/11/2001	27/06/2011	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2017/2018
Jean-Marc SCEO	Administrateur	25/06/2010	-	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2016/2017
Thibaut GACHET	Administrateur	25/06/2010	-	AG statuant sur les comptes de l'exercice 2016/2017

(*) Le représentant permanent de l'EURL BARBERINE est Frédéric MARCHAL

(**) La société FINANCIERE JOHN BESLAY, nommée le 27/06/2008 en remplacement de Jean-Sébastien BESLAY pour la durée du mandat restant à courir, est représentée par Jean-Sébastien BESLAY

(***) Le représentant permanent de la SARL B & G est Benjamin GILLET

Le conseil d'administration s'est réuni à 4 reprises au cours de l'exercice 2013/14.

Aucun membre des organes d'administration, de direction, de surveillance et de direction générale, n'a, au cours des 5 dernières années :

- Fait l'objet d'une condamnation pour fraude,
- Été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation,
- Fait l'objet d'une incrimination ou d'une sanction publique officielle,
- Été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un conseil d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur, ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

Il n'existe pas d'administrateur élu par les salariés ni de censeur.

Il n'existe aucun lien familial entre les administrateurs sociaux.

Il est toutefois rappelé que Frédéric MARCHAL contrôle la société BARBERINE, administrateur d'IVALIS.

14.2. Autres mandats sociaux des administrateurs au 31/03/2014

Frédéric MARCHAL

- Président d'IVALIS SA
- Président de la SASU IVALIS France
- Gérant d'IVALIS Technology (France)
- Gérant d'IVALIS INVENTARIOS S.L (Espagne)
- Gérant d'IVALIS SRL (Italie)
- Gérant d'IVALIS BELGIUM (Belgique)
- Gérant de la SCI MONTROC (France)
- Gérant de la SCI PLAISANCE
- Gérant d'IVALIS POLSKA zoo (Pologne)
- Gérant de SIGMA-IVALIS DEUTSCHLAND (Allemagne)
- Gérant d'IVALIS NEDERLAND (Pays-Bas)
- Gérant d'IVALIS SERVICIOS DE ESTOQUE (Brésil)

Jean-Sébastien BESLAY

- Gérant de la SCA TRUSTEAM FINANCE
- Gérant de l'EURL Financière JOHN BESLAY

Benjamin GILLET

- Gérant de la SCI 33 route du Hahon

Thibaut GACHET

- Membre du comité des actionnaires de la SAS Pomme de Pain
- Gérant du Groupement Forestier Duby
- Gérant de la SARL unipersonnelle VOLGA CAPITAL

Jean-Marc SCEO

- | | |
|---|-------------------------------------|
| • Président de KAMINO II | • Président de FINANCIERE AMATSI II |
| • Président de G3S II | • Président de FINANCIERE GPE I |
| • Président D'ACTOLINE III | • Président de FINANCIERE GPE III |
| • Président de FINANCIERE DU ROULE | • Président de FINANCIERE GPE IV |
| • Gérant de DOUCHKA | • Président de FINANCIERE GPE V |
| • Président de FINESCIA 513 701 276 SAS | • Président de FINANCIERE GPE VI |
| • Président de FINANCIERE MURILLO | • Président de FINANCIERE GPE VII |
| • Président de FINANCIERE AMATSI | • Président de FINANCIERE GPE VIII |

14.3. Jetons de présence

- Aucune somme n'a été versée au titre de l'exercice 2011.
- Aucune somme n'a été versée au titre de l'exercice 2012/13.
- Aucune somme n'a été versée au titre de l'exercice 2013/14.

14.4. Gouvernement d'entreprise

Du fait de sa taille, IVALIS ne se conforme pas pour l'instant à l'ensemble des dispositions contenues dans le régime français de gouvernement d'entreprise (pas d'évaluation formelle des travaux du conseil d'administration, pas de règlement intérieur formalisé, pas de comité d'audit ou de comité des rémunérations...).

15. Rémunération et avantages

15.1. Rémunération des mandataires sociaux

Nom	Fonction	Rémunération fixe	Rémunération variable	Honoraires	Jetons de présence	Avantages en nature	Retraite complémentaire	Total
Frédéric MARCHAL	Président DG							
Financière John Beslay	Administrateur							
B & G	Administrateur			Non détaillé car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle				
Jean-Marc SCEO	Administrateur							
Thibaut GACHET	Administrateur							
BARBERINE	Administrateur							
Total rémunération au titre de 2013/14								

15.2. Rémunération de l'équipe de direction

Le montant global des rémunérations versées aux 5 personnes les plus rémunérées de la société IVALIS s'est élevé en brut, pour l'exercice clos le 31/03/2014, à 308 036 €.

IVALIS n'a pris aucun engagement de quelque nature que ce soit au profit de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus en raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci. Il n'existe aucune prime de départ ou d'arrivée prévue au bénéfice des mandataires sociaux ou des administrateurs.

15.3. Engagements de retraite et assimilés

Le Groupe offre à ses employés différents régimes de retraite complémentaire, indemnités de fin de carrière et autres avantages à long terme, en fonction des réglementations et usages en vigueur dans les pays d'exercice de l'activité. Ces engagements, concernant les salariés employés en France font l'objet d'une provision pour charges dans les comptes consolidés.

Le Groupe évalue chaque année ses obligations envers les régimes à prestations définies selon les méthodes actuarielles propres au Groupe. Ces engagements font l'objet d'une évaluation et sont provisionnés. Les paramètres techniques utilisés sont ceux de la branche d'activité concernée, une rotation faible du personnel, un taux d'actualisation de 2,5%, la méthode prospective, avec départ à l'initiative du salarié et charges comprises.

Au 31/03/2014, la provision comptabilisée s'élève à 154 510 €.

16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction

16.1. Conseil d'administration (article 15 des statuts)

La société est administrée par un conseil d'administration de 3 membres au moins et de 18 au plus, sous réserve des dérogations prévues par la loi. En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale des actionnaires ; toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération. La durée de leur fonction est de 6 années.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de l'AGO qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur. Les administrateurs sont toujours rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'AGO. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Le mandant du représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente. Si la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de notifier sans délai à la société, par lettre recommandée, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il est en de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre 2 assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Il doit y procéder en vue de compléter son effectif, dans les 3 mois à compter du jour de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal. Les nominations ainsi effectuées par le conseil sont soumises à la ratification de la plus prochaine AGO. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'AGO en vue de compléter l'effectif du conseil. Le mandat de l'administrateur coopté prend fin à l'expiration de celui de l'administrateur remplacé.

Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif ; il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Le nombre d'administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

16.2. Actions des administrateurs (article 16 des statuts)

Les administrateurs doivent être chacun propriétaires d'au moins 1 action. Les administrateurs nommés en cours d'année peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de 3 mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

16.3. Bureau du conseil (article 17 des statuts)

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur. Le Président du conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci,

dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs, sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président du conseil d'administration est révocable à tout moment par le conseil d'administration, sans motif. Lorsque le Président du conseil d'administration assume la direction générale de la société, les dispositions de l'article 21 qui suivent relatives au directeur général lui sont également applicables.

Le conseil d'administration nomme de même, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur. Le conseil peut nommer également un secrétaire même en dehors de ses membres. En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance du conseil est présidée par le vice-président exerçant les fonctions de directeur général ou le vice-président le plus ancien. A défaut, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance. Le président, les vice-présidents et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

16.4. Délibérations du conseil (article 18 des statuts)

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président. Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du conseil d'administration peut demander au président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé. Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Le président est lié par les demandes qui lui sont ainsi adressées. La réunion a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. La convocation est faite par tous moyens dans un délai de deux jours ouvrés au minimum. Elle indique avec précision les questions qui seront évoquées. Elle peut même être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent ou si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Sauf pour ce qui est du choix d'exercice de la direction générale, les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque administrateur dispose d'une voix et ne peut représenter plus d'un de ses collègues. La voix du président de séance est prépondérante. Sous réserve des dispositions légales et réglementaires et de l'adoption d'un règlement intérieur l'organisant, les membres du conseil d'administration peuvent participer aux délibérations du conseil par voie de visioconférence ; les moyens utilisés doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la délibération du conseil, dont les délibérations doivent être retransmises de façon continue. Sont alors réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration. La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination résulte valablement, vis-à-vis des tiers, de la seule énonciation dans le procès-verbal de chaque réunion des noms des administrateurs présents, représentés ou absents. Des membres de la direction générale peuvent assister aux séances du conseil à la demande du président. Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président du conseil d'administration.

Les procès-verbaux sont dressés, et les copies ou extraits des délibérations sont établis, délivrés et certifiés conformément à la loi.

16.5. Pouvoirs du conseil d'administration (article 19 des statuts)

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le président ou le directeur général de la société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par les dispositions réglementaires et par les présents statuts. Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

16.6. Rémunération des administrateurs et des membres de la direction générale

L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale. Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend. La rémunération du Président du conseil d'administration, du directeur général et des directeurs généraux délégués est déterminée par le conseil d'administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle. Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues ne peut être allouée aux administrateurs sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

16.7. Equipe de direction du groupe

Frédéric MARCHAL

- Président Directeur Général
- 49 ans
- PDG depuis le 17 décembre 1999

Roch VALLEE

- Directeur Administratif et Financier
- 49 ans
- Arrivé le 29 août 2011

Philippe KREMPF

- Directeur du contrôle de gestion
- 42 ans
- Arrivé le 13 décembre 2004

Christophe DUPONT

- Directeur Général d'IVALIS France
- 47 ans
- Arrivé en mai 2009

Jesus JARA

- Directeur IVALIS INVENTARIOS Espagne
- 40 ans
- Intègre IVALIS en janvier 2009

Gérald SERMEUS

- Directeur IVALIS Belgium et IVALIS Nederland
- 40 ans
- Intègre IVALIS en avril 2008

DAVID BASSAN

- Directeur IVALIS Italia
- 40 ans
- Intègre IVALIS en septembre 2009

Sergiusz ZEMEK

- Directeur d'IVALIS Polska
- 39 ans
- Arrivé en octobre 2012

Daniel KAMPHAUSEN

- Directeur d'IVALIS Deutschland
- 38 ans
- Arrivé en juillet 2011

16.8. Mode d'exercice de la direction générale

Direction générale

La direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général. Le conseil d'administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visée à l'alinéa précédent, par une décision prise à la majorité des deux tiers de ses membres présents ou représentés. Le conseil d'administration détermine également la durée qu'il entend donner à l'option choisie. A l'expiration de cette durée, le conseil devra délibérer sur le mode d'exercice de la direction générale de la société. Les actionnaires et les tiers seront informés du choix opéré par le conseil dans les conditions légales et réglementaires. Lorsque la direction générale de la société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions ci-après relatives au directeur général lui sont applicables.

La direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, par une personne physique nommée par le conseil d'administration, choisie parmi les administrateurs ou non et portant le titre de directeur général. La personne qui exercera les fonctions de directeur général sera désignée par une décision du conseil d'administration prise à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. La durée des fonctions du directeur général est déterminée par le conseil d'administration qui le nomme et ne peut dépasser la durée de l'option prise eu égard au mode d'exercice de la direction générale. La durée des fonctions de directeur général et celle de président du conseil d'administration sont indépendantes l'une de l'autre même si une même personne vient à cumuler ces deux fonctions. Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration sur juste motif. S'il est également président du conseil d'administration, il est révocable sans juste motif.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers. Le directeur général peut substituer partiellement dans ses pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'il avisera.

Directeurs généraux délégués

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général, avec le titre de directeur général délégué. Le nombre de directeurs généraux délégués ne peut excéder cinq. Ces derniers peuvent être choisis parmi les administrateurs ou non.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. A défaut de précision, les fonctions des directeurs généraux prennent fin avec celles du directeur général.

Lorsque le directeur général cesse ses fonctions ou est hors d'état de les exercer, les directeurs généraux délégués conservent leurs fonctions jusqu'à nomination du nouveau directeur général, sauf décision contraire du conseil d'administration.

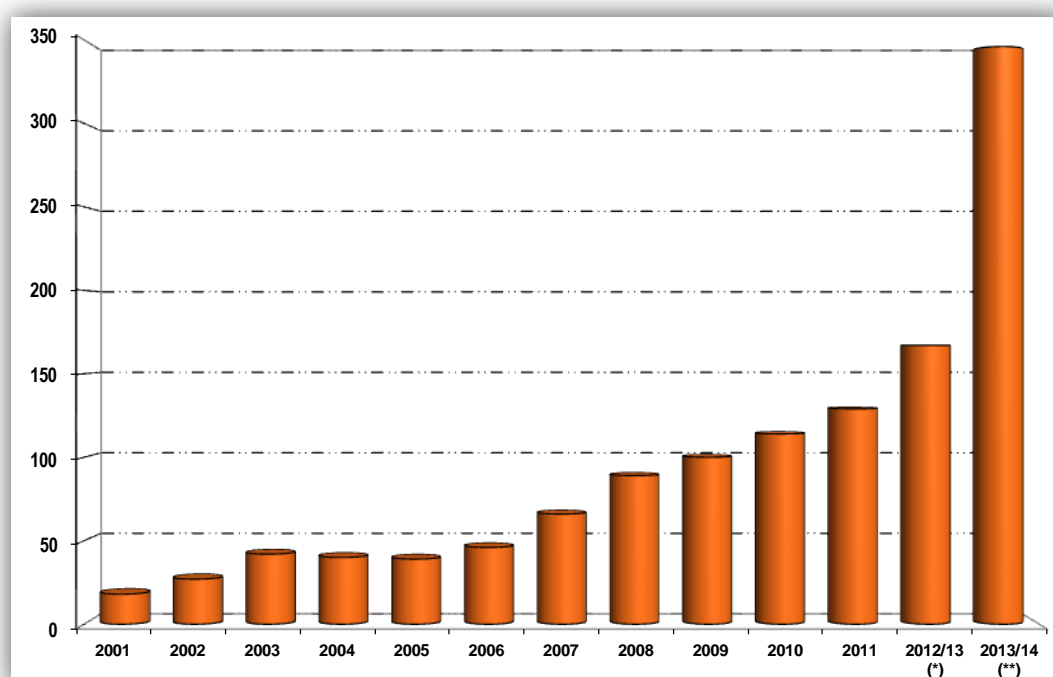
Le ou les directeurs généraux délégués dispose(nt), à l'égard des tiers, des pouvoirs qui leur seront conférés par le conseil d'administration procédant à leur nomination ou à leur renouvellement, sous la responsabilité du directeur général et sans pouvoir engager seul la société. Les directeurs généraux délégués peuvent être révoqués à tout moment par le conseil d'administration sur la proposition du directeur général, sur juste motif. Les directeurs généraux délégués peuvent substituer partiellement dans leurs pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'ils aviseront.

17. Salariés

17.1. Effectifs et recrutement

Au 31/03/2014, le groupe IVALIS comptait 346 CDI temps plein répartis dans l'ensemble des sociétés.

Evolution des effectifs permanents temps plein



(*) Exercice de 15 mois (du 1^{er} janvier 2012 au 31 mars 2013)

(**) Exercice de 12 mois, incluant 9 mois d'activité de la filiale SIGMA, consolidée à partir du 1^{er} juillet 2013

La politique de formation concerne à la fois des formations internes concernant l'application des procédures et des méthodologies d'inventaire et des formations externes, relatives notamment à l'utilisation des outils informatiques. La formation du personnel temporaire est effectuée par le personnel permanent avant le début de chaque inventaire. Le recours au site internet **espacejob.com®**, développé par la société, permet de sélectionner des opérateurs ayant déjà travaillé pour IVALIS et de réduire ainsi leur temps de formation, améliorer leur précision et augmenter leur productivité.

La culture de l'entreprise se décline autour de 3 valeurs centrales :

- Solidarité : "Un inventaire est avant tout un travail d'équipe"
- Progrès : "Le métier d'inventoriste est un métier jeune, qu'il faut enrichir en permanence"
- Performance : "Nos clients attendent un inventaire, nous ne pouvons pas les décevoir"

Ces valeurs sont l'ADN du groupe. On les retrouve dans chacune des filiales, que ce soit dans les équipes de direction ou dans les équipes sur le terrain. Au final, ces valeurs ne servent d'un unique objectif : apporter à chacun des clients et partout en Europe une réponse adaptée, précise et rapide à leurs attentes.

17.2. Participation et stocks options

Il n'a pas été versé de participation en 2013/14 au titre d'IVALIS, qui a un statut de holding depuis le 27/12/2007.

Une participation aux fruits de l'expansion a par contre été attribuée aux salariés d'IVALIS France au titre de l'exercice 2013/14, pour un montant de 96 863 €.

Aucune politique d'intéressement n'est actuellement en place.

17.3. Participation des salariés au capital d'IVALIS

Les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce représentent moins de 3% du capital de la société.

18. Principaux actionnaires

18.1. Capital social

Le capital social est fixé à 262 075,60 €.

Il est divisé en 1 310 378 actions d'une valeur nominale de 0,20 € chacune.

Ces actions, toutes de même catégorie, sont intégralement libérées.

18.2. Capital autorisé non émis

Il n'existe aucune valeur susceptible de donner accès, directement ou indirectement, au capital de la société IVALIS, à l'exception d'un plan de souscription d'actions réservé aux cadres et aux salariés de la société et de ses filiales dont aucune option n'a été attribuée à ce jour, et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- L'assemblée générale mixte du 8 avril 2004 a décidé d'autoriser le conseil d'administration, dans le cadre des articles L.25-177 et suivants du Code de commerce, à consentir dans un délai de 38 mois à compter de ce jour des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société, à émettre à titre d'augmentation du capital social, dans les conditions et limites fixées par la loi, au bénéfice des salariés de la société et des salariés de ses filiales, en France et à l'étranger.
- Le nombre total des options qui seront accordées par le conseil d'administration ne devra pas permettre d'émettre plus de 3% du capital de la société.
- Le prix fixé pour la souscription des actions par les bénéficiaires sera déterminé suivant les dispositions légales en vigueur. Le prix fixé pour la souscription des actions par les bénéficiaires ne sera pas modifié, sauf nécessité légale de faire des ajustements en cas de survenance d'événements particuliers chez la société.
- Les options pourront être exercées à l'expiration d'un délai de 4 ans à compter de la date de leur attribution et les actions issues de la levée des options pourront être cédées à l'expiration d'un délai de 6 ans à compter de la date de leur attribution.
- Cependant le conseil d'administration pourra être autorisé à suspendre temporairement le droit de lever les options en cas d'opérations financières exigeant d'avoir une connaissance exacte et préalable du nombre des actions composant le capital ou en cas d'opérations donnant lieu à ajustements. Il sera autorisé également à instaurer une période d'incessibilité des actions issues des options.
- La présente autorisation emporte au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'option.
- L'augmentation de capital social résultant des levées d'option sera définitivement réalisée, par le seul fait de la déclaration de levée d'option, accompagnée du bulletin de souscription et du versement de libération qui devra être effectué en numéraire par remise d'un chèque bancaire.
- Lors de sa première réunion suivant la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration constatera s'il y a lieu le nombre et le montant des actions émises pendant la durée de l'exercice à la suite des levées d'options et apportera les modifications nécessaires aux clauses des statuts relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent.
- Conformément aux dispositions légales, le conseil d'administration est autorisé à déléguer à son président tous pouvoirs pour procéder à ces opérations dans le mois qui suit la clôture de l'exercice. Enfin le conseil d'administration ou le président, en cas de délégation, peuvent également, à toute époque, procéder à cette constatation pour l'exercice en cours et apporter aux statuts les modifications correspondantes.

- L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration pour définir les bénéficiaires dans les limites des prescriptions légales, les conditions et les modalités pratiques d'attribution et d'exercice des options de souscription d'actions, réaliser toutes les opérations qui seront nécessaires et notamment accomplir tous actes ou formalités à l'effet de rendre définitives les augmentations de capital qui pourraient être réalisées en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution, et modifier les statuts en conséquence, et en général mettre en place et finaliser cette émission d'options de souscription d'actions.
- Le conseil d'administration informera, chaque année, l'assemblée générale mixte des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution.

18.3. Capital potentiel

- Une augmentation de capital à terme résultera le cas échéant de l'exercice des BSA détenus par quelques salariés (7^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28/03/2014).
KAMINO a émis le 21/05/2010 : 316 160 BSA 1 et 706 800 BSA 3. Chacun des BSA donnera à son titulaire le droit de souscrire à un nombre maximal de 39 872 actions nouvelles IVALIS, auxquelles pourront le cas échéant s'ajouter les actions destinées à assurer le maintien des droits des porteurs des BSA, conformément aux termes et conditions des BSA ainsi qu'aux dispositions légales et réglementaires applicables.
- Par ailleurs, dans sa 10^{ème} résolution, l'AGE du 28/03/2014 a délégué au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission de 200 000 BSA avec suppression du droit préférentiel de souscription des bénéficiaires au profit des membres du personnel salarié de la société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce.
Le prix de souscription de ces BSA sera fixé par le conseil d'administration, sans pouvoir être inférieur à 1,21 €.
Le prix d'exercice de ces BSA sera lui aussi fixé par le conseil d'administration, sans pouvoir être inférieur à 36 €.
Le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant nominal maximum de 40 000 € soit, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la société, une émission d'un nombre maximum de 200 000 actions nouvelles auxquelles pourront, le cas échéant, s'ajouter les actions destinées à assurer le maintien des droits des porteurs de BSA, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.
La présente délégation emporte, au profit des porteurs de BSA émis au titre de la 10^{ème} résolution, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les BSA émis donnent droit.

18.4. Autres titres donnant accès au capital

Néant

18.5. Emprunt obligataire

Néant

18.6. Pacte d'actionnaires

A la suite de l'absorption par IVALIS SA de la société KAMINO SAS, entérinée par l'assemblée générale du 28/03/2014, la société BARBERINE détient 626 164 actions représentant 47,78% du capital et 47,77 % des droits de vote d'IVALIS et KAMINO II détient 620 314 actions représentant 47,34% du capital et 47,36 % des droits de vote d'IVALIS. Un nouveau pacte d'actionnaires a été conclu en date du 25/02/2014, aux termes duquel le concert des actionnaires de référence (BARBERINE + KAMINO II) détient directement 1 246 478 actions représentant 95,12% du capital et 95,13% des droits de vote d'IVALIS.

18.7. Franchissements de seuil

Néant en 2013.

Néant depuis le début de l'année 2014.

Il convient toutefois de noter une déclaration de participation notifiée à l'AMF par courrier du 31/03/2014 complété par un courrier du 4/04/2014, par laquelle le concert composé des sociétés BARBERINE et KAMINO II a informé l'AMF que, suite à la fusion/absorption de la SAS KAMINO qu'il détenait à 100%, il détient désormais directement (et non plus directement et indirectement par l'intermédiaire de KAMINO) 1 246 478 actions IVALIS représentant 2 492 023 droits de vote, soit 95,12% du capital social et 95,13% des droits de vote.

18.8. Nantissement

Aucun titre de la société IVALIS n'est nanti.

18.9. Rachat par la société de ses propres actions

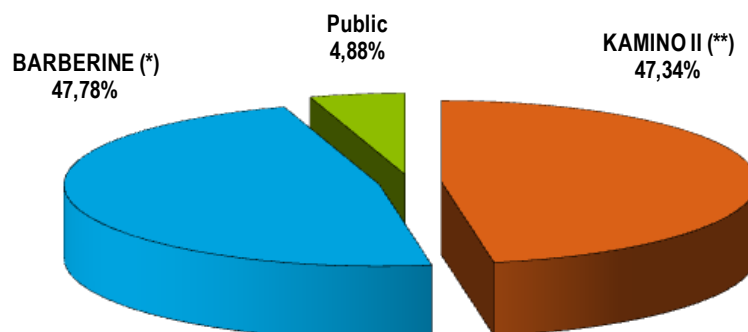
Conformément au Livre I des Règles de marché d'EURONEXT et au Manuel de négociation sur les marchés de titres, si un émetteur considère qu'il est de l'intérêt du marché de ses titres que la liquidité en soit améliorée, elle peut conclure un contrat de liquidité avec un apporteur de liquidité. IVALIS a ainsi conclu un contrat de liquidité avec la société TSAF – Tradition Securities And Futures.

Par ailleurs, aucun programme de rachat d'actions n'a été mis en œuvre à ce jour.

18.10. Evolution du capital d'IVALIS depuis sa création

Date	Nature des opérations	Augmentation de capital	Prime d'émission, de fusion, d'apport	Nombre d'actions créées	Valeur nominale	Nombre d'actions cumulées	Capital après l'opération
16/04/1991	Création	250 000 F	-	2 500	100,00 F	2 500	250 000 F
19/11/1997	Augmentation de capital en numéraire	500 000 F	-	5 000			
25/06/1999	Augmentation de capital en numéraire	562 500 F	1 125 000 F	5 625	100,00 F	13 125	1 312 500 F
29/06/2001	Augmentation de capital par incorporation d'une partie de la prime d'émission	65 009,67 F	-	-	104,95 F	13 125	1 377 509,67 F
	Conversion du capital en euros	-	-	-	16,00 €	13 125	210 000 €
08/04/2004	Augmentation de capital par incorporation d'une partie de la prime d'émission	52 500 €	-	-	20,00 €	13 125	262 500 €
	Division du nominal par 100	-	-	1 299 375	0,20 €	1 312 500	262 500 €
28/03/2014	Augmentation de capital en rémunération de la fusion/absorption de KAMINO par IVALIS	248 623 €	29 657 574,42 €	1 243 115	0,20 €	2 555 615	511 123 €
	Réduction de capital par annulation d'actions autodétenues suite à la fusion/absorption de KAMINO par IVALIS	-249 047,40 €	-29 636 640,60 €	-1 245 237	0,20 €	1 310 378	262 075,60 €

18.11. Répartition du capital au 31/03/2014



(*) BARBERINE est un holding patrimonial contrôlé à 100% par Frédéric MARCHAL, Président Directeur Général d'IVALIS

(**) KAMINO II est une société par actions simplifiée gérée par la société de gestion EKKIO CAPITAL

Aucun administrateur n'a déclaré avoir effectué d'acquisition ou de cession de titres IVALIS au cours de l'exercice 2013/14.

18.12. Répartition du capital et des droits de vote au 31/03/2014

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
BARBERINE (*)	626 164	47,78%	1 251 395	47,77%
KAMINO II (**)	620 314	47,34%	1 240 628	47,36%
Total concert	1 246 478	95,12%	2 492 023	95,13%
Public	63 900	4,88%	127 694	4,87%
TOTAL	1 310 378	100,00%	2 619 717	100,00%

(*) BARBERINE est un holding patrimonial contrôlé à 100% par Frédéric MARCHAL, Président Directeur Général d'IVALIS

(**) KAMINO II est une société par actions simplifiée gérée par la société de gestion EKKIO CAPITAL

Un droit de vote double pour les actions détenues depuis plus de 24 mois a été instauré par l'Assemblée Générale du 28 mars 2014.

18.13. Modifications intervenues dans la répartition du capital depuis le 1/04/2014

Néant.

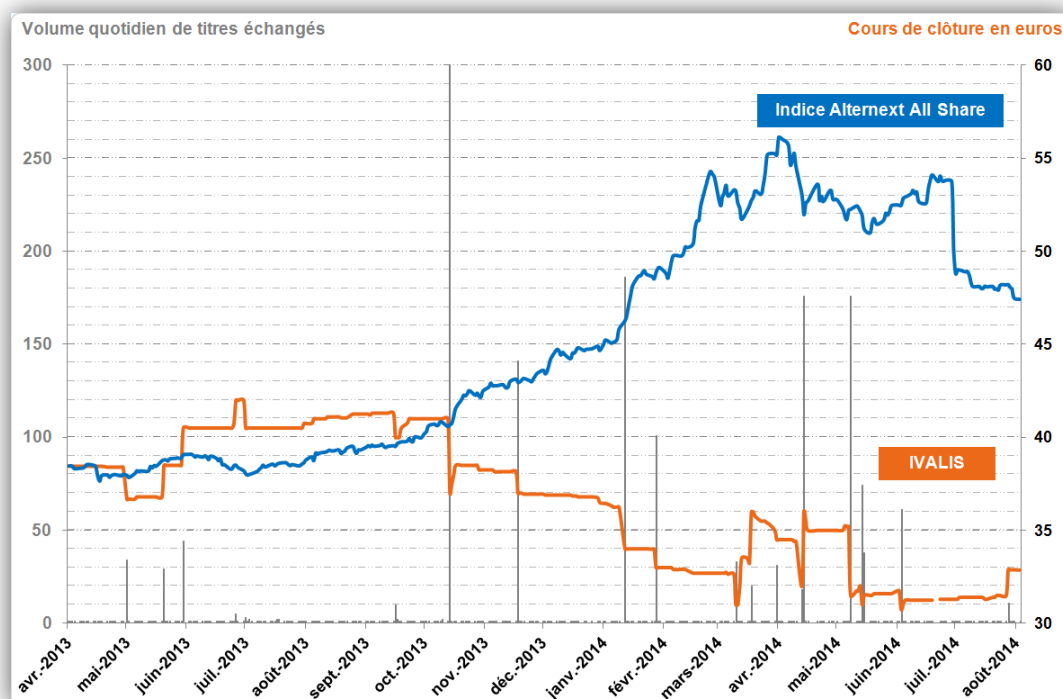
18.14. Marché des titres de la société

Mnémonique	ALIVA depuis le 5/12/2013 (anciennement ALIVT)
Code ISIN	FR0010082305
Place de cotation	Euronext Paris
Marché de cotation	Alternext (transfert depuis le Marché Libre le 18/06/2007)
Catégorie de cotation	Continu
Horaire de cotation	De 9h00 à 17h30 puis fixing de clôture à 17h35
Période de négociation au derniers cours	Jusqu'à 17h40
Clôture définitive du marché	17h40
Appartenance à un indice au 31/03/2014	Indice Alternext Allshare : 0,44 %
Capital au 31/03/2014	262 075,60 € €
Nominal de l'action	0,20 €
Nombre de titres composant le capital	1 310 378
Autre ligne de cotation	Néant
Eligibilité PEA	Oui
Eligibilité SRD	Non
Cours d'introduction (le 19 mai 2004)	6,92 €
Cours au 31/12/2010	32,35 €
Cours au 31/12/2011	40,00 €
Cours au 31/12/2012	37,00 €
Cours au 31/03/2013	38,45 €
Cours au 31/03/2014	35,00 €
Flottant en % du capital au 31/03/2014	4,88%
Flottant en capitaux au 31/03/2014	2,2 M€
Classification sectorielle ICB	2700 – Biens et services industriels
Secteur	2790 – Services supports
Sous-secteur	2791 – Services d'appui professionnels
Capitalisation boursière à l'introduction (le 19 mai 2004)	9 M€
Capitalisation boursière au 31/12/2010	42 M€
Capitalisation boursière au 31/12/2011	52,5 M€
Capitalisation boursière au 31/12/2012	48,6 M€
Capitalisation boursière au 31/03/2013	50,5 M€
Capitalisation boursière au 31/03/2014	45,9 M€

18.15. Activité boursière au cours de l'exercice 2013/14

	AVR 2013	MAI 2013	JUN 2013	JUL 2013	AUG 2013	SEPT 2013	OCT 2013	NOV 2013	DEC 2013	JAN 2014	FEV 2014	MAR 2014
Nombre de séances de bourse	21	23	20	23	22	21	23	21	20	22	20	21
Nombre de séances de cotation	21	23	20	23	22	21	23	21	20	22	20	21
Taux de cotation	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Premier cours du mois en €	38,45	36,67	40,50	41,99	40,75	41,25	41,00	38,25	36,95	36,45	33,00	32,70
Cours le plus haut en €	38,45	40,50	42,00	41,99	41,25	41,30	41,00	38,25	36,95	36,45	33,00	36,00
Cours le plus bas en €	38,40	36,67	40,50	40,50	40,75	40,00	38,25	36,95	36,50	33,00	32,70	31,00
Dernier cours du mois en €	38,40	40,50	41,99	40,50	41,25	41,00	38,25	36,95	36,50	33,00	32,70	35,00
Nombre de titres échangés	21	126	24	28	22	31	388	161	20	307	20	72
Taux de rotation du capital	0,00%	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,03%	0,01%	0,00%	0,02%	0,00%	0,01%
Capitalisation boursière en M€	50,4	53,2	55,1	53,2	54,1	53,8	50,2	48,5	47,9	43,3	42,9	45,9

18.16. Graphe boursier depuis le 1^{er} mars 2013



18.17. Apporteur de liquidité

TSAF – Tradition Securities And Futures
 253, Boulevard Pereire – 75852 PARIS cedex 17
 Téléphone : 01 40 74 15 45 - Fax 01 56 88 98 56
 E-mail : camille.tremeau@tsaf-paris.com

Au 31/03/2014, date de clôture de l'exercice, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- 1 276 actions,
- 20 478,79 €.

Au 30/06/2014, lors du bilan semestriel du contrat de liquidité, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- 1 360 actions,
- 18 510,70 €.

18.18. Etablissement bancaire chargé du service financier

CACEIS Corporate Trust
 14, rue Rouget de Lisle – 92862 Issy les Moulineaux cedex 9

18.19. Participation des salariés

Il n'a pas été versé de participation en 2013/14 au titre d'IVALIS, qui a un statut de holding depuis le 27/12/2007.

Une participation aux fruits de l'expansion a par contre été attribuée aux salariés d'IVALIS France au titre de l'exercice 2013/14, pour un montant de 96 863 €.

18.20. Intéressement du personnel

Aucune politique d'intéressement n'est actuellement en place.

18.21. Dividendes

	2007	2008	2009	2010	2011	2012/13	2013/14
Dividende global versé au titre de l'exercice	472 500 €	-	-	1 650 000 €	1 400 000 €	-	-
Nominal de l'action	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,20 €
Nombre d'actions	1 312 500	1 312 500	1 312 500	1 312 500	1 312 500	1 312 500	1 310 378
Dividende brut par action	0,36 €	-	-	1,26 €	1,06 €	-	-

19. Opérations avec des apparentés

19.1. Intérêts des dirigeants

- Intérêt des dirigeants dans le capital d'IVALIS : cf. chapitre 18
- Intérêt des dirigeants dans le capital d'une société qui détient le contrôle d'IVALIS : cf. chapitre 18
- Intérêts des dirigeants chez des clients ou fournisseurs significatifs : néant.
- Actifs détenus directement ou indirectement par les dirigeants et leur famille : néant.
- Il n'existe aucun conflit potentiel d'intérêt entre les organes d'administration et de direction.
- Il n'existe aucun lien familial entre les différents administrateurs du groupe.

19.2. Prêts et garanties accordés en faveur des organes d'administration et de direction

Néant

19.3. Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application des articles L.225-42 et L.813-12 du Code de commerce, nous vous signalons que les conventions suivantes n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie. Les conventions décrites ci-après n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable suite à une omission. Elles ont été autorisées a posteriori par le conseil d'administration, lors de sa réunion du 3 juillet 2014.

19.3.1. Conventions non autorisées préalablement

Convention de subvention commerciale

- Société concernée : IVALIS SRL.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA et gérant de la filiale IVALIS SRL.
- Nature et objet : IVALIS SA a signé le 31 mars 2014 une convention avec IVALIS SRL par laquelle elle a consenti à sa filiale une subvention commerciale de 569 758,33 €.

Convention de prêt intragroupe

- Société concernée : IVALIS Brazil.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA et gérant de la filiale IVALIS Brazil.
- Nature et objet : La société IVALIS SA consent à sa filiale IVALIS Brazil des avances en compte courant pour un montant maximum de 500 000 € chacune.

- Modalités : Ces avances sont rémunérées au taux Euribor 3 mois majoré de 1%. Les intérêts sont calculés en fin de mois et payés en fin de trimestre.
- Cette convention a pris effet au 1^{er} octobre 2013.
- Les produits comptabilisés au 31/03/2014 au titre de cette convention se sont élevés à 0 €.

Convention d'assistance à la réalisation de prestations de services

- Sociétés concernées : IVALIS Brazil, IVALIS Nederland et IVALIS Deutschland..
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA et gérant ou président des filiales précitées détenues à 99 ou 100% par la société IVALIS SA.
- Nature et objet : Réalisation de prestations de services par une filiale à une autre filiale à la demande de la société IVALIS SA ou entre les filiales elles-mêmes (assistance technique à l'encadrement et à la réalisation des inventaires, fourniture de matériels).
- Modalités : La rémunération de ces prestations est effectuée sur une base forfaitaire
- La durée de cette convention est indéterminée.
- Aucun produit n'a été comptabilisé au 31/03/2014 dans les comptes d'IVALIS SA au titre de cette convention.

Convention de mise à disposition de personnel

- Sociétés concernées : IVALIS France.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA et Président de la filiale IVALIS France.
- Nature et objet : La société IVALIS France a mis depuis 2011 à disposition d'IVALIS SA un de ses salariés, Mr Christophe DUPONT, Directeur général, en vue d'apporter son expertise au groupe IVALIS en matière commerciale et marketing.
- Modalités : IVALIS France facture à IVALIS SA au forfait plus les frais engagés par Mr Christophe DUPONT dans l'accomplissement de sa mission.
- Les charges comptabilisées au 31/03/2014 au titre de cette convention se sont élevées à 42 000 € au titre de la prestation et 10 801 € au titre des frais.

19.3.2. Conventions à tacite reconduction déjà approuvées au cours d'exercices antérieurs et non autorisées préalablement

Les conventions suivantes, à tacite reconduction, ont été approuvées au cours d'exercices antérieurs et n'ont pas fait l'objet d'une nouvelle autorisation préalable par le conseil d'administration suite à une omission. Elles ont été approuvées a posteriori par le conseil d'administration du 3 juillet 2014.

Convention d'utilisation des outils et logiciels de réalisation des inventaires

- Sociétés concernées : IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS SRL, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA, Président de la filiale IVALIS France et gérant des filiales IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS SRL, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Nature et objet : La société IVALIS SA met à la disposition de ses filiales d'exploitation le logiciel PCC, le logiciel WINDOUCH et les outils relatifs à la réalisation des inventaires (scanners, matériels complémentaires) dont elle est propriétaire.
- Modalités : la rémunération de ces prestations est réalisée de manière forfaitaire.
- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012.
- Les produits comptabilisés au 31/03/2014 au titre de cette convention se sont élevés à :

IVALIS Belgium :	162 344 €
IVALIS Deutschland :	83 210 €
IVALIS Inventarios :	422 429 €
IVALIS France :	1 224 134 €
IVALIS SRL :	288 608 €
IVALIS Nederland :	49 950 €
IVALIS Polska :	146 981 €

Convention d'utilisation des outils de recrutement et de gestion des ressources (EspaceJob)

- Sociétés concernées : IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS SRL, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA, Président de la filiale IVALIS France et gérant des filiales IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS SRL, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Nature et objet : La société IVALIS SA met à disposition des filiales d'exploitation des outils de recrutement et de gestion des ressources humaines (en particulier le portail internet EspaceJob) dont elle est propriétaire.
- Modalités : Cette mise à disposition est rémunérée sur base forfaitaire.
- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012.
- Les produits comptabilisés au 31/03/2014 au titre de cette convention se sont élevés à :

IVALIS Belgium :	1 281 €
IVALIS Deutschland :	0 €
IVALIS Inventarios :	13 695 €
IVALIS France :	96 300 €
IVALIS SRL :	867 €
IVALIS Nederland :	0 €
IVALIS Polska :	0 €

Convention de mise à disposition de la marque IVALIS, de marketing et de logiciels de gestion y compris maintenance

- Sociétés concernées : IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS SRL, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA, Président de la filiale IVALIS France et gérant des filiales IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS SRL, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Nature et objet : La société IVALIS SA consent à chacune de ses filiales d'exploitation l'utilisation de la marque IVALIS, des logiciels de gestion et l'accomplissement de prestations de marketing.
- Modalités : IVALIS SA perçoit au titre de ces mises à disposition et de cette prestation une redevance HT calculée proportionnellement au chiffre d'affaires.
- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012.
- Les produits comptabilisés au 31/03/2014 au titre de cette convention se sont élevés à :

IVALIS Belgium :	93 915 €
IVALIS Deutschland :	21 715 €
IVALIS Inventarios :	95 498 €
IVALIS France :	733 320 €
IVALIS SRL :	70 793 €
IVALIS Nederland :	9 989 €
IVALIS Polska :	17 741 €

Convention de management et de direction commerciale

- Sociétés concernées : IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS SRL, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA, Président de la filiale IVALIS France et gérant des filiales IVALIS Deutschland, IVALIS Inventarios, IVALIS SRL, IVALIS Polska, IVALIS Belgium, IVALIS France et IVALIS Nederland.
- Nature et objet : La société IVALIS SA apporte à chacune de ses filiales son assistance en matière de management et de direction commerciale.
- Modalités : Ces prestations sont rémunérées de la manière suivante :
Coûts engagés par la société IVALIS SA pour la réalisation de sa mission + une marge de 5%
- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012.

- Les produits comptabilisés au 31/03/2014 au titre de cette convention se sont élevés à :

IVALIS Belgium :	157 569 €
IVALIS Deutschland :	41 159 €
IVALIS Inventarios :	159 968 €
IVALIS France :	870 292 €
IVALIS SRL :	122 508 €
IVALIS Nederland :	18 933 €
IVALIS Polska :	33 627 €

Convention de gestion du parc des scanners

- Sociétés concernées : IVALIS Technology.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA et gérant de la filiale IVALIS Technology.
- Nature et objet : IVALIS Technology réalise au profit d'IVALIS SA le développement d'applications informatiques nouvelles ou l'amélioration des applications existantes..
- Modalités : IVALIS Technology facture sa prestation en fonction des coûts engagés pour l'accomplissement de sa mission (salaires bruts) auxquels un coefficient de 2 est appliqué.
- Cette convention a pris effet au 1^{er} janvier 2012.
- Les produits comptabilisés au 31/03/2014 au titre de cette convention se sont élevés à 325 467 €.

Convention d'assistance avec la société BARBERINE

- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA et gérant de l'EURL BARBERINE, qui détient 47,78% de la société IVALIS SA.
- Nature et objet : BARBERINE fournit à IVALIS SA, en complément de l'assistance juridique et commerciale, les services suivants : direction opérationnelle, gestion du développement, définition et mise en œuvre de la stratégie, étude de toute potentialité de développement international.
- Modalités : En contrepartie de ces prestations, la société BARBERINE percevra des honoraires calculés sur la base d'un taux forfaitaire journalier.
- Les prestations facturées sur l'exercice clos le 31/03/2014 au titre de cette convention se sont élevées à 277 500 €.

Rémunération du président

- Société concernée IVALIS SA
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA.
- Nature et objet : Lors de sa séance du 18/04/2011, le conseil d'administration a fixé la rémunération du président, Mr Frédéric MARCHAL, à la somme de 6 250 € bruts par mois à compter du 1/01/2011. Le conseil d'administration a également autorisé Mr Frédéric MARCHAL à bénéficier : d'un avantage en nature véhicule dont le montant s'est élevé pour l'exercice 2013/14 à 698 € par mois, d'une prime de vacance dont le montant s'est élevé pour l'exercice 2013/14 à 842 € bruts.

19.4. Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

En application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice.

Convention d'assistance à la réalisation de prestations de services

- Sociétés concernées : IVALIS France, IVALIS Belgium, IVALIS SRL, IVALIS Inventarios et IVALIS Polska.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA et gérant ou président des filiales précitées détenues à 99 ou 100% par la société IVALIS SA.
- Nature et objet : Réalisation de prestations de services par une filiale à une autre filiale à la demande de la société IVALIS SA ou entre les filiales elles-mêmes (assistance technique à l'encadrement et à la réalisation des inventaires, fourniture de matériels).
- Modalités : La rémunération de ces prestations est effectuée sur une base forfaitaire.
- La durée de cette convention est indéterminée.
- Aucun produit n'a été comptabilisé au 31/03/2014 dans les comptes d'IVALIS SA au titre de cette convention.

Convention de prêt intragroupe

- Sociétés concernées : IVALIS Deutschland, IVALIS Belgium, IVALIS SRL, IVALIS Inventarios et IVALIS Polska, IVALIS France, IVALIS Nederland et IVALIS Technology.
- Personne concernée : Frédéric MARCHAL, Président du conseil d'administration de la société IVALIS SA et gérant ou président des filiales précitées.
- Nature et objet : La société IVALIS SA met à disposition de ses filiales une ligne de crédit d'un montant de 500 000 € (800 000 € pour IVALIS Polska, 1 200 000 € pour IVALIS Deutschland), afin de leur permettre de financer les besoins liés à leur exploitation et leur programme d'investissements.
- Modalités : Chaque avance porte intérêt au taux de Euribor 3 mois majoré de 1 point ; les intérêts sont calculés en fin de mois et payés en fin de trimestre.
- La durée de cette convention est indéterminée.
- Les produits comptabilisés au 31/03/2014 au titre de cette convention se sont élevés à :

IVALIS Belgium :	0 €
IVALIS Deutschland	14 334 €
IVALIS Inventarios :	3 648 €
IVALIS France :	45 €
IVALIS SRL :	2 995 €
IVALIS Nederland	0 €
IVALIS Polska :	4 218 €
IVALIS Technology	2 821 €

19.5. Rapport spécial des CAC sur les conventions réglementées

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Fait à Paris et La Défense, le 4 septembre 2014,

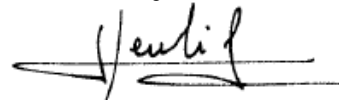
Les commissaires aux comptes,

Pierre PREJEAN



PREJEAN AUDIT & CONSEIL

Gonzague SENLIS



MAZARS

20. Opérations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats



Comptes consolidés

Exercice clos le 31/03/2014

Les comptes consolidés ont été établis en application du règlement CRC 99-02.

Comptes consolidés au 31/03/2014

Bilan actif

En €	31/03/2014	31/03/2013	31/12/2011
Total survaleurs	8 235 079	893 548	1 128 692
Frais d'établissement	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	141 970	5 957	7 869
Autres immobilisations incorporelles	327 651	188 787	112 557
Immobilisations incorporelles en cours	273 738	429 723	166 565
Immobilisations incorporelles	8 978 438	1 518 015	1 415 683
Terrains	-	-	-
Constructions	20 759	23 396	-
Installations techniques, matériels & outillages industriels	26 102	31 048	125 043
Autres immobilisations corporelles (*)	2 909 180	2 132 793	1 204 006
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-
Immobilisations corporelles	2 956 041	2 187 237	1 329 049
Participations	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	268 070	86 399	74 730
Immobilisations financières	268 070	86 399	74 730
Total actif immobilisé (1)	12 202 549	3 791 651	2 819 462
Matières premières et autres approvisionnements	99 416	87 086	73 109
Encours de production de biens et services	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-
Marchandises	-	-	-
Stocks et encours	99 416	87 086	73 109
Avances et acomptes versés sur commandes	69 678	20 239	6 697
Clients et comptes rattachés	7 965 815	8 072 891	9 569 802
Créances sociales	65 459	20 398	10 001
Créances fiscales	3 390 982	1 041 077	1 086 515
Autres créances	2 643 045	1 709 330	260 446
Créances	14 134 979	10 863 935	10 933 461
Actions propres	-	-	-
Valeurs mobilières	465 291	465 291	2 516 356
Instruments de trésorerie	-	-	-
Disponibilités	5 018 440	3 655 923	4 468 657
Total trésorerie (2)	5 483 731	4 121 214	6 985 013
Total actif circulant (3)	19 718 126	15 072 235	17 991 583
TOTAL ACTIF	31 920 675	18 863 886	20 811 045

(*) Dont immobilisations corporelles en crédit-bail

313 872

512

27 673

(1) Dont apport net du sous-ensemble Sigma de 1 587 K€

(2) Dont apport net du sous-ensemble Sigma de 1 166 K€

(3) Dont apport net du sous-ensemble Sigma de 4 292 K€

Comptes consolidés au 31/03/2014

Bilan Passif

En €	31/03/2014	31/03/2013	31/12/2011
Capital	262 076	262 500	262 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport	130 028	109 094	109 094
Réserve légale	26 250	26 250	26 250
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-
Réserves réglementées	-	-	-
Autres réserves	-1 377 514	-612 501	-575 279
Report à nouveau	7 383 045	6 516 568	6 728 761
Résultat de l'exercice	51 907	254 125	1 160 572
Subventions d'investissement	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-
Ecart de conversion capitaux propres AN	6 171	26 513	-851
Ecart de conversion capitaux propres de l'année	-12 537	-19 717	10 344
Ecart de conversion sur le résultat	2 884	-625	17 020
Capitaux propres part du groupe	6 472 310	6 562 207	7 738 412
Résultat des minoritaires	693	1 444	2 141
Réserves des minoritaires	3 342	2 016	29
Total capitaux propres	6 476 345	6 565 667	7 740 582
Provision pour impôts différés	65 042	170	871
Provision pour risques et charges	594 183	567 170	386 763
Provisions	659 225	567 340	387 634
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 536 255	1 688 493	348 788
Dettes financières de crédit-bail	360 838	695	27 028
Concours bancaires courants	3 767	58 856	16 066
Intérêts courus non échus	26 273	757	-
Dettes financières (1)	9 927 133	1 748 801	391 882
Fournisseurs et comptes rattachés	5 495 690	5 248 431	7 094 822
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	247 736	121 943	268 469
Dettes sociales	3 794 765	2 003 169	1 819 506
Dettes fiscales	3 980 791	2 002 916	2 380 874
Dettes d'exploitation (2)	13 518 982	9 376 459	11 563 671
Fournisseurs d'immobilisations	-	-	-
Comptes courants créditeurs	3 102	57 751	49 629
Dettes fiscales (IS)	68 088	433 660	610 953
Dettes diverses	1 182 676	85 308	66 669
Instruments financiers dérivés	67	12 770	-
Produits constatés d'avance	85 057	16 130	26
Dettes diverses (3)	1 338 990	605 619	727 277
Total dettes	24 785 105	11 730 879	12 682 830
TOTAL PASSIF	31 920 675	18 863 886	20 811 045

- (1) Dont apport net du sous-ensemble Sigma de 23 K€
 (2) Dont apport net du sous-ensemble Sigma de 4 024 K€
 (3) Dont apport net du sous-ensemble Sigma de 462 K€

Comptes consolidés au 31/03/2014

Compte de résultat

En €

	2013/14 12 mois	2012/13 15 mois	2011 12 mois
Ventes de marchandises	-	-	-
Ventes de produits	-	-	-
Ventes de travaux	-	-	-
Production vendue de services	52 728 316	39 413 038	32 830 073
Total chiffre d'affaires	52 728 316	39 413 038	32 830 073
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	79 907	291 928	38 017
Produits sur opérations à long terme	-	-	-
Subventions d'exploitation	-	-	-
Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	161 223	146 999	5 924
Autres produits d'exploitation	144 086	107 974	117 482
Transfert de charges d'exploitation	175 553	85 873	65 365
Total produits d'exploitation	53 289 085	40 045 812	33 056 861
Achats de marchandises	-	-	5 177
Variations de stocks de marchandises	-	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 013	3 830	5 989
Variations de stocks de matières premières et autres approvisionnements	-20 563	11 199	-24 107
Achat de sous-traitance	304 570	-	-
Achats non stockés, matériel et fournitures	679 429	461 786	436 866
Autres services extérieurs	3 514 432	3 115 255	1 937 126
Autres charges externes	21 501 359	18 263 955	15 806 031
Impôts, taxes et versements assimilés	680 056	724 937	536 776
Rémunération du personnel	18 064 215	10 279 416	7 474 611
Charges sociales	4 989 101	4 739 750	3 346 967
Participation des salariés	96 863	29 099	103 211
Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation	1 864 356	1 519 971	819 287
Autres charges d'exploitation	162 630	83 778	74 533
Total charges d'exploitation	51 837 461	39 232 976	30 522 467
Résultat d'exploitation	1 451 624	812 836	2 534 394

.../...

.../...

Résultat d'exploitation	1 451 624	812 836	2 534 394
Autres produits de participations	411	1 123	392
Revenus des autres créances et VMP	5 620	14 555	9 199
Escomptes obtenus	-	558	14
Gains de change	2 898	17	-
Produits nets sur cession de VMP	-	3 103	-
Autres produits financiers	46	3 184	163
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions, transferts de charges	-	-	-
Total produits financiers	8 975	22 540	9 768
Dotations financières aux amortissements et provisions	-	-	-
Intérêts et charges assimilées	278 048	58 088	9 014
Escomptes accordés	-	1 067	5 520
Pertes de change	32 903	53 966	2 054
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
Autres charges financières	4 076	-	241
Total charges financières	315 027	113 121	16 829
Résultat financier	-306 052	-90 581	-7 061
Résultat courant avant impôts	1 145 572	722 255	2 527 333
Produits de cession d'immobilisations incorporelles	64 501	104 319	23 541
Produits de cession d'immobilisations corporelles	170 792	-	-
Autres produits exceptionnels	25 469	25 192	11 529
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions, transferts de charges	-	-	-
Total produits exceptionnels	260 762	129 511	35 070
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 792	2 569	19 071
Charges sur exercices antérieurs	-	28	836
VNC des immobilisations incorporelles cédées	144 126	157 769	4 740
VNC des immobilisations corporelles cédées	4 071	-	10 963
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	53 987	69 977	13 280
Total charges exceptionnelles	204 976	230 343	48 890
Résultat exceptionnel	55 786	-100 832	-13 820
Impôts sur les bénéfices	628 750	463 632	1 222 776
Impôts différés	-447 036	-332 922	-60 091
Résultat net des sociétés intégrées	1 019 644	490 713	1 350 828
Quote-part des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Amortissement des écarts d'acquisition	967 044	235 144	188 115
Résultat net de l'ensemble consolidé	52 600	255 569	1 162 713
Résultat - part des minoritaires	693	1 444	2 141
RESULTAT NET PART DU GROUPE	51 907	254 125	1 160 572

Comptes consolidés au 31/03/2014

Soldes intermédiaires de gestion

En €	2013/04 12 mois	% du CA	2012/13 15 mois	% du CA	2011 12 mois	% du CA
Chiffre d'affaires	52 728 316	100,0%	39 143 038	100,0%	32 830 073	100,0%
Ventes de marchandises	-	-	-	-	-	-
Coût d'achat des marchandises vendues	-	-	-	-	-	-
Production vendue	52 728 316	100,0%	39 413 038	100,0%	32 830 073	100,0%
Production immobilisée	79 907	0,2%	291 928	0,7%	38 017	0,1%
Production de l'exercice	52 808 223	100,2%	39 704 966	100,7%	32 868 090	100,1%
Production + ventes de marchandises	52 808 223	100,2%	39 704 966	100,7%	32 868 090	100,1%
Achat de matières premières et approvisionnements	1 013	0,0%	3 830	0,0%	5 989	0,0%
Variation de stocks de marchandises	-20 563	-0,0%	11 199	0,0%	-24 107	-0,1%
Sous-traitance directe	304 570	0,6%	-	-	-	-
Marge brute de production	52 523 203	99,6%	39 689 937	100,7%	32 886 208	100,2%
Marge brute globale	52 523 203	99,6%	39 689 937	100,7%	32 886 208	100,2%
Autres achats et charges externes	25 695 220	48,7%	21 840 996	55,4%	18 185 200	55,4%
Valeur ajoutée	26 827 983	50,9%	17 848 941	45,3%	14 701 008	44,8%
Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Impôts et taxes	680 056	1,3%	724 937	1,8%	536 776	1,6%
Rémunérations	18 064 215	34,3%	10 279 416	26,1%	7 474 611	22,8%
Charges sociales	4 989 101	9,5%	4 739 750	12,0%	3 346 967	10,2%
Participation des salariés	96 863	0,2%	29 099	0,1%	103 211	0,3%
Excédent brut d'exploitation	2 997 748	5,7%	2 075 739	5,3%	3 239 443	9,9%
Reprises sur amortissements & transferts de charges	336 776	0,7%	232 872	0,6%	71 289	0,2%
Autres produits de gestion courante	144 086	0,3%	107 974	0,3%	117 482	0,4%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 864 356	3,5%	1 519 971	3,9%	819 287	2,5%
Autres charges de gestion courante	162 630	0,3%	83 778	0,2%	74 533	0,2%
Résultat d'exploitation	1 451 624	2,8%	812 836	2,1%	2 534 394	7,7%
Produits financiers	8 975	0,0%	22 540	0,1%	9 768	0,0%
Charges financières	315 027	0,6%	113 121	0,3%	16 829	0,0%
Résultat courant	1 145 572	2,2%	722 255	1,8%	2 527 333	7,7%
Produits exceptionnels	260 762	0,5%	129 511	0,3%	35 070	0,1%
Charges exceptionnelles	204 976	0,4%	230 343	0,6%	48 890	0,2%
Résultat exceptionnel	55 786	0,1%	-100 832	-0,3%	-13 820	-0,0%
Impôt sur les bénéfices	181 714	0,3%	130 710	0,3%	1 162 685	3,5%
Amortissement des écarts d'acquisition	967 044	1,8%	235 144	0,6%	188 115	0,6%
Résultat - part des minoritaires	-693	0,0%	-1 444	-0,0%	-2 141	-0,0%
RESULTAT NET	51 907	0,1%	254 125	0,6%	1 160 572	3,5%

Comptes consolidés au 31/03/2014

Tableau des flux de trésorerie

En €	2013/14 12 mois	2012/13 15 mois	2011 12 mois
Résultat du groupe	52 600	255 569	1 162 713
+ Dotations aux amortissements	1 864 356	1 459 614	819 287
+ Dotations aux provisions	53 987	69 977	13 280
+ Dotations aux amortissements goodwill	967 044	235 144	188 115
- Reprises sur amortissements et provisions	-120 060	-151 317	-5 924
- Impact de la production immobilisée	-	-111 660	-
+ Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	148 197	157 769	15 703
- Prix de cession des éléments d'actif cédés	-235 292	-104 319	-23 541
- Impôts différés (*)	-447 036	-332 922	-60 091
Capacité d'autofinancement	2 283 796	1 477 855	2 109 542
Stocks et encours	-12 330	13 977	-24 308
Avances et acomptes versés	-	-	-
Créances clients	269 975	-1 496 912	2 169 320
Autres créances	-3 638 750	1 094 464	193 267
Avances et acomptes reçus	-	-	-
Dettes fournisseurs	247 259	1 846 391	-712 014
Autres dettes	3 455 307	462 479	610 521
Variation du BFR	321 461	-1 920 399	2 236 786
Flux net de trésorerie lié à l'activité	2 605 257	-442 544	4 346 328
Trésorerie apport SIGMA	1 166 470	-	-
Acquisitions d'immobilisations	-10 175 457	-2 463 619	-1 050 688
• Incorporelles	-151 511	-	-
• Corporelles	-519 553	-	-
• Financières	-9 504 393	-	-
• Acquisitions de titres	-8 805 390	-	-
• Frais associés aux acquisitions de titres	-538 764	-	-
• Dépôts et cautionnements	-160 239	-	-
Cessions d'immobilisations	43 424	103 293	23 541
Flux net de trésorerie lié aux investissements	-10 132 033	-2 360 327	-1 027 147
Dividendes versés aux actionnaires	-	-1 400 667	-1 602 656
Remboursements d'emprunts dans l'exercice	-1 124 988	-434 465	-119 237
Emprunts souscrits dans l'exercice	8 902 900	1 731 413	320 000
Flux net de trésorerie lié aux financements	7 777 912	-103 719	-1 401 893
VARIATION DE TRESORERIE	1 417 606	-2 906 589	1 917 288
Trésorerie nette d'ouverture	4 062 358	6 968 947	5 051 659
Trésorerie nette de clôture	5 479 964	4 062 358	6 968 947

(*) Les impôts différés sont inclus dans la CAF depuis la clôture 2013/14 alors qu'ils étaient présentés en variation du BFR les exercices précédents. Afin d'améliorer la lecture et la comparabilité des exercices, les impôts différés afférents aux exercices 2011 et 2012/13 ont été reclassés du poste « autres créances » et inclus dans le calcul de la CAF.

Comptes consolidés au 31/03/2014

Annexe

Informations générales

La société IVALIS et ses filiales sont spécialisées dans la réalisation d'inventaires physiques.

La société IVALIS est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est à Maurepas.

Les états financiers consolidés au 31/03/2014 ont été arrêtés le 3/07/2014 par le conseil d'administration. Ils sont exprimés en euros.

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois.

Evènements significatifs de l'exercice

- La société L'INVENTORISTE SA s'appelle – depuis l'Assemblée Générale Mixte du 27 septembre 2013 – IVALIS SA. Ce changement de nom a été fait pour harmoniser le nom de la société mère du groupe IVALIS avec celui de ses filiales et rendre la communication relative au groupe IVALIS plus efficace.
- L'évènement majeur de l'exercice a été l'acquisition par IVALIS SA, le 14 juin 2013, de la société allemande SIGMA INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH, le numéro deux de la prestation d'inventaires en Allemagne, et de ses filiales suisse et autrichienne. Le groupe SIGMA avait réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 17 M€ et un excédent brut d'exploitation de 1,7 M€.

L'acquisition de SIGMA a été financée par emprunt bancaire auprès d'OSEO et d'un pool de banques conduit par la Société Générale.

L'acquisition de SIGMA a donné au groupe IVALIS des positions fortes en Allemagne, en Suisse et en Autriche, très complémentaires des positions qu'avait IVALIS en Europe de l'ouest et du sud.

L'intégration de SIGMA se passe bien. Le chiffre d'affaires des trois entités SIGMA a progressé de plus de 10% au cours de l'exercice. Les effets de synergie entre IVALIS et SIGMA ne commenceront réellement à se traduire que dans le compte de résultat 2014-15 du groupe.

- L'autre évènement majeur de l'exercice pour IVALIS SA a été l'ouverture en mai 2013 de sa filiale au Brésil, IVALIS poursuivant sa stratégie d'internationalisation afin de tirer profit des marchés à fort potentiel.
- Afin de rationaliser sa structure juridique et de réduire les coûts de gestion, le groupe IVALIS a réalisé en mars 2014 les opérations juridiques suivantes :
 - Absorption par IVALIS SA de KAMINO SAS, société holding dont la seule activité consistait à détenir 94,88% des actions d'IVALIS SA,
 - Absorption par IVALIS DEUTSCHLAND de sa société sœur allemande SIGMA INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH. Le groupe ne possède désormais plus qu'une seule filiale en Allemagne rebaptisée SIGMA-IVALIS INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH (SIGMA-IVALIS DEUTSCHLAND),
 - Transfert des titres de SIGMA SWITZERLAND et de SIGMA AUSTRIA de SIGMA-IVALIS DEUTSCHLAND à IVALIS SA.

Suite à l'absorption de KAMINO par IVALIS SA, les BSA1 et BSA3 émis par KAMINO ont été transférés à IVALIS SA. En cas d'exercice de ces BSA, IVALIS SA devrait émettre 39 872 actions pour un montant maximum d'augmentation de capital de 7 974 €.

Lors de l'AGM du 28 mars 2014 d'IVALIS SA, l'assemblée générale a délégué au conseil d'administration sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission de 200 000 bons de souscription d'actions nouvelles (BSA) de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des bénéficiaires au profit des membres du personnel salarié de la société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés.

Le prix de souscription des BSA sera fixé par le conseil d'administration sans pouvoir être inférieur à 1,21 €. Le prix d'exercice, quand à lui, ne pourra pas être inférieur à 36 €.

Le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en cas d'exercice de ces BSA ne pourra excéder le montant nominal maximum de 40 000 €, soit une émission d'un nombre maximum de 200 000 actions nouvelles.

Aucun BSA n'a été émis sur l'exercice.

Evènements postérieurs à la clôture

La valorisation des titres SIGMA-IVALIS INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH tient compte d'un complément de prix de 1 M€ qui sera payé par tranche de 500 K€ respectivement 12 et 24 mois après la date d'acquisition du groupe SIGMA. La société IVALIS SA a versé le 30 juin 2014 la première tranche de 500 K€ du complément de prix d'acquisition des titres SIGMA-IVALIS INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH d'un montant global de 1 M€.

Principes généraux et méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente sur toutes les périodes présentées.

Les comptes du groupe IVALIS sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France et notamment le règlement 99-02 du Comité de réglementation comptable du 29/04/1999.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base (continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, indépendance des exercices) et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Base de préparation des états financiers

Les comptes des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, sont éventuellement retraités afin d'être en conformité avec les principes comptables du Groupe.

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois contrairement à l'exercice précédent qui a eu exceptionnellement une durée de 15 mois du fait du changement de date d'arrêté comptable. Les sociétés, auxquelles le droit local n'a pas permis de réaliser un exercice exceptionnel de 15 mois, ont réalisé un exercice comptable de douze mois clos le 31 décembre 2013 et un exercice comptable de 3 mois clos le 31 mars 2014.

Méthode de consolidation

Les filiales intégrées globalement sont toutes les entités pour lesquelles le Groupe dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote.

Les filiales dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif de droit ou de fait sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont "déconsolidées" à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les filiales du groupe sont toutes intégrées globalement. Il n'existe à l'heure actuelle aucune filiale intégrée par mise en équivalence ou par intégration proportionnelle.

Conversion

Toutes les sociétés et les participations se situent dans la zone Euro à l'exception d'IVALIS Polska, SIGMA Suisse et IVALIS Brésil.

La méthode de conversion retenue pour la filiale hors zone euro est la suivante :

- Taux de change du 31 mars 2014 pour le bilan.
- Taux de change moyen de l'exercice pour le compte de résultat.

Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs identifiables, des passifs identifiables et des passifs éventuels pris en charge lors d'un regroupement d'entreprises à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'écart constaté entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la quote-part d'intérêt du Groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif du bilan et fait l'objet d'un amortissement sur une durée qui doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

Au 31/03/2014, l'écart d'acquisition qui figure au bilan concerne :

- La filiale CONSULT-IN, qui a été fusionnée avec IVALIS Belgium en 2011. L'écart d'acquisition d'un montant de 1 504 922 € est amorti depuis l'exercice 2010 de manière linéaire sur une durée de 8 ans. L'écart d'acquisition net d'amortissement s'élève à 705 433 € à la fin de cet exercice.
- La filiale SIGMA Allemagne qui a été fusionnée avec IVALIS Allemagne au 1^{er} trimestre 2014. L'écart d'acquisition d'un montant de 8 308 575 € est amorti depuis l'exercice 2013-14 de manière linéaire sur une durée de 8 ans. L'écart d'acquisition net d'amortissement s'élève à 7 529 646 € à la fin de cet exercice.

L'écart d'acquisition net d'amortissement fait par ailleurs l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur et au moins une fois par an lors de la clôture annuelle des comptes. La valeur d'utilité de cet actif est déterminée selon les projections de flux de trésorerie futurs actualisés, établis sur les bases des budgets pluriannuels établis par la direction en fonction des résultats passés et des tendances de développement long terme des marchés concernés. Les tests de dépréciation réalisés au 31/03/2014 n'ont pas conduit à déprécier les écarts d'acquisition figurant au bilan.

Contrats de location

Les contrats de location, qui ont pour effet de transférer substantiellement les risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien au preneur (qualifiés de location-financement) sont comptabilisés de la façon suivante :

- Les actifs sont immobilisés au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur au commencement du contrat.
- La dette correspondante est identifiée sur une ligne séparée du bilan.
- Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette.

Si le contrat est qualifié de contrat de location-financement du fait de l'option d'achat considérée comme attractive, le bien est amorti selon les règles appliquées par le Groupe.

Par opposition aux contrats de location-financement, les contrats de location simple font l'objet d'une comptabilisation de la charge de loyers au compte de résultat. Ceux-ci sont constatés en résultat de façon linéaire sur l'ensemble de la durée de location.

Actifs financiers / Prêts, titres de participation non consolidés, dépôts, cautionnements et autres créances immobilisés

Ces actifs sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les immobilisations financières. Les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les frais d'émission d'emprunt spécifiques à l'acquisition des titres de participation sont activés et répartis sur la durée de l'emprunt, selon les modalités suivantes :

- Montant des frais d'émission d'emprunt : 164 098 €
- Durée d'étalement des frais d'émission d'emprunt : 7 ans

Stocks et travaux en cours

Les stocks sont évalués selon la méthode du dernier prix d'achat connu. Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Les stocks sont principalement constitués des consommables d'inventaire.

Clients, comptes rattachés

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en dotations aux provisions.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Ces provisions ne sont pas actualisées, l'impact de l'actualisation n'étant pas significatif.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les valeurs comptables brutes des immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat après déduction des Réductions, Remises ou Rabais et escomptes obtenus, et frais accessoires directement attribuables aux immobilisations). Les frais accessoires qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre à l'actif en place et en l'état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue par la direction sont comptabilisés en charge.

Le coût des emprunts spécifiques à l'acquisition (ou à la production) d'immobilisations est comptabilisé en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue. Par simplification, la durée d'usage est retenue pour les biens non décomposables à l'origine :

- Agencement et aménagement des constructions : 5 à 10 ans
- Mobilier de bureau, matériel informatique : 1 à 8 ans
- Logiciels : 1 à 5 ans

Frais de recherche et développement

Les projets ERP, Notilus et CRM Cloud ont été activés sur l'exercice 2013-14. Trois projets sont en cours de développements, le montant activé à ce stade s'élève à 273 738 €. Il s'agit :

- Projet N°4 Préparation d'inventaires
- Projet N°5 Planning Hebdomadaire
- Projet N°7 CRM sur site

La méthode comptable choisie est l'inscription à l'actif. Les frais de développement sont constitués de prestations externes de conseil et d'aide au développement comptabilisées à la facturation et d'heures internes valorisés. Les coûts activés sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans. La société appliquant le règlement CRC 2004-06, les montants activés à ce stade s'élèvent à 273 738 €.

Les amortissements relatifs aux immobilisations incorporelles pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée de 5 ans

Engagements de retraites et assimilés

Le Groupe offre à ses employés différents régimes de retraite complémentaire, indemnités de fin de carrière et autres avantages à long terme, en fonction des réglementations et usages en vigueur dans les pays d'exercice de l'activité.

Ces engagements, concernant les salariés employés en France font l'objet d'une provision pour charges dans les comptes consolidés.

Le Groupe évalue chaque année ses obligations envers les régimes à prestations définies selon les méthodes actuarielles propres au Groupe. Ces engagements font l'objet d'une évaluation et sont provisionnés. Les paramètres techniques utilisés sont ceux de la branche d'activité concernée, une rotation faible du personnel, un taux d'actualisation de 2,5%, la méthode prospective, avec départ à l'initiative du salarié et charges comprises.

Au 31/03/2014, la provision comptabilisée s'élève à 154 510 €.

Impôts différés

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition en vigueur. Le taux d'impôt a été déterminé selon les réglementations dans les pays concernés. Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable. La charge d'impôt est constatée au compte de résultat sauf si elle concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce cas, elle est aussi comptabilisée en capitaux propres.

Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Elles correspondent aux liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans les "emprunts". Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur historique. Une provision pour dépréciation est constatée en cas de moins value latente.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat est le résultat net revenant au groupe.

Le résultat dilué par action correspond au résultat net de l'exercice, part du groupe, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions qui est ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

Ces informations sont détaillées dans le tableau suivant :

En €	2013/14	2012/13	2011
Résultat consolidé Groupe	52 600	255 569	1 162 713
Résultat des minoritaires	693	1 444	2 141
Résultat part du Groupe	51 907	254 125	1 160 572
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	1 310 378	1 312 500	1 312 500
Résultat net part du Groupe par action	0,04	0,19	0,88
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires après dilution	n/a	n/a	n/a
Résultat dilué par action	n/a	n/a	n/a

Périmètre de consolidation au 31/03/2014

Société	Siège social	Création / acquisition	% de contrôle	Date de clôture	% d'intérêt	Méthode de consolidation
IVALIS SA	France	Avril 1991		31 mars 2014	Société consolidante	
IVALIS France	France	Octobre 2007	100%	31 mars 2014	100%	Intégration globale
IVALIS Inventarios	Espagne	Mai 2005	99%	31 mars 2014	99%	Intégration globale
IVALIS SRL (*)	Italie	Mai 2006	100%	31 mars 2014	100%	Intégration globale
IVALIS Belgium	Belgique	Mai 2007	99,89%	31 mars 2014	99,89%	Intégration globale
SIGMA IVALIS Inventuren Und Bestandskontrollen GmbH	Allemagne	Juin 2013	100%	31 mars 2014	100%	Intégration globale
IVALIS Polska	Pologne	Mars 2010	100%	31 mars 2014	100%	Intégration globale
IVALIS Nederland	Pays-Bas	Mars 2011	100%	31 mars 2014	100%	Intégration globale
IVALIS TECHNOLOGY	France	Juillet 2009	100%	31 mars 2014	100%	Intégration globale
IVALIS Brasil	Brésil	Mai 2013	100%	31 décembre 2013	100%	Intégration globale
SIGMA Inventuren Und Bestandskontrollen AG	Suisse	Juin 2013	100%	31 mars 2014	100%	Integration globale
SIGMA Inventuren Und Bestandskontrollen At GmbH	Autriche	Juin 2013	100%	31 décembre 2013	100%	Integration globale

(*) Par souci de clarté, dans le reste du document, IVALIS SRL est appelée IVALIS Italia, SIGMA Inventuren Und Bestandskontrollen AG est appelée SIGMA Swiss et SIGMA Inventuren Und Bestandskontrollen At GmbH est appelée SIGMA Austria.

Des comptes intermédiaires au 31 mars 2014 ont été établis pour IVALIS Brasil et SIGMA Inventuren Und Bestandskontrollen At GmbH. Le Groupe Sigma a été acquis le 14 juin 2013 mais par souci de simplification il a été intégré dans le périmètre de consolidation à partir du 1^{er} juillet 2013.

Le numéro SIREN des 3 entités françaises est le suivant :

- IVALIS SA 381 503 531
- IVALIS France 500 005 624
- IVALIS Technology 514 047 604

Notes sur les postes du bilan et du compte de résultat

Capital social

	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social
Actions composant le capital social au début de l'exercice	1 312 500	0,20 €	262 500 €
Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	-	-	-
Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice	2 122	0,20 €	424 €
Actions composant le capital social en fin d'exercice	1 310 378	0,20 €	262 075,60 €

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges

Chacun des litiges connus a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes au 31/03/2014 et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés.

En €	31/03/2013	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	31/03/2014
Litiges	444 990	107 930	113 247	439 673
Retraite	122 180	32 330	-	154 510
Provisions	170	-	170	-
Total	567 340	140 260	113 417	594 183

Provisions pour dépréciations

Les provisions sur les postes d'actifs sont les suivants :

En €	30/03/2014	31/03/2013	31/12/2011
Marchandises	150	-	-
Clients et comptes rattachés	180 449	127 323	66 764
Autres créances	8 419	8 419	8 419
Valeurs mobilières	-	-	-
Total provisions	189 018	135 742	75 183

Immobilisations et amortissements

En €	Installations techniques	Immobilisations crédit-bail	Autres immobilisations corporelles	Total
IVALIS SA	-	376 880	2 856 564	3 233 444
IVALIS Technology	-	-	145 402	145 402
IVALIS France	-	766 885	395 789	1 162 674
IVALIS Italia	56 733	-	17 722	74 455
IVALIS Inventarios	4 612	-	197 666	202 278
IVALIS Belgium	-	-	438 689	438 689
IVALIS Polska	-	-	42 844	42 844
IVALIS Deutschland	-	454 276	2 640 364	3 094 640
IVALIS Brasil	-	-	-	-
SIGMA Austria	29 833	-	70 625	100 458
SIGMA Swiss	-	-	44 829	44 829
Total immobilisations corporelles	91 178	1 598 041	6 850 494	8 539 713

En €	Brevets	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations en cours	Goodwill	Total
IVALIS SA	12 877	577 917	273 738	9 813 497	10 678 029
IVALIS Technology	1 063	282 811	-	-	283 874
IVALIS France	-	43 648	-	-	43 648
IVALIS Italia	150	5 259	-	-	5 409
IVALIS Inventarios	6 094	-	-	-	6 094
IVALIS Belgium	-	3 784	-	-	3 784
IVALIS Polska	-	378	-	-	378
IVALIS Deutschland	528 196	-	-	-	528 196
IVALIS Brasil	-	-	-	-	-
SIGMA Austria	-	-	-	-	-
SIGMA Swiss	-	-	-	-	-
Total immobilisations incorporelles	548 380	913 797	273 738	9 813 497	11 549 412

En €	Brut 31/03/2013	Investissements 2013/14	Sorties 2013/14	Brut 31/03/2014
Immobilisations incorporelles	2 671 177	9 134 670	256 435	11 549 412
Immobilisations corporelles	4 989 157	4 165 655	615 099	8 539 713
Immobilisations financières	86 399	186 539	4 868	268 070
Total mouvements	7 745 733	13 486 864	876 402	20 357 195

Etat des amortissements cumulés

<i>En €</i>	Installations techniques	Immobilisations crédit-bail	Autres immobilisations corporelles	Total
IVALIS SA	-	376 880	1 648 677	2 070 419
IVALIS Technology	-	-	78 188	78 188
IVALIS France	-	766 885	288 231	1 010 254
IVALIS Italia	37 481	-	8 579	46 060
IVALIS Inventarios	-	-	169 626	169 626
IVALIS Belgium	-	-	314 326	314 326
IVALIS Polska	-	-	21 625	21 625
IVALIS Deutschland	-	140 404	1 669 727	1 810 131
IVALIS Brasil	-	-	-	-
SIGMA Austria	27 595	-	21 946	49 541
SIGMA Swiss	-	-	13 502	13 502
Total immobilisations corporelles	65 076	1 284 169	4 234 427	5 583 672

<i>En €</i>	Brevets	Autres immobilisations incorporelles	Goodwill	Total
IVALIS SA	8 905	247 343	1 578 418	1 834 666
IVALIS Technology	1 063	285 837	-	286 900
IVALIS France	-	43 545	-	43 545
IVALIS Italia	150	5 259	-	5 409
IVALIS Inventarios	6 094	-	-	6 094
IVALIS Belgium	-	3 784	-	3 784
IVALIS Polska	-	378	-	378
IVALIS Deutschland	390 198	-	-	390 198
IVALIS Brasil	-	-	-	-
SIGMA Austria	-	-	-	-
SIGMA Swiss	-	-	-	-
Total immobilisations incorporelles	406 410	586 146	1 578 418	2 570 974

Etat des dotations aux amortissements de l'exercice

En €	Amortissements immobilisations corporelles	Retraitements crédit-bail	Total
IVALIS SA	890 952	-	890 952
IVALIS Technology	28 541	-	28 541
IVALIS France	26 015	512	26 527
IVALIS Inventarios	10 137	-	10 137
IVALIS Italia	9 707	-	9 707
IVALIS Belgium	63 690	-	63 690
IVALIS Polska	3 711	-	3 711
IVALIS Deutschland	328 093	95 250	423 343
IVALIS Brasil	-	-	-
SIGMA Austria	21 732	-	21 732
SIGMA Swiss	13 389	-	13 389
Total immobilisations corporelles	1 395 967	95 762	1 491 729

En €	Amortissements immobilisations incorporelles	Amortissement goodwill	Total
IVALIS SA	100 874	967 044	1 067 918
IVALIS Technology	46 173	-	46 173
IVALIS France	7 618	-	7 618
IVALIS Inventarios	8 215	-	8 215
IVALIS Italia	-	-	-
IVALIS Belgium	26	-	26
IVALIS Polska	-	-	-
IVALIS Deutschland	101 268	-	101 268
IVALIS Brasil	-	-	-
SIGMA Austria	-	-	-
SIGMA Swiss	-	-	-
Total immobilisations incorporelles	264 174	967 044	1 231 218

Rémunération des dirigeants

Les rémunérations accordées aux organes de direction ne sont pas précisées car cela reviendrait à mentionner une rémunération individuelle.

Tableau de variation des capitaux propres

En K€	Capital	Primes d'émission	Réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Minoritaires	Total
Situation à l'ouverture	262,5	109,1	6 184,44	6,17	6 562,21	3,46	6 565,67
Résultat de la période	-	-	51,91	-	51,91	0,69	52,60
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-0,42	20,93	-152,66	-9,65	-141,81	-0,12	-141,93
Situation à la clôture	262,08	130,03	6 083,69	-3,48	6 472,31	4,04	6 476,34

Ventilation du chiffre d'affaires par zone d'activité

En €	31/03/2014	31/03/2013	31/12/2011
France	22 901 039	22 870 234	20 151 619
Espagne	4 070 154	5 348 089	5 204 275
Italie	3 224 600	4 090 766	3 746 437
Belgique	4 101 979	5 411 398	3 523 666
Pays-Bas	498 145	668 043	-
Pologne	818 513	306 348	193 512
Allemagne	11 987 143	718 160	10 564
Suisse	3 498 394	-	-
Autriche	1 538 781	-	-
Brésil	89 568	-	-
Total chiffre d'affaires	52 728 316	39 413 038	32 830 073

Effectif permanent moyen

	31/03/2014	31/03/2013	31/12/2011
France (<i>dont IVALIS SA et IVALIS Technology</i>)	89	85	78
Espagne	22	22	16
Italie	13	13	12
Belgique	17	17	14
Pays-Bas	3	3	-
Pologne	9	9	4
Allemagne	172	7	-
Suisse	2	-	-
Autriche	19	-	-
Brésil	-	-	-
Total	346	156	124

Engagements donnés / reçus

Dans le cadre de l'achat de la société CONSULT-IN :

- La société IVALIS SA a reçu une garantie bancaire à première demande à hauteur de 200 000 € jusqu'au 10 décembre 2010, qui a été ramenée à cette date à hauteur de 100 000 € jusqu'au 10 décembre 2011. Cette garantie a été renouvelée.
- Des compléments de prix seront éventuellement versés en 2015 en fonction de la réalisation de critères prévus à l'acte d'acquisition.
- Un litige est en cours avec le cédant, les demandes formulées par ce dernier sont de l'ordre de 500 K€. Un premier jugement a été rendu le 9 décembre 2013 par le Tribunal de commerce de Bruxelles qui a été favorable à IVALIS SA. Le cédant a interjeté appel le 08 avril 2014 auprès de la Cour d'appel de Bruxelles qui doit rendre son jugement courant 2015.
La provision pour risque CONSULT-IN au 31 mars 2014 s'élève à 15 752 €.

Afin de garantir le prêt de 5 738 K€ contracté auprès du pool bancaire SG, BNP, Banque Palatine, IVALIS SA a consenti les garanties suivantes :

- Nantissement des titres d'IVALIS France à hauteur de 1 225 K€
- Nantissement des titres SIGMA à hauteur de 9 000 K€
- Nantissement des titres IVALIS Deutschland à hauteur de 50 K€.

Le prêt de 5 738 K€ contracté auprès du pool bancaire SG, BNP, Banque Palatine est assorti de 3 covenants qui ont été respectés au cours de cet exercice.

Montant des honoraires des commissaires aux comptes

	PREJEAN AUDIT ET CONSEIL <i>Co-commissaire aux comptes titulaire</i>						Cabinet MAZARS <i>Co-commissaire aux comptes titulaire</i>					
	2013/14		2012/13		2011		2013/14		2012/13		2011	
	En €	En %	En €	En %	En €	En %			En €	En %	En €	En %
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :												
• Audit des comptes annuels												
. de la société IVALIS	17 089	50%	14 040	50%	14 310	47%	17 316	50%	13 905	50%	15 998	53%
. des filiales intégrées globalement	11 970	17%	11 640	28%	7 020	23%	59 300	83%	29 600	72%	23 180	77%
• Fusion	3 000	32%					3 250	68%				
• Audit informatique	485	0%					13 090	100%				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes												
• Procédures convenues	4 000	40%					6 000	60%				
• Due diligence Brésil							45 240	100%				
Autres prestations rendues par les réseaux à la société IVALIS SA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	36 544	20%	25 680	37%	21 330	35%	147 196	80%	43 505	63%	39 178	66%

Ecart d'acquisition

Au 31/03/2014, l'écart d'acquisition net d'amortissement s'élève à 8 235 079 €. L'acquisition par IVALIS SA le 14 juin 2013 de la société allemande SIGMA INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH a généré un écart d'acquisition brut de 8 308 575 € amorti sur une durée de 8 ans.

Créances

Les créances se décomposent de la manière suivante (valeurs brutes) :

En €	31/03/2014	Dont < 1 an	Dont > 1 an
Avances et acomptes versés	69 678	69 678	-
Clients et comptes rattachés	7 983 365	7 983 365	-
Débiteurs divers	4 884 054	4 884 054	-
Charges constatées d'avance	270 346	270 346	-
Impôt différé actif	953 505	-	953 505
Total valeurs brutes	14 160 948	13 207 443	953 505

Les débiteurs divers comprennent essentiellement, au 31/03/2014, des fournisseurs débiteurs et des créances fiscales et sociales.
Les charges constatées d'avance proviennent de charges courantes d'exploitation.

Autres dettes à court terme

Les autres dettes comprennent (valeurs brutes) :

En €	31/03/2014	Dont < 1 an	Dont > 1 an
Fournisseurs	5 495 690	5 495 690	-
Avances et acomptes reçus sur commandes	84 837	84 837	-
Dettes fiscales et sociales	7 843 644	7 843 644	-
Dettes diverses	1 185 845	1 185 845	-
Produits constatés d'avance	85 057	85 057	-
Total valeurs brutes	14 695 073	14 695 073	-

Emprunts et dettes financières

Les dettes financières se ventilent ainsi (valeurs brutes) :

En €	31/03/2014	Dont < 1 an	Dont 1 à 5 ans	Dont > 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 540 807	1 670 880	5 007 323	2 862 604
Emprunts liés au retraitement du crédit-bail	360 838	360 838	-	-
Dettes financières diverses	21 721	21 721	-	-
Concours bancaires courants	3 767	3 767	-	-
Total valeurs brutes	9 927 133	2 057 206	5 007 323	2 862 604

Le groupe a souscrit un emprunt bancaire à taux fixe de 320 K€ en 2011 et trois autres emprunts à taux variable pour un montant total de 1 857 K€ au cours de l'exercice 2012/13. Si les 3 emprunts ont été souscrits à taux variable, 1 000 K€ ont été convertis à taux fixe par le biais d'un swap de taux.

Au cours de l'exercice 2013/14, le groupe a souscrit un emprunt à taux fixe de 3 M€ et 3 autres emprunts à taux variable pour un montant total de 5 888 K€. Afin de limiter le risque en cas de hausse des taux, il a été négocié un taux plafond de 1,25 % applicable sur 40% du capital restant dû de l'emprunt accordé par le pool bancaire (montant nominal 5 738 K€), soit sur un montant de 2 210 K€ à la clôture de l'exercice 2013/14.

Tableau de passage des résultats sociaux aux résultats consolidés

En €	31/03/2014
IVALIS SA	636 335
IVALIS France	490 546
IVALIS Technology	11 739
IVALIS Inventarios	87 634
IVALIS Italia	-156 420
IVALIS Belgium	-19 280
IVALIS Nederland	18 409
IVALIS Polska	-677 634
IVALIS Deutschland	3 002 663
IVALIS Brasil	-116 379
SIGMA Austria	155 022
SIGMA Swiss	478 857
Sous total	3 911 492
Résultat groupe au 31/03/2014	3 911 492
Crédit-bail	-46 783
Dotations aux amortissements et provisions	303 362
Impôt différé global	447 036
Amortissement goodwill	-967 044
Dividendes	-1 413 668
Cessions d'immobilisations	-2 181 795
Résultat groupe consolidé au 31/03/2014	52 600
Réserves minoritaires au 31/03/2014	-
Résultat minoritaire	-693
Résultat groupe consolidé au 31/03/2014	51 907

Preuve d'impôt

En €	Impôt sur les bénéfices	Impôts différés	Total
IVALIS SA	186 851	99 912	286 763
IVALIS France	174 414	-35 679	138 735
IVALIS Technology	2 296	-533	1 763
IVALIS Inventarios	56 532	17 697	74 229
IVALIS Italia	-	-174 781	-174 781
IVALIS Belgium	52 208	-6 555	45 653
IVALIS Nederland	-6 324	-	-6 324
IVALIS Polska	77 945	-	77 945
IVALIS Deutschland	-2 374	-250 922	-253 296
IVALIS Brasil	9 251	-	9 251
SIGMA Austria	8 976	-96 175	-87 199
SIGMA Swiss	68 975	-	68 975
Total	628 750	-447 036	181 714

Justification des impôts différés :

En €	Impôts différés sociaux	Retraites	Consolidation	Frais d'établissement	Total
IVALIS SA	-9 209	-1 473	110 594	-	99 912
IVALIS France	-27 337	-8 171	-171	-	-35 679
IVALIS Technology	-693	-1 132	-	1 292	-533
IVALIS Inventarios	17 697	-	-	-	17 697
IVALIS Italia	-174 781	-	-	-	-174 781
IVALIS Belgium	-6 555	-	-	-	-6 555
IVALIS Nederland	-	-	-	-	-
IVALIS Polska	-	-	-	-	-
IVALIS Deutschland	-236 882	-	-14 040	-	-250 922
IVALIS Brasil	-	-	-	-	-
SIGMA Austria	-96 175	-	-	-	-96 175
SIGMA Swiss	-	-	-	-	-
Total	-533 935	-10 776	96 383	1 292	-447 036

Comparabilité des résultats

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois contrairement à l'exercice précédent qui a eu exceptionnellement une durée de 15 mois du fait du changement de date d'arrêté comptable. En outre, la société SIGMA INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH est incluse dans le périmètre de consolidation par intégration globale depuis le 1/07/2013.

Le groupe a réalisé sur les 12 mois de l'exercice un chiffre d'affaires de 52 728 K€, a dégagé un excédent brut d'exploitation de 2 997 K€, un résultat d'exploitation de 1 452 K€ et un résultat net de 52 K€.

Si le changement de périmètre était intervenu à l'ouverture de l'exercice, le groupe IVALIS aurait réalisé un chiffre d'affaires de 56 712 K€, un excédent brut d'exploitation de 2 662 K€, un résultat d'exploitation de 1 054 K€ et un résultat net de -540 K€. Pour l'établissement des comptes pro-forma, il a été fait abstraction de l'amortissement de l'écart d'acquisition supplémentaire qu'il y aurait eu si le changement de périmètre était intervenu à l'ouverture de l'exercice.

Comptes consolidés groupe IVALIS En K€	1/04/2013 31/03/2014 12 mois proforma	1/04/2013 31/03/2014 12 mois	1/02/2012 31/03/2013 15 mois	1/04/2012 31/03/2013 12 mois	1/01/2012 31/12/2012 12 mois
Chiffre d'affaires	56 712	52 728	39 413	33 239	31 137
Excédent brut d'exploitation	2 662	2 997	2 075	2 103	1 787
Résultat d'exploitation	1 054	1 452	813	919	1 007
Résultat net	-540	52	254	479	296

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31/03/2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31/03/2014, sur :

- Le contrôle des comptes consolidés de la société IVALIS (anciennement INVENTORISTE) tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification de nos appréciations,
- La vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes « Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisitions » de l'annexe précise les règles et principes comptables relatifs à la comptabilisation et à l'évaluation de l'écart d'acquisition, dont le montant net s'élève à 8 235 K€ au 31 mars 2014. Dans le cadre des appréciations auxquelles nous avons procédé, nous avons examiné les modalités d'évaluation de cet actif ainsi que les hypothèses utilisées pour élaborer les prévisions de flux de trésorerie. Nous avons également vérifié qu'une information appropriée était communiquée en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 4 septembre 2014,

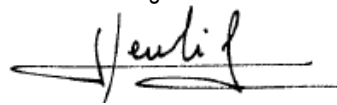
Les commissaires aux comptes,

Pierre PREJEAN

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by a series of connected strokes.

PREJEAN AUDIT & CONSEIL

Gonzague SENLIS

A handwritten signature in black ink, featuring a prominent 'G' and 'S' followed by a horizontal line.

MAZARS



Comptes sociaux IVALIS SA

Exercice clos le 31/03/2014

Comptes sociaux au 31/03/2014

Bilan actif

En €	31/03/2014			31/03/2013	31/12/2011
	Brut	Amortissements	Net	Net	Net
Frais d'établissement	-		-	-	-
Frais de recherche et développement	-		-	-	-
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	14 896	10 924	3 972	5 715	6 835
Fonds commercial	-		-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	663 061	332 487	330 574	145 988	110 796
Immobilisations incorporelles en cours	273 738		273 738	429 723	166 565
Immobilisations incorporelles	951 695	343 411	608 284	581 426	284 196
Terrains	-		-	-	-
Constructions	-		-	-	-
Installations techniques, matériels & outillages Industriels	-		-	-	-
Autres immobilisations corporelles	2 963 324	1 755 438	1 207 886	1 738 527	543 035
Immobilisations corporelles	2 963 324	1 755 438	1 207 886	1 738 527	543 035
Participations	15 875 481	12 716	15 862 765	3 484 426	3 304 426
Créances rattachées à des participations	-		-	-	-
Titres immobilisés	-		-	-	-
Prêts	-		-	-	-
Autres immobilisations financières	156 691		156 691	6 573	6 317
Immobilisations financières	16 032 172	12 716	16 019 456	3 490 998	3 310 742
Total actif immobilisé	19 947 191	2 111 565	17 835 626	5 810 951	4 137 973
Matières premières et autres approvisionnements	-		-	-	-
En cours de production de biens et services	-		-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-		-	-	-
Marchandises	-		-	-	-
Stocks et encours	-		-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	1 998		1 998	-	-
Clients et comptes rattachés	1 720 430		1 720 430	1 586 033	2 730 405
Clients douteux ou litigieux	-		-	-	-
Clients factures à établir	-		-	-	-
Autres créances	2 118 353	269 616	1 848 737	3 122 175	1 581 682
Fournisseurs débiteurs	15 273		15 272	10 944	7 485
Créances	3 856 054	269 616	3 586 438	4 719 152	4 319 571
Valeurs mobilières de placement	464 306		464 306	464 306	815 406
Disponibilités	619 447		619 447	318 255	803 767
Charges constatées d'avance	99 820		99 820	39 645	19 093
Total actif circulant	5 039 627	269 616	4 770 011	5 541 358	5 957 837
Charges à répartir sur plusieurs exercices	146 516		146 516		
TOTAL ACTIF	25 133 334	2 381 181	22 752 153	11 352 310	10 095 811

Comptes sociaux au 31/03/2014

Bilan passif

En €	31/03/2014	31/03/2013	31/12/2011
Capital	262 076	262 500	262 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport	130 028	109 094	109 094
Ecart de réévaluation	-	-	-
Ecart d'équivalence	-	-	-
Réserve légale	26 250	26 250	26 250
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-
Réserves réglementées	-	-	-
Autres réserves	84 113	84 113	84 113
Report à nouveau	7 383 045	6 516 568	6 728 761
Résultat de l'exercice	636 335	866 477	1 187 807
Situation nette	8 521 847	7 865 002	8 398 525
Subventions d'investissement	-	-	-
Provisions réglementées	81 867	19 667	12 167
Capitaux propres	8 603 713	7 884 668	8 410 692
Produits d'émission de titres participatifs	-	-	-
Avances conditionnées	-	-	-
Autres fonds propres	-	-	-
Autres fonds propres	-	-	-
Provisions pour risques	15 752	15 752	15 752
Provisions pour charges	-	-	-
Provisions pour risques et charges	15 752	15 752	15 752
Emprunt obligataire convertible	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (**)	9 443 792	1 643 187	326 745
Emprunts et dettes financières diverses	2 275 055	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 095 747	1 380 806	353 871
Dettes fiscales et sociales	313 000	362 755	933 796
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 000 000	-	-
Autres dettes	5 093	65 141	54 954
Instruments de trésorerie	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-
Dettes (*)	14 132 687	3 451 888	1 669 366
Ecart de conversion passif	-	-	-
TOTAL PASSIF	22 752 153	11 352 310	10 095 811
(*) Dont dettes à plus de 1 an	7 869 927	976 834	207 912
Dont dettes à moins de 1 an	6 262 760	2 475 054	1 461 454
(**) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	198	3 014	10 746

Comptes sociaux au 31/03/2014

Compte de résultat

En €	2013/14 12 mois	2012/13 15 mois	2011 12 mois
Ventes de marchandises	-	250	4 371
Production vendue de services	4 949 832	5 083 809	3 841 711
Chiffre d'affaires net	4 949 832	5 084 059	3 846 081
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	-	111 660	38 017
Subventions d'exploitation	-	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	175 553	14 319	8 961
Autres produits	15 345	18 865	18 464
Produits d'exploitation	5 140 731	5 228 903	3 911 524
Achats de marchandises	-	-	9 548
Variations de stocks de marchandises	-	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-	-	-
Variations de stocks de matières premières et autres approvisionnements	-	-	-
Autres achats et charges externes	2 119 103	1 726 163	1 221 183
Impôts, taxes et versements assimilés	65 105	102 230	82 006
Salaires et traitements	309 211	378 435	455 198
Charges sociales	130 880	160 022	193 197
Dotations aux amortissements sur immobilisations	1 002 751	860 986	166 805
Dotations aux dépréciations sur immobilisations	-	-	-
Dotations aux dépréciations sur actif circulant	-	-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges	-	-	15 752
Autres charges d'exploitation	1 002	1 231	656
Charges d'exploitation	3 628 051	3 229 067	2 144 345
Résultat d'exploitation	1 512 680	1 999 836	1 767 178
Produits financiers de participations	349 577	549 335	-
Produits financiers d'autres valeurs mobilières	-	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	28 061	57 712	36 176
Reprises sur provisions et transfert de charges	-	-	-
Différences positives de change	-	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
Produits financiers	377 638	607 046	36 176
Dotations aux amortissements et provisions	12 716	-	-
Intérêts et charges assimilées	223 678	40 802	1 973
Différences négatives de change	-	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
Charges financières	236 394	40 802	1 973
Résultat financier	141 244	566 245	34 203
Résultat courant avant impôts	1 653 923	2 566 081	1 801 381

.../...

.../...

Résultat courant avant impôts	1 653 923	2 566 081	1 801 381
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	165 608	263 633	15 000
Autres produits exceptionnels	-	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-	-
Produits exceptionnels	165 608	263 633	15 000
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	569 758	1 493 429	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	88 114	292 861	10 963
Autres charges exceptionnelles	-	-	-
Dotations aux amortissements et provisions	338 473	7 500	12 000
Charges exceptionnelles	996 345	1 793 790	22 963
Résultat exceptionnel	-830 737	-1 530 157	-7 963
Participation des salariés aux résultats	-	-	-
Impôts sur les bénéfices	186 851	169 448	605 611
Total des produits	5 683 977	6 099 583	3 962 699
Total des charges	5 047 642	5 233 106	2 774 892
RESULTAT NET	636 335	866 477	1 187 807

Comptes sociaux au 31/03/2014

Soldes intermédiaires de gestion

En €	2013/14 12 mois	% du CA	2012/13 15 mois	% du CA	2011 12 mois	% du CA
Ventes de marchandises	-	-	250	0,0%	4 371	0,1%
Production vendue	4 949 832	100,0%	5 083 809	97,9%	3 841 711	99,9%
Chiffre d'affaires	4 949 832	100,0%	5 084 059	100,0%	3 846 082	100,0%
Production stockée ou déstockage	-	-	-	-	-	-
Production immobilisée	-	-	111 660	2,2%	38 017	1,0%
Production de l'exercice	4 949 832	100,0%	5 195 719	100,0%	3 846 082	100,0%
Chiffre d'activité	4 949 832	100,0%	5 195 719	102,2%	3 846 082	100,0%
Achat de marchandises	-	-	-	-	9 548	0,2%
Variation de stocks de marchandises	-	-	-	-	-	-
Achat de matières premières et approvisionnements	-	-	-	-	-	-
Variation stocks matières premières et approvisionnements	-	-	-	-	-	-
Achats consommés	-	-	-	-	-	-
Marge brute	4 949 832	100,0%	5 195 719	102,2%	3 874 550	99,8%
Autres achats	24 770	0,5%	38 327	0,8%	34 473	0,9%
Services extérieurs	-	-	-	-	-	-
Autres services extérieurs	-	-	-	-	-	-
Autres achats et charges externes	2 094 333	42,3%	1 687 836	33,2%	1 186 709	30,9%
Valeur ajoutée produite	2 830 729	57,2%	3 469 556	68,2%	2 653 367	69,0%
Impôts et taxes	65 105	1,3%	102 230	2,0%	82 006	2,1%
Salaires et traitements	309 211	6,3%	378 435	7,4%	455 198	11,8%
Charges sociales	130 880	2,6%	160 022	3,1%	193 197	5,0%
Excédent brut d'exploitation	2 325 533	47,0%	2 828 869	55,6%	1 922 966	50,0%
Reprises sur amortissements & transferts de charges	175 553	3,6%	14 319	0,3%	8 961	0,2%
Autres produits d'exploitation	15 345	0,3%	18 865	0,4%	18 464	0,5%
Dotations aux amort.sur immobilisations	1 002 751	20,3%	860 986	16,9%	182 557	4,8%
Autres charges d'exploitation	1 002	0,0%	1 231	0,0%	656	0,0%
Résultat d'exploitation	1 512 680	30,6%	1 999 836	39,3%	1 767 178	45,9%
Produits financiers	377 638	7,6%	607 047	11,9%	36 176	0,9%
Charges financières	236 394	4,8%	40 802	0,8%	1 973	0,1%
Résultat courant	1 653 923	33,4%	2 566 081	50,5%	1 801 381	46,8%
Produits exceptionnels	165 608	3,4%	263 633	5,2%	15 000	0,4%
Charges exceptionnelles	996 345	20,1%	1 793 790	35,3%	22 963	0,6%
Participation des salariés	-	-	-	-	-	-
Impôt sur les bénéfices	186 851	3,8%	169 448	3,3%	605 611	15,7%
RESULTAT NET	636 335	12,9%	866 477	17,0%	1 187 807	30,9%

Comptes sociaux au 31/03/2014

Annexe au bilan et au compte de résultat

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois contrairement à l'exercice précédent qui a eu exceptionnellement une durée de 15 mois du fait du changement de date d'arrêté comptable.

Changement de nom de la société

La société L'INVENTORISTE SA s'appelle depuis l'Assemblée Générale Mixte du 27 septembre 2013 IVALIS SA. Ce changement de nom a été fait pour harmoniser le nom de la société mère du groupe IVALIS avec celui de ses filiales et rendre la communication relative au groupe IVALIS plus efficace.

La société IVALIS SA est la société mère du groupe IVALIS. L'activité d'IVALIS SA consiste essentiellement à gérer le groupe IVALIS et à développer les outils méthodologiques, les outils informatiques et le matériel qui permettent aux filiales opérationnelles de réaliser les inventaires physiques.

Acquisition du groupe SIGMA

L'évènement majeur de l'exercice a été l'acquisition par IVALIS SA le 14 juin 2013 de la société allemande SIGMA INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH, le numéro deux de la prestation d'inventaires en Allemagne, et de ses filiales suisse et autrichienne. Le groupe SIGMA avait réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 17 M€ et un excédent brut d'exploitation de 1,7 M€.

L'acquisition de SIGMA a été financée par emprunt bancaire auprès d'OSEO et d'un pool de banques conduit par la Société Générale.

L'acquisition de SIGMA a donné au groupe IVALIS des positions fortes en Allemagne, en Suisse et en Autriche, très complémentaires des positions qu'avait IVALIS en Europe de l'ouest et du sud. L'intégration de SIGMA se passe bien. Le chiffre d'affaires des trois entités SIGMA a progressé de plus de 10% au cours de l'exercice. Les effets de synergie entre IVALIS et SIGMA ne commenceront réellement à se traduire que dans le compte de résultat 2014-15 du groupe.

Création d'une filiale au Brésil

L'autre évènement majeur de l'exercice pour IVALIS SA a été l'ouverture en mai 2013 de sa filiale au Brésil, IVALIS poursuivant sa stratégie d'internationalisation afin de tirer profit des marchés à fort potentiel.

Réorganisation juridique

Afin de rationaliser sa structure juridique et de réduire les coûts de gestion, le groupe IVALIS a réalisé en mars 2014 les opérations juridiques suivantes :

- Absorption par IVALIS SA de KAMINO SAS, société holding dont la seule activité consistait à détenir 94,88% des actions d'IVALIS SA,
- Absorption par IVALIS DEUTSCHLAND de sa société sœur allemande SIGMA INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH. Le groupe ne possède désormais plus qu'une seule filiale en Allemagne rebaptisée SIGMA-IVALIS INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH (SIGMA-IVALIS DEUTSCHLAND),
- Transfert des titres de SIGMA SWITZERLAND et de SIGMA AUSTRIA de SIGMA-IVALIS DEUTSCHLAND à IVALIS SA.

Suite à l'absorption de KAMINO par IVALIS SA, les BSA1 et BSA3 émis par KAMINO ont été transférés à IVALIS SA. En cas d'exercice de ces BSA, IVALIS SA devrait émettre 39 872 actions pour un montant maximum d'augmentation de capital de 7 974 €.

Lors de l'AGM du 28 mars 2014 d'IVALIS SA, l'assemblée générale a délégué au conseil d'administration sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission de 200 000 bons de souscription d'actions nouvelles (BSA) de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des bénéficiaires au profit des membres du personnel salarié de la société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés. Le prix de souscription des BSA sera fixé par le conseil d'administration sans pouvoir être inférieur à 1,21 €. Le prix d'exercice, quand à lui, ne pourra pas être inférieur à 36 €. Le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en cas d'exercice de ces BSA ne pourra excéder le montant nominal maximum de 40 000 €, soit une émission d'un nombre maximum de 200 000 actions nouvelles. Aucun BSA n'a été émis sur l'exercice.

Subvention à caractère commercial accordée à IVALIS SRL (Italie)

IVALIS SA a accordé une subvention à caractère commercial de 569 758 € à sa filiale IVALIS SRL (Italie).

Provision pour dépréciation de titres de participation et de compte courant d'IVALIS Polska

Compte tenu de la situation nette déficitaire de la filiale IVALIS Polska, IVALIS SA a déprécié 100% des titres et 50% du compte courant d'IVALIS Polska, en constatant une provision pour dépréciation de titres de 12 716 € et une provision pour dépréciation de compte courant de 269 616 €.

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/03/2014 ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi N° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Pour l'application de ces règlements, l'entreprise a choisi la méthode prospective.

Les principales méthodes ont été les suivantes :

- Les comptes annuels sont également établis dans le respect des dispositions du règlement CRC 2003-07 (du 12/12/2003).

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- Leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- Des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles et sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif, en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- | | |
|---------------------------|------------|
| • Installations générales | 5 à 10 ans |
| • Matériel informatique | 1 à 5 ans |
| • Mobilier de bureau | 3 à 8 ans |

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité estimée à partir d'éléments de rentabilité et de flux prévisionnels de trésorerie.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont fiscalement incorporés au prix de revient des titres et amortis sur une durée de 5 ans au titre des amortissements dérogatoires.

La valorisation des titres SIGMA-IVALIS INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH tient compte d'un complément de prix de 1 M€ qui sera payé par tranche de 500 K€ respectivement 12 et 24 mois après la date d'acquisition du groupe SIGMA, sous réserve du respect des conditions de versement de ce complément de prix telles que définies dans l'acte d'acquisition du groupe SIGMA.

Les frais d'émission d'emprunt spécifiques à l'acquisition des titres de participation sont activés et répartis sur la durée de l'emprunt selon les modalités suivantes :

- | | |
|---|--------------|
| • Montant des frais d'émission d'emprunt : | 164 098 € |
| • Durée d'étalement des frais d'émission d'emprunts : | 7 ans |
| • Solde à étaler au 31/03/2014 : | 146 516,07 € |

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti" (FIFO).
Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour où la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente) est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

La société n'a pas de stocks au 31/03/2014.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée au 31/03/2014.

Informations complémentaires

Evènements post-clôture

La société IVALIS SA a versé le 30 juin 2014 la première tranche de 500 K€ du complément de prix d'acquisition des titres SIGMA-IVALIS INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH d'un montant global de 1 M€.

Changement de méthodes comptables

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Intégration fiscale

La société est entrée dans le périmètre d'intégration fiscale le 1/01/2008. La charge d'impôt est comptabilisée dans les filiales comme en l'absence d'intégration. La société mère enregistre le solde par rapport au résultat d'ensemble.

Impôt société

IS comptabilisé dans le cadre de l'intégration :	363 561 €
IS hors intégration fiscale :	186 850 €

Immobilisations incorporelles et frais de recherche et développement

Les projets 2 crm Cloud et 3 erp relatifs au développement d'un système interne à l'entreprise ont été activés le 01/04/2013, le projet Notilus n°6 a été activé le 01/10/2013. Trois autres projets sont en cours de développement, le montant activé à ce stade s'élève à 273 738.46 €. Il s'agit :

- Projet N°4 préparation inventaires
- Projet N°5 planning hebdomadaire
- Projet N°7 ms crm

La société appliquant le règlement CRC 2004-06, les montants activés à ce stade s'élèvent à 273 738.46 €.

Durée et mode d'amortissement : les amortissements relatifs aux immobilisations incorporelles pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée de 5 ans.

Variation des capitaux propres

Les capitaux propres de la société passent de 7 884 668,90 € à 8 791 484,88 €.

Cette variation résulte des opérations suivantes :

• Capitaux propres au 31/03/2013 :	7 884 668,90 €
• Bénéfice de l'exercice :	636 335,15 €
• Provisions réglementées	62 199,88 €
• Réduction de capital	-424,40 €
• Prime de fusion	20 933,82 €
• Capitaux propres au 31/03/2014 :	8 603 713,35 €

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué de "fees" basés sur le chiffre d'affaires des filiales.

Le fait générateur est :

- La déclaration de chiffre d'affaires de chaque filiale,
- La mise à disposition des outils de production hardware et software aux filiales.

CONSULT-IN

Les titres de participation de la société CONSULT-IN ont été acquis en 2009 au prix de 1 790 K€ y compris les frais. Le prix d'acquisition reposait sur un portefeuille client complémentaire d'IVALIS Belgium, alors unique filiale d'INVENTORISTE SA en Belgique. Des compléments de prix seront éventuellement versés en fonction de la réalisation de critères prévus à l'acte d'acquisition.

Litige en cours : un litige est en cours avec le cédant, les demandes formulées par ce dernier sont de l'ordre de 500 K€. Un premier jugement a été rendu le 9 décembre 2013 par le Tribunal de commerce de Bruxelles qui a été favorable à IVALIS SA. Le cédant a interjeté appel le 08 avril 2014 auprès de la Cour d'appel de Bruxelles qui doit rendre son jugement courant 2015.

La provision pour risque CONSULT-IN au 31 mars 2014 s'élève à 15 752 €.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat.

Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels de 165 608 € correspondent à des cessions d'éléments d'actifs.

Les charges exceptionnelles se décomposent de la manière suivante :

- 88 114 € VNC des éléments d'actifs cédés
- 569 758 € Subventions commerciales
- 6 000 € Amortissement dérogatoire sur acquisitions de Consulting
- 56 200 € Amortissement dérogatoire sur acquisitions de Sigma
- 6 657 € Amortissement exceptionnel sur immobilisations mise en rebus
- 269 616 € Provisions

Immobilisations

En €	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissement, de R&D	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles	830 621	-	377 510
Immobilisations incorporelles	830 621	-	377 510
Terrains	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-
Installations générales, agencements des constructions	-	-	-
Installations techniques, matériel. et outillage industriels	-	-	-
Installations générales, agencements divers	79 135	-	-
Matériel de transport	10 739	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 440 327	-	586 509
Emballages récupérables et divers	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-
Immobilisations corporelles	2 530 202	-	586 509
Participations évaluées par mise en équivalence	-	-	-
Autres participations	3 484 426	-	12 391 056
Autres titres immobilisés	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	6 573	-	150 118
Immobilisations financières	3 490 998	-	12 541 174
Total immobilisations	6 851 821	-	13 505 193

En €	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Frais d'établissement, de R&D	-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles	256 435	-	951 696	-
Immobilisations incorporelles	256 435	-	951 696	-
Terrains	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Installations générales, agencements des constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Installations générales, agencements divers	-	-	79 135	-
Matériel de transport	-	-	10 739	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-	153 385	2 873 451	-
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	153 385	2 963 325	-
Participations évaluées par mise en équivalence	-	-	-	-
Autres participations	-	-	15 875 482	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	-	-	156 691	-
Immobilisations financières	-	-	16 032 172	-
Total immobilisations	256 435	153 385	19 947 194	-

Amortissements

En €	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties Reprises	Valeur en fin d'exercice
Frais d'établissement, de R&D	-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles	249 195	94 217	-	343 412
Immobilisations incorporelles	249 195	94 217	-	343 412
Terrains	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Installations générales, agencements de construction	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Installations générales, agencements	38 587	7 657	-	46 243
Matériel de transport	1 581	2 148	-	3 729
Matériel de bureau et informatique, mobilier	751 506	1 019 231	65 271	1 705 466
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	791 674	1 029 035	65 271	1 755 438
Total amortissements	1 040 869	1 123 252	65 271	2 098 850

En €	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvements nets amort. à fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement, de R&D	-	-	-	-	-	-	-
Autres postes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-
Installations générales, agencements	-	-	-	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-	-	-	-
Installations générales, agencements	-	-	-	-	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-	-	-	-	-	-	-
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-
Frais acquisition titres de participation	62 200	-	-	-	-	-	62 200
Total amortissements	62 200	-	-	-	-	-	62 200

En €	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices			
	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties Reprises	Valeur en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler	-	164 098	17 582	146 516
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
Total amortissements	-	164 098	17 582	146 516

Provisions et dépréciations inscrites au bilan

En €	Montant en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Provisions pour reconstitution gisements miniers	-	-	-	-
Provisions pour investissements	-	-	-	-
Provisions pour hausse des prix	-	-	-	-
Amortissements dérogatoires	19 667	62 200	-	81 867
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger	-	-	-	-
Provisions pour prêts d'installation	-	-	-	-
Autres provisions réglementées	-	-	-	-
Total provisions réglementées	19 667	62 200	-	81 867
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour grosses réparations	-	-	-	-
Provisions pour charges sociales et fiscales / congés payés	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	15 752	-	-	15 752
Total provisions pour risques et charges	15 752	-	-	15 752
Provisions pour dépréciation sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation sur immobilisations corporelles	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation sur titres mis en équivalence	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation sur titres de participation	-	12 716	-	12 716
Provisions pour dépréciation sur autres immobilisations financières	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation sur stocks et encours	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation sur comptes clients	-	-	-	-
Autres provisions pour dépréciation	-	269 616	-	269 616
Total provisions pour dépréciation	-	282 332	-	282 332
Total provisions inscrites au bilan	35 419	344 532	-	379 951
<i>Dont dotations et reprises d'exploitation</i>	-	-	-	-
<i>Dont dotations et reprises financières</i>	-	12 716	-	-
<i>Dont dotations et reprises exceptionnelles</i>	-	331 816	-	-

Filiales et participations

(Articles R.123-196 à R.123-198 du Code de commerce)

En €	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos	Valeur nette des titres	Chiffre d'affaires du dernier exercice clos
Renseignements concernant les filiales et participations						
A. Filiales détenues à plus de 50%						
IVALIS INVENTARIOS SL C/Juan Bravo Edificio cnj 28006 MADRID - ESPAGNE	10 000	376 102	99%	87 634	9 900	4 219 901
IVALIS ITALIA SRL Via Maurizio Gonzaga 7 20123 MILANO - ITALIE	10 000	-149 464	100%	-156 420	10 000	3 234 421
IVALIS FRANCE 1, Rond Point Laurent Schwartz 78310 MAUREPAS - FRANCE	1 225 000	147 464	100%	490 546	1 225 000	22 944 928
IVALIS BELGIUM SPRL Av Bourgmaster E. Demunter 3 1090 BRUXELLES - BELGIQUE	187 592	58 586	99,88%	-19 280	1 928 810	4 156 608
IVALIS TECHNOLOGY 1, Rond Point Laurent Schwartz 78310 MAUREPAS - FRANCE	200 000	21 331	100%	11 739	200 000	825 113
IVALIS POLSKA Sp ZOO Ul. Poselska 29 03-931 WARSZAWA - POLOGNE	11 985	-766 165	100%	-677 634	0	840 232
SIGMA DE IVALIS Inventuren Und Bestandskontrollen GmbH Kurt-Eisner-Strasse 15 04275 Leipzig - ALLEMAGNE	50 000	2 526 438	100%	1 465 584	9 788 000	12 611 214
SIGMA Autriche Inventuren Und Bestandskontrollen AT GmbH Industriestrasse B16/C3 2345 Brunn am Gebirge - AUTRICHE	35 000	-310 059	100%	155 022	287 000	1 622 898
SIGMA Suisse Inventuren Und Bestandskontrollen AT AG Arsenalstrasse 40 6010 Luzen Kriens - SUISSE	82 008	552 150	100%	478 857	1 974 000	3 521 635
IVALIS BRASIL Av Brigadeiro Luis Antonios N 01318002 Sao Paulo - BRESIL	15 987	-112 315	100%	-116 379	17 390	89 568
IVALIS NEDERLAND Wateringwrg 133 20131 EG HAARLEM - PAYS BAS	18 000	50 984	100%	18 409	18 000	499 445
B. Participations (de 10 à 50% du capital détenu)						
-	-	-	-	-	-	-
Renseignements globaux sur les autres filiales et participations						
1. Filiales non reprises en A						
-	-	-	-	-	-	-
2. Filiales non reprises en B						
-	-	-	-	-	-	-

Etat des créances à la clôture de l'exercice

En €	Montant brut	< 1 an	> 1 an
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	156 691	-	156 691
Créances de l'actif immobilisé	156 691	-	156 691
Clients douteux ou litigieux	-	-	-
Autres créances clients	1 720 430	1 720 430	-
Créances représentatives de titres prêtés	-	-	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-
Impôt sur les bénéfices	93 011	93 011	-
Taxe sur la valeur ajoutée	177 194	177 194	-
Autres impôts, taxes et valeurs assimilés	-	-	-
Groupe et associés	1 848 148	1 848 148	-
Débiteurs divers	17 270	17 270	-
Charges constatées d'avance	99 820	99 820	-
Total créances	4 112 564	3 955 873	156 691

Charges constatés d'avance et produits à recevoir

En €	31/12/2014	31/03/2013	31/12/2011
Charges d'exploitation	99 820	39 645	19 093
Charges financières	-	-	-
Charges exceptionnelles	-	-	-
Total charges constatées d'avance	99 820	39 645	19 093
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	-	-	-
Autres créances	-	183	183
Total produits constatés d'avance	-	183	183

Composition du capital social

Différentes catégories de titres	Valeur nominale		Nombre de titres			
	Début exercice	Fin exercice	Début exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	Fin exercice
Actions	0,20 €	0,20 €	1 312 500	-	2 122	1 310 378

Etat des dettes à la clôture de l'exercice

En €	Montant brut	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes c/o établissements de crédit	9 443 792	1 573 865	5 007 323	2 862 604
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 095 747	1 095 747	-	-
Personnel et comptes rattachés	55 940	55 940	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	73 777	73 777	-	-
Etat : impôt sur les bénéfices	-	-	-	-
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	168 513	168 513	-	-
Etat : obligations cautionnées	-	-	-	-
Etat : autres impôts et taxes	14 770	14 770	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 000 000	1 000 000	-	-
Groupe et associés	2 275 055	2 275 055	-	-
Autres dettes	5 093	5 093	-	-
Dette représentative de titres empruntés	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
Total dettes	14 132 687	6 262 760	5 007 323	2 862 604

- Emprunts souscrits en cours d'exercice : 8 888 000 €
- Emprunts remboursés en cours d'exercice : 1 105 462 €

Charges à payer

En €	31/03/2014	31/03/2013	31/12/2011
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	26 769	5 885	4 485
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	456 626	73 515	258 311
Dettes fiscales et sociales	73 741	70 636	102 327
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	-	-	-
Total charges à payer	557 136	150 036	365 123

Droit individuel à la formation (DIF)

Au 31/03/2014, le nombre d'heures de formation ouvertes par le DIF s'élevait, pour l'ensemble du personnel présent, à 172 heures.

Indemnités de départ à la retraite

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 15 429 €. Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

- Taux d'actualisation : 2,50%
- Table de mortalité : TV 88/90
- Départ volontaire à : 65 ans
- Taux de turnover : 1%

Cet engagement de l'entreprise à l'égard de ses salariés constitue une dette latente (indemnité de fin de carrière, indemnité de licenciement, retraite, engagement de prévoyance) qui n'existe pas au jour où elle est appréciée mais qui existera probablement dans le futur. Le montant de 15 429 € mesure l'engagement actualisé de l'entreprise rapporté à l'ancienneté acquise à la date de l'évaluation.

Engagements hors bilan

Afin de garantir le prêt de 5 738 K€ contracté auprès du pool bancaire SG, BNP, Banque Platine IVALIS SA a consenti les garanties suivantes :

- Nantissement des titres d'IVALIS France à hauteur de 1 225 K€
- Nantissement des titres Sigma à hauteur de 9 000 K€
- Nantissement des titres IVALIS Deutschland à hauteur de 50 K€.

Le prêt de 5 738 K€ contracté auprès du pool bancaire SG, BNP et Banque Palatine est assorti de 3 covenants qui ont été respectés au cours de cet exercice.

En €	31/03/2014	31/03/2013	31/12/2011
Effets escomptés non échus	-	-	-
Avals, cautions et garanties	-	-	-
Engagements de crédit-bail mobilier	-	-	15 023
Engagements de crédit-bail immobilier	-	-	-
Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés	15 429	11 011	15 329
Autres engagements donnés	-	-	-
Engagements donnés	15 429	11 011	30 352

Montant des honoraires versés aux commissaires aux comptes

En €	31/03/2014	31/03/2013	31/12/2011
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :			
. Missions audit des comptes annuels	44 120	52 212	30 308
. Missions CAC rapport convenue / AGE	12 250	-	-
. Missions CAC absorption / fusion	3 000	-	-
. Missions CAC travaux de restructuration capital	4 000	-	-
Total	63 370	52 212	30 308

Rémunération des organes d'administration, de direction, de surveillance

Les rémunérations accordées aux organes de direction ne sont pas précisées car cela reviendrait à mentionner une rémunération individuelle.

Effectifs

	31/03/2014	31/03/2013	31/12/2011
Ingénieurs et cadres	3	3	5
Agents de maîtrise	-	-	-
Employés et techniciens	-	-	3
Ouvriers	-	-	-
Personnel mis à la disposition de l'entreprise	-	-	-
Total	3	3	8

Ventilation du chiffre d'affaires

	CA France	CA export	Total
Prestations de services	2 936 744	2 013 088	4 949 832

Ventilation de l'impôt

En €	Résultat avant impôt	Base taxable	IS	Résultat après impôt
Résultat d'exploitation	1 512 680	1 539 879	513 293	999 387
Résultat financier	141 244	-161 307	-53 769	195 013
Résultat exceptionnel	-830 737	-818 021	-272 674	-558 064
Participation des salariés	-	-	-	-

Comparabilité des résultats

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois contrairement à l'exercice précédent qui a eu exceptionnellement une durée de 15 mois du fait du changement de date d'arrêté comptable.

La société IVALIS SA a réalisé sur les 12 mois de l'exercice un chiffre d'affaires de 4 950 K€, a dégagé un excédent brut d'exploitation de 2 326 K€, un résultat d'exploitation de 1 513 K€ et un résultat net de 636 K€.

Le tableau ci-dessous permet de comparer, pour les principaux agrégats, les données sur 12 mois avec l'exercice antérieur.

Comptes sociaux IVALIS SA En K€	01/04/2013 31/03/2014 12 mois (1)	01/01/2012 31/03/2013 15 mois	01/04/2012 31/03/2013 12 mois (1)	01/01/2012 31/12/2012 12 mois (1)	01/01/2011 31/12/2011 12 mois
Chiffre d'affaires	4 950	5 084	4 462	3 996	3 846
Excédent brut d'exploitation	2 326	2 829	2 387	2 232	1 923
Résultat d'exploitation	1 513	1 999	1 740	1 628	1 767
Résultat net	636	866	671	895	1 188

(1) Chiffres non audités

Résultats et autres éléments caractéristiques

d'IVALIS SA au cours des 5 derniers exercices

	2013/14 12 mois	2012/13 15 mois	2011 12 mois	2010 12 mois	2009 12 mois
Capital en fin d'exercice					
Capital social (en €)	262 076	262 500	262 500	262 500	262 500
Nombre d'actions ordinaires existantes	1 310 378	1 312 500	1 312 500	1 312 500	1 312 500
Nombre d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote existantes	0	0	0	0	0
Nombre maximum d'actions futures à créer	0	0	0	0	0
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes (en €)	4 949 832	5 084 059	3 846 081	2 807 636	2 721 132
Résultat avant impôt, participation des salariés, dotation et reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (en €)	2 177 126	1 904 411	1 975 975	1 098 995	1 511 245
Impôt sur les bénéfices (en €)	186 851	169 448	605 611	338 958	144 742
Participation des salariés au titre de l'exercice (en €)	0	0	0	0	0
Résultat net (en €)	636 335	866 477	1 187 807	675 356	1 279 045
Dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions (en €)	1 353 940	868 486	0	0	0
Résultat distribué (en €)	0	0	1 400 000	1 650 000	0
Résultats par action					
Résultat avant impôt, participation des salariés, dotations et reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (en €)	1,66	1,45	1,51	0,84	1,15
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant dotations et reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (en €)	1,52	1,32	0,90	0,51	0,97
Résultat après impôt, participation des salariés, dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (en €)	0,49	0,66	0,90	0,51	0,97
Dividende net attribué à chaque action (en €)	0	0	1,07	1,26	0
Personnel					
Effectif moyen des salariés durant l'exercice	3	3	8	7	7
Montant de la masse salariale de l'exercice (en €)	309 211	378 435	455 198	392 953	390 095
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres ...) (en €)	130 880	160 022	193 197	166 290	163 139

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/03/2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2014, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société IVALIS (anciennement INVENTORISTE) tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification de nos appréciations,
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenus et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2014 s'établit à 15 863 K€, sont évalués à leur coût d'achat et dépréciés sur la base de leur valeur d'inventaire selon les règles décrites dans la note de l'annexe relative aux « Participations ».

Dans le cadre des appréciations auxquelles nous avons procédé, nos travaux ont consisté à examiner les modalités de mise en œuvre de ces règles ainsi que les hypothèses utilisées sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris et La Défense, le 4 septembre 2014,

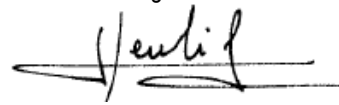
Les commissaires aux comptes,

Pierre PREJEAN



PREJEAN AUDIT & CONSEIL

Gonzague SENLIS



MAZARS

21. Informations complémentaires

21.1. Dénomination sociale

IVALIS depuis l'assemblée générale mixte du 27/09/2013 (anciennement INVENTORISTE).
Toutes les entités du groupe sont désormais harmonisées sous la dénomination unique d'IVALIS.

21.2. Siège social

1, Rond Point Laurent Schwartz – 78310 Maurepas

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Lors d'un transfert décidé par le conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

21.3. Forme juridique

Société anonyme à conseil d'administration, régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les statuts.

21.4. Nationalité

Française

21.5. Date de création

16 avril 1991

21.6. Durée

La durée de la société est de 99 ans à compter du 16 avril 1991, date de son immatriculation au RCS, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

21.7. Exercice social

Un changement de la date d'arrêté comptable a été soumis à l'approbation de l'AG du 15 juin 2012 : la date de clôture de l'exercice social est désormais fixée au 31 mars. L'exercice 2012/2013 a ainsi une durée exceptionnelle de 15 mois et s'est terminé le 31 mars 2013. L'exercice 2013/14 a une durée normale de 12 mois, du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014.

21.8. Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet :

- L'établissement d'inventaires chiffrés de marchandises, d'articles, objets ou autres actifs, pour le compte de toutes personnes physiques ou morales, de droit privé ou de droit public,
- La vente de logiciels, de bases de données, de statistiques, de formations, de documents et de conseils se rattachant directement ou indirectement à l'activité principale,
- La réalisation de missions de merchandising, d'études de comportements clients et de conseil en recrutement pour le compte de toutes personnes physiques ou morales,
- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social,
- Et plus généralement toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

21.9. Registre du Commerce et des Sociétés

RCS Versailles 381 503 531

21.10. Code NAF

7022 Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion

21.11. Consultation des documents sociaux

L'ensemble des documents sociaux devant être mis à la disposition des actionnaires peut être consulté au siège d'IVALIS situé 1, Rond Point Laurent Schwartz - 78310 Maurepas et notamment :

- L'acte constitutif et les statuts,
- Les rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la société, dont une partie est incluse dans le présent document,
- Les informations financières historiques pour chacun des 2 exercices précédant la publication du présent document.

21.12. Assemblées générales (articles 24 à 31 des statuts)

Différentes formes d'assemblées générales

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre. Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires. Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Convocation et lieu de réunion des assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration ou, à défaut, soit par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le cinquième au moins du capital, ou en cas d'urgence, par un mandataire désigné par décision de justice, à la demande du comité d'entreprise ou de tout intéressé. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. La convocation est effectuée conformément aux dispositions légales en vigueur. Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et/ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. Chaque avis et/ou les lettres de convocation doivent contenir les mentions prescrites par les dispositions légales et réglementaires. Deux membres du comité d'entreprise peuvent assister aux assemblées générales.

Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation. Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la fraction du capital social exigée par les dispositions légales et réglementaires ou le comité d'entreprise, en agissant dans les conditions et délais fixés par les dispositions légales et réglementaires, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions. L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Accès aux assemblées – Pouvoirs

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et également de la propriété de ses titres sous la forme et dans le délai mentionnés dans la convocation, sans toutefois que ce délai puisse excéder cinq jours avant la réunion de l'assemblée. Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat. Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires. Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires. Les actionnaires peuvent assister à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Feuille de présence – Bureau – Procès-verbaux

Une feuille de présence, dûment émarginée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, et la mention de ceux des actionnaires qui assistent à l'assemblée générale par visioconférence ou moyens de télécommunication permettant une identification validés par décret, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée. Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. Si l'assemblée est convoquée par le ou les commissaires aux comptes, l'assemblée est présidée par l'un d'eux. Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son président. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptant, disposant tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix. Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire. Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal. Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Quorum – Vote – Nombre de voix

Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions légales et réglementaires. En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions et délais fixés par décret. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix. Aux cas où des actions sont remises en gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres. La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, ou acquises ou prises en gage. Il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum. Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent. L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué. L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance, dans le délai prescrit sous réserve des limitations et précisions mentionnées à l'article 29. Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire. En outre, dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui ni comme mandataire. S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée. Les assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que l'assemblée générale extraordinaire sous réserve des dispositions particulières applicables aux assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

21.13. Dividendes (articles 35 et 36 des statuts)

Fixation, affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fond de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau. Le bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital. La perte, s'il en existe, est, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportée à nouveau, pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Modalités de paiement des dividendes – Acomptes

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire. La demande de paiement des dividendes en actions doit intervenir dans le délai fixé par l'assemblée sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la date de celle-ci. Ce délai peut être suspendu pour une durée ne pouvant excéder trois mois par décision du conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital. Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale ou à défaut par le conseil d'administration. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice. Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini. Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

21.14. Forme des actions (article 11 des statuts)

Les actions sont nominatives. La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi. Elles sont inscrites en compte "nominatif pur" ou "nominatif administré". A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

21.15. Cession et transmission des actions (article 12 des statuts)

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. En cas de dissolution, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation. La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements". La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement. L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée. La transmission à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales. Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires. Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert. Les cessions d'actions sont effectuées librement.

21.16. Droits et obligations attachés aux actions (article 13 des statuts)

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et, dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente. En outre, elle donne droit au vote et à représentation dans les assemblées générales, dans les conditions légales et statutaires. Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Au-delà, tout appel de fonds est interdit. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale. Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente nécessaires. A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

21.17. Titres au porteur identifiable

Non applicable, dans la mesure où les toutes actions sont nominatives.

22. Contrats importants

IVALIS n'a pas conclu au cours des 3 derniers exercices de contrats significatifs autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires.

23. Informations provenant de tiers

Néant.

24. Documents accessibles au public

24.1. Documents accessibles au public

Les statuts de la société IVALIS, les rapports des commissaires aux comptes, les éventuelles évaluations et déclarations établies par des experts à la demande de la société, les informations financières historiques et, plus généralement, les documents devant être mis à la disposition des actionnaires peuvent, conformément à la législation applicable, être consultés au siège social du groupe IVALIS et, pour certains, par voie électronique sur le site internet de la société www.ivalisgroup.com.

Les déclarations mensuelles relatives aux opérations effectuées dans le cadre du contrat de liquidité sont régulièrement adressées à l'AMF.

Enfin, les différents communiqués diffusés par la société sont également disponibles sur le site www.ivalisgroup.com.

24.2. Communiqués publiés depuis le 1/04/2013

• 12 avril 2013	Calendrier prévisionnel de communication 2013
• 20 mai 2013	Chiffre d'affaires de l'exercice 2012/13
• 14 juin 2013	Acquisition du groupe allemand SIGMA – Poursuite de l'internationalisation du groupe IVALIS
• 22 juillet 2013	Bilan semestriel du contrat de liquidité au 30/06/2013
• 25 juillet 2013	Résultats de l'exercice 2012/13
• 31 juillet 2013	Rapport Financier Annuel 2012/13
• 30 septembre 2013	Rapport Annuel 2012/13
• 15 octobre 2013	Compte rendu de l'AGM du 27/09/2013
• 15 octobre 2013	INVENTORISTE change de nom et devient IVALIS
• 4 décembre 2013	Activité et résultats du 1 ^{er} semestre 2013/14
• 20 janvier 2014	Bilan annuel du contrat de liquidité au 31/12/2013
• 31 janvier 2014	Rapport Financier semestriel S1 2013/14
• 25 février 2014	Projet de fusion – absorption de KAMINO par IVALIS – Comptes intermédiaires d'IVALIS au 31/12/2013
• 31 mars 2014	Réalisation de la fusion entre KAMINO et IVALIS
• 15 mai 2014	Un chiffre d'affaires 2013/14 en forte croissance

• 16 mai 2014	Compte rendu de l'AGE du 28/03/2014
• 10 juin 2014	IVALIS éligible au PEA-PME
• 8 juillet 2014	Bilan semestriel du contrat de liquidité au 30/06/2014
• 29 juillet 2014	Résultats de l'exercice 2013/14
• 29 juillet 2014	Rapport Financier Annuel 2013/14

Tous ces communiqués sont consultables en lignes sur le site de la société **www.ivalis.fr** dans la rubrique "infos financières", ainsi que les rapports annuels et semestriels des années précédentes, et toutes les informations relatives aux assemblées générales, également en ligne sur le site internet du groupe.

24.3. Calendrier prévisionnel de communication

- | | |
|--|-------------------|
| • Assemblée générale | 19 septembre 2014 |
| • Chiffre d'affaires du 1 ^{er} semestre 2014/2015 | Semaine 46 |
| • Résultats du 1 ^{er} semestre 2014/15 | Fin janvier 2015 |

25. Informations sur les participations

En €	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos	Valeur nette des titres	Chiffre d'affaires du dernier exercice clos
Renseignements concernant les filiales et participations						
A. Filiales détenues à plus de 50%						
IVALIS INVENTARIOS SL C/Juan Bravo Edificio cnj 28006 MADRID - ESPAGNE	10 000	376 102	99%	87 634	9 900	4 219 901
IVALIS ITALIA SRL Via Maurizo Gonzaga 7 20123 MILANO - ITALIE	10 000	-149 464	100%	-156 420	10 000	3 234 421
IVALIS FRANCE 1, Rond Point Laurent Schwartz 78310 MAUREPAS - FRANCE	1 225 000	147 464	100%	490 546	1 225 000	22 944 928
IVALIS BELGIUM SPRL Av Bourgmestre E. Demunter 3 1090 BRUXELLES - BELGIQUE	187 592	58 586	99,88%	-19 280	1 928 810	4 156 608
IVALIS TECHNOLOGY 1, Rond Point Laurent Schwartz 78310 MAUREPAS - FRANCE	200 000	21 331	100%	11 739	200 000	825 113
IVALIS POLSKA Sp ZOO Ul. Poselska 29 03-931 WARSZAWA - POLOGNE	11 985	-766 165	100%	-677 634	0	840 232
SIGMA DE IVALIS Inventuren Und Bestandskontrollen GmbH Kurt-Eisner-Strasse 15 04275 Leipzig - ALLEMAGNE	50 000	2526438	100%	1 465 584	9 788 000	12 611 214
SIGMA Autriche Inventuren Und Bestandskontrollen AT GmbH Industriestrasse B16/C3 2345 Brunn am Gebirge - AUTRICHE	35 000	-310059	100%	155 022	287 000	1 622 898
SIGMA Suisse Inventuren Und Bestandskontrollen AT AG Arsenalstrasse 40 6010 Luzen Kriens - SUISSE	82 008	552150	100%	478 857	1 974 000	3 521 635
IVALIS BRASIL Av Brigadeiro Luis Antonios N 01318002 Sao Paulo - BRESIL	15 987	-112315	100%	-116 379	17 390	89 568
IVALIS NEDERLAND Wateringwrg 133 20131 EG HAARLEM - PAYS BAS	18 000	50 984	100%	18 409	18 000	499 445
B. Participations (de 10 à 50% du capital détenu)						
-	-	-	-	-	-	-
Renseignements globaux sur les autres filiales et participations						
1. Filiales non reprises en A						
-	-	-	-	-	-	-
2. Filiales non reprises en B						
-	-	-	-	-	-	-

26. Assemblée Générale Mixte du 19/09/2014

26.1. Rapport de gestion du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice clos le 31/03/2014

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte afin :

- De vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 mars 2014 et
- De soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes.

1. Activité de la société IVALIS SA et du Groupe IVALIS

1.1. Changement de nom et d'adresse de la société

La société L'INVENTORISTE SA s'appelle, depuis l'Assemblée Générale Mixte du 27 septembre 2013, IVALIS SA. Ce changement de nom a été fait pour harmoniser le nom de la société mère du groupe IVALIS avec celui de ses filiales, et rendre la communication relative au groupe IVALIS plus efficace.

Pour faire suite à une décision municipale de procéder au changement de dénomination des voies, cette assemblée a également modifié l'adresse du siège social de la société du 1 rond-point Pariwest, 78310 MAUREPAS, en 1 rond-point Laurent Schwartz, 78310 MAUREPAS.

1.2. Situation et évolution de l'activité de la société IVALIS SA et du Groupe IVALIS au cours de l'exercice

Nous vous rappelons que la société IVALIS SA est la société mère du groupe IVALIS. L'activité d'IVALIS SA consiste essentiellement à gérer le groupe IVALIS et à développer les outils méthodologiques, les outils informatiques et le matériel qui permettent aux filiales opérationnelles de réaliser les inventaires physiques.

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois, contrairement à l'exercice précédent qui a eu exceptionnellement une durée de 15 mois du fait du changement de date d'arrêté comptable du 31 décembre au 31 mars.

En M€

	2013/14 non audité			2012/13 (**) non audité		
	S1 (1 ^{er} avril au 30 septembre)	S2 (1 ^{er} octobre au 31 mars)	Total	S1 (1 ^{er} avril au 30 septembre)	S2 (1 ^{er} octobre au 31 mars)	Total
Sous ensemble IVALIS	12,8	23,9	36,7	10,6	22,6	33,2
Sous ensemble SIGMA (*)	3,8	12,2	16,0	-	-	-
TOTAL CA CONSOLIDE	16,6	36,1	52,7	10,6	22,6	33,2

(*) Le groupe allemand SIGMA a été acquis le 14 juin 2013 et n'est consolidé qu'à compter du 1^{er} juillet 2013, soit sur 9 mois. Sur 12 mois, le chiffre d'affaires du sous-ensemble SIGMA a été de 19,8 M€.

(**) Les chiffres présentés pour 2012-13 correspondent aux 4 derniers trimestres d'un exercice comptable qui a duré exceptionnellement 5 trimestres du fait du changement de date d'arrêté comptable au 31 mars. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2012-13, sur 5 trimestres, s'était établi à 39,4 M€.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe IVALIS pour l'exercice 2013-14, clos le 31 mars 2014, s'élève à 52,7 M€, en hausse de 59% par rapport à l'exercice précédent (**). Il inclut 9 mois d'activité de la filiale SIGMA, acquise le 14 juin 2013, et fait ressortir une croissance organique de 11%.

Cette bonne performance en matière commerciale est liée à la signature de nouveaux contrats avec de grandes enseignes de la distribution, le marché de l'externalisation d'inventaires continuant de se développer en Europe.

L'acquisition de SIGMA a donné au groupe IVALIS des positions fortes en Allemagne, en Suisse et en Autriche, très complémentaires des positions qu'avait IVALIS en Europe de l'ouest et du sud. L'intégration de SIGMA se passe bien. Le chiffre d'affaires des trois entités SIGMA a progressé de plus de 10% au cours de l'exercice. Les effets de synergie entre IVALIS et SIGMA ne commenceront réellement à se traduire que dans le compte de résultat 2014-15 du groupe.

L'acquisition de SIGMA a modifié les équilibres du groupe IVALIS en terme de répartition géographique du chiffre d'affaires, plus du tiers de celui-ci étant désormais réalisé dans les pays germanophones et d'Europe centrale, et lui a permis de consolider sa position de leader en Europe Continentale.

Avec l'ouverture en mai 2013 de sa filiale au Brésil, IVALIS poursuit sa stratégie d'internationalisation afin de tirer profit des marchés à fort potentiel.

1.3. Réorganisation juridique

Afin de rationaliser sa structure juridique et de réduire les coûts de gestion, le groupe IVALIS a réalisé en mars 2014 les opérations juridiques suivantes :

- Absorption par IVALIS SA de KAMINO SAS, société holding dont la seule activité consistait à détenir 94,88% des actions d'IVALIS SA,
- Absorption par IVALIS DEUTSCHLAND de sa société sœur allemande SIGMA INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH. Le groupe ne possède désormais plus qu'une seule filiale en Allemagne rebaptisée SIGMA-IVALIS INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH (SIGMA-IVALIS DEUTSCHLAND),
- Transfert des titres de SIGMA SWITZERLAND et de SIGMA AUSTRIA de SIGMA-IVALIS DEUTSCHLAND à IVALIS SA.

1.4. Evènements postérieurs à la clôture comptable

Depuis le 31 mars 2014, date de la clôture de l'exercice, il est à noter que la société IVALIS SA a versé le 30 juin 2014 la première tranche de 500 K€ du complément de prix d'acquisition des titres SIGMA-IVALIS INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH. La deuxième et dernière tranche de 500 K€ sera versée le 30 juin 2015 si les conditions sont remplies.

1.5. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

La société entend poursuivre au cours de l'exercice 2014-15 son développement, en France et à l'international.

2. Comptes du groupe et de la société

Les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31/03/2014 ont été établis sans changement de méthodes comptables et conformément aux règles légales de présentation et d'évaluation.

L'exercice a été d'une durée de 12 mois, contrairement à l'exercice précédent qui a eu une durée exceptionnelle de 15 mois du fait de la modification de la date d'arrêté comptable du 31 décembre au 31 mars.

L'évènement majeur de l'exercice a été l'acquisition le 14 juin 2013 de la société allemande SIGMA INVENTUREN UND BESTANDSKONTROLLEN GmbH, le numéro deux de la prestation d'inventaires en Allemagne, et de ses filiales suisse et autrichienne. Le groupe SIGMA avait réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 17 M€ et un excédent brut d'exploitation de 1,7 M€. L'acquisition de SIGMA a été financée par emprunt bancaire auprès d'OSEO et d'un pool de banques conduit par Société Générale. L'emprunt souscrit auprès du pool bancaire est à taux variable et a fait l'objet d'un cap de taux pour limiter le risque financier en cas de hausse significative des taux d'intérêts. Les titres des filiales IVALIS France et IVALIS Deutschland ont été nantis au bénéfice du pool bancaire en garantie de l'emprunt.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont désormais :

Société	Pays	Création / Acquisition	Participation
IVALIS SA	France	Avril 1991	Holding
IVALIS France	France	Octobre 2007	100%
IVALIS TECHNOLOGY	France	Juillet 2009	100%
IVALIS INVENTARIOS	Espagne	Mai 2005	99%
IVALIS ITALIA	Italie	Mai 2006	100%
IVALIS BELGIUM	Belgique	Mai 2007	99,89%
IVALIS POLSKA	Pologne	Mars 2010	100%
IVALIS NEDERLAND	Pays-Bas	Mars 2011	100%
SIGMA IVALIS DEUTSCHLAND	Allemagne	Juin 2013	100%
SIGMA SWITZERLAND	Suisse	Juin 2013	100%
SIGMA AUSTRIA	Autriche	Juin 2013	100%
IVALIS BRASIL	Brésil	Mai 2013	100%

2.1. Comptes consolidés

- Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 52 728 316 € contre 39 413 038 € lors de l'exercice précédent.
- En incluant la production immobilisée, les reprises sur amortissements et provisions d'exploitation, les autres produits d'exploitation et les transferts de charges d'exploitation, le montant total des produits d'exploitation s'élève à 53 289 085 € contre 40 045 812 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des achats de marchandises, des achats de matières premières et autres approvisionnements, des variations de stocks, des achats de sous-traitance et des achats non stockés de matériels et fournitures s'élève globalement à 964 449 € contre 476 815 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres services extérieurs et charges externes s'élève à 25 015 791 € 21 379 210 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 680 056 € contre 724 937 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires et des charges sociales y afférant s'élève à 23 053 316 € contre 15 019 166 € lors de l'exercice précédent.
- La participation des salariés s'élève à 96 863 € contre 29 099 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation s'élève à 1 864 356 € contre 1 519 971 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 162 630 € contre 83 778 € pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation se sont élevées globalement à 51 837 461 € contre 39 232 976 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 451 624 € contre 812 836 € lors de l'exercice précédent.
- Après prise en compte du résultat financier, des produits et charges exceptionnels, de l'impôt sur les bénéfices, des impôts différés, de l'amortissement des écarts d'acquisition, et de la part des minoritaires dans le résultat, le résultat net part du groupe de l'exercice se solde par un bénéfice de 51 907 € contre 254 125 € au titre de l'exercice précédent.
- Le groupe IVALIS a dégagé au cours de l'exercice un Excédent Brut d'Exploitation de 3,0 M€ à comparer à 2,1 M€ au cours de l'exercice précédent.

Cette augmentation est due à l'entrée des trois entités SIGMA dans le groupe IVALIS à compter, du point de vue des comptes consolidés, du 1^{er} juillet 2014. La contribution des trois entités SIGMA à l'Excédent Brut d'Exploitation du groupe a été de 1,3 M€.

Tenant compte du fait que le groupe a fait face à des coûts importants et non récurrents de 0,4 M€ liés à l'ensemble des opérations réalisées dans le cadre de sa réorganisation juridique (voir ci-dessus), le sous-ensemble IVALIS a dégagé un Excédent Brut d'Exploitation de 2,1 M€, similaire à celui dégagé lors de l'exercice précédent.

La croissance des résultats d'IVALIS France principalement liée à son dynamisme commercial a été contrebalancée par la baisse du résultat des filiales belge et espagnole. IVALIS BELGIUM a vu son environnement concurrentiel se durcir. IVALIS INVENTARIOS a quant à elle vu son chiffre d'affaire baisser du fait de la réduction de deux à une des campagnes d'inventaires d'un de ses clients importants.

IVALIS POLSKA a multiplié par deux son chiffre d'affaires, qui est passé de 0,4 M€ à plus de 0,8 M€, mais n'a pas encore réussi à mettre en place l'organisation de production lui permettant de réduire ses pertes opérationnelles.

IVALIS Italie a souffert de la perte d'un client significatif, ce qui ne lui a pas permis de redresser ses comptes, et ce qui a obligé IVALIS SA à lui consentir de nouveau une subvention à caractère commercial.

Les trois entités SIGMA ont dégagé des résultats satisfaisants pour leur 9 premiers mois d'intégration au sein du groupe IVALIS. Les effets d'apprentissage et de synergie ne sont pas encore significatifs et ne commenceront à se voir dans le compte de résultat du groupe qu'au cours de l'exercice 2014-15.

Le résultat net dégagé au cours de l'exercice 2013-14 est impacté à hauteur de 967 K€ par l'amortissement des goodwill dégagés lors de l'acquisition en 2009 de la société Belge CONSULT-IN et de la société SIGMA.

2.2. Comptes sociaux

- Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, le chiffre d'affaires s'est élevé à 4 949 832 € contre 5 084 059 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 190 898 € contre 144 844 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 2 119 103 € contre 1 726 163 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des impôts et taxes s'élève à 65 105 € contre 102 230 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des traitements et salaires s'élève à 309 211 € contre 378 435 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des charges sociales s'élève à 130 880 € contre 160 022 € pour l'exercice précédent.
- L'effectif salarié moyen s'élève à 3 contre 3 pour l'exercice précédent.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 1 002 750 € contre 860 986 € pour l'exercice précédent.
- Le montant des autres charges s'élève à 1 002 € contre 1 231 € pour l'exercice précédent.
- Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 3 628 050 € contre 3 229 067 € pour l'exercice précédent.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 512 679 € contre 1 999 836 € pour l'exercice précédent.
- Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du résultat financier de 141 243 € (566 245 € pour l'exercice précédent) incluant la perception de 349 576 € de dividendes de la filiale IVALIS BELGIUM, il s'établit à 1 653 923 € contre 2 566 081 € pour l'exercice précédent.
- Après prise en compte :
 - du résultat exceptionnel de -830 737 € contre -1 530 157 € pour l'exercice précédent, (ce résultat exceptionnel est lié essentiellement à la subvention commerciale de 569 758 € consentie à IVALIS SRL (filiale italienne) et au provisionnement partiel des actifs liés à IVALIS POLSKA).
 - de l'impôt sur les sociétés de 186 851 € contre 169 448 € pour l'exercice précédent,Le résultat de l'exercice clos le 31 mars 2014 se solde par un bénéfice de 636 335 € contre un bénéfice de 866 477 € pour l'exercice précédent.
- Au 31 mars 2014, le total du bilan de la Société s'élevait à 22 752 152 € contre 11 352 310 € pour l'exercice précédent.

2.3. Filiales et participations

IVALIS France

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, le chiffre d'affaires s'est élevé à 22 944 K€.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 767 K€.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 491 K€.

IVALIS TECHNOLOGY

La société IVALIS TECHNOLOGY a dégagé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014 un chiffre d'affaires de 825 K€.

Le résultat d'exploitation s'est élevé à 17 K€.

L'exercice se solde par un bénéfice net de 12 K€.

IVALIS BELGIUM

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, le chiffre d'affaires s'est élevé à 4 156 K€.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 42 K€.

Le résultat de l'exercice se solde par une perte de 19 K€.

IVALIS ITALIA SRL

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, le chiffre d'affaires d'IVALIS SRL s'est élevé à 3 234 K€.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à -732 K€.

L'exercice se solde par une perte de 726 K€. A noter que la subvention commerciale de 569 K€ dont IVALIS SRL a bénéficié a été comptabilisée directement dans ses comptes de bilan (reconstitution des capitaux propres de la société).

IVALIS INVENTARIOS

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, le chiffre d'affaires s'est élevé à 4 220 K€.

Le résultat d'exploitation ressort à 146 K€.

L'exercice se solde par un bénéfice de 88 K€.

IVALIS POLSKA

Au cours des 12 mois entre le 1^{er} avril 2013 et le 31 mars 2014, IVALIS POLSKA a réalisé un chiffre d'affaires de 840 K€ et a dégagé une perte de 678 K€.

Compte tenu du niveau des pertes et des capitaux propres d'IVALIS POLSKA, IVALIS SA a comptabilisé dans ses comptes au 31 mars 2014 une provision pour dépréciation de 100% des titres et de 50% du compte courant qu'elle a vis-à-vis de sa filiale.

IVALIS DEUTSCHLAND

La société IVALIS DEUTSCHLAND a absorbé en mars 2014 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 la société SIGMA DEUTSCHLAND qui avait été acquise le 14 juin 2013 par IVALIS SA.

Le chiffre d'affaires de SIGMA-IVALIS DEUTSCHLAND pris en compte dans les comptes consolidés d'IVALIS s'est élevé à 12 611 K€.

Le résultat de la société pris dans les comptes consolidés du groupe a été de 3 003 K€, dont 2 261 K€ de produits de cession de SIGMA SWITZERLAND et de SIGMA AUSTRIA à IVALIS SA, éliminés en consolidation.

SIGMA SWITZERLAND

Le chiffre d'affaires de SIGMA SWITZERLAND pris en compte dans les comptes consolidés d'IVALIS s'est élevé à 3 522 K€. Le résultat de la société pris dans les comptes consolidés du groupe a été de 479 K€.

SIGMA AUSTRIA

Le chiffre d'affaires de SIGMA AUSTRIA pris en compte dans les comptes consolidés d'IVALIS s'est élevé à 1 623 K€.

Le résultat de la société pris dans les comptes consolidés du groupe a été de 155 K€.

IVALIS NEDERLAND

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, le chiffre d'affaires d'IVALIS NEDERLAND s'est élevé à 499 K€.

L'exercice se solde par un bénéfice de 18 K€.

IVALIS BRASIL

Le chiffre d'affaires d'IVALIS BRASIL pris en compte dans les comptes consolidés d'IVALIS s'élève à 90 K€.

Le résultat de la société pris en compte dans les comptes consolidés du groupe a été une perte de 116 K€.

2.4. Affectation des résultats

Nous vous proposons de bien vouloir affecter le bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

• Bénéfice de l'exercice	636 335,15 €
• Auquel s'ajoute le report à nouveau antérieur	7 383 044,80 €
• Pour former un bénéfice distribuable de	8 019 379,95 €

En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 8 019 379,95 €.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 8 603 713,35 €.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le	31/03/2013	31/12/2011	31/12/2010
Montant global des dividendes	0,00 €	1 400 000,00 €	1 650 000,00 €
Dividende par action	-	1,07 €	1,26 €
Dividendes éligibles à l'abattement de 40%	-	2 453,33 €	692 108,00 €
Dividendes non éligibles à l'abattement de 40%	-	1 397 546,67 €	957 892,00 €

2.5. Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice, soit le 31/03/2014 :

- La proportion de capital que représentent les actions détenues par le personnel selon la définition de l'article L. 225-102 du Code de commerce s'élevait au 31/03/2014 à 0%.

2.6. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 20 206 €.

2.7. Intégration fiscale

La charge d'impôt est comptabilisée dans les filiales comme en l'absence d'intégration.
IVALIS SA, société mère, enregistre le solde par rapport au résultat d'ensemble.

Impôt sur les sociétés :

- L'impôt sur les sociétés qui a été comptabilisé dans le cadre de l'intégration fiscale a été de 363 561 €.
- L'impôt sur les sociétés qui a été comptabilisé hors intégration fiscale a été de 186 850 €.

2.8. Activité en matière de recherche et développement

La société a continué de développer en 2013-14 son logiciel de réalisation d'inventaires à l'aide de la technologie wifi.

La société travaille également au développement de quatre autres projets :

- La mise en œuvre d'une nouvelle application de gestion de la relation client (CRM),
- La mise en place d'un progiciel de gestion intégrée (ERP),
- Le développement d'une application de préparation des inventaires,
- Le développement d'une application de planning hebdomadaire.

Ces différents projets répondent aux dispositions du CRC 99-03 paragraphe 1643 ; les coûts engagés durant la période de développement ont été activés, soit un total de 273 738 € au 31 mars 2014.

2.9. Informations sur les délais de paiement des fournisseurs

Conformément aux articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture des deux derniers exercices clos, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs se décompose, par date d'échéance, comme suit :

Catégorie de fournisseur	Exercice 2013/14 Solde en €	Exercice 2012/13 Solde en €	Exercice 2011 Solde en €
Paiement à réception incluant les factures non parvenues	456 626	85 509	268 592
Paiement à 30 jours	253 210	71 327	63 433
Paiement à 60 jours	67 113	125 322	5 695
Paiement à 90 jours	318 797	1 098 647	16 151
Total	1 095 746	1 380 806	353 871

2.10. Tableau des résultats des 5 derniers exercices

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des 5 derniers exercices.

2.11. Conventions réglementées

Nous vous demandons, conformément à l'article L.225-40 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce et conclues au cours de l'exercice écoulé après avoir été régulièrement autorisée par votre conseil d'administration. Votre commissaire aux comptes a été dûment avisé de ces conventions qu'il a décrites dans son rapport spécial.

2.12. Capital social

A la suite de l'absorption par IVALIS SA de KAMINO SAS entérinée par l'AGE du 28 mars 2014, le capital social d'IVALIS SA est désormais composé de 1.310.378 actions de 0,20 € de valeur nominale, soit un capital de 262.075,60 €.

L'AGE du 28 mars 2014 a également entériné l'augmentation de capital qui résultera le cas échéant de l'exercice de BSA qui existaient au sein de KAMINO SAS et qui ont été convertis en BSA IVALIS SA du fait de la fusion :

- 12 323 BSA donnant le droit chacun à souscrire à une action IVALIS SA au prix d'exercice de 26,66 €
- 27 549 BSA donnant le droit chacun à souscrire à une action IVALIS SA au prix d'exercice de 76,97 €

L'AGE du 28 mars 2014 a par ailleurs délégué au Conseil d'Administration le pouvoir d'émettre un maximum de 200.000 BSA donnant chacun le droit de souscrire à une action IVALIS SA au prix d'exercice minimum de 36 €. Le prix de souscription du BSA ne pourra être inférieur à 1,21 €.

3. Administration et contrôle de la société

Nous vous précisons qu'aucun mandat d'administrateur ou de commissaire aux comptes n'est arrivé à expiration.

Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux.

Au sein de votre société :

- EURL BARBERINE, Administrateur de la société IVALIS SA. Mandat débuté le 25/06/2010. Date de fin du mandat : AG statuant sur les comptes 2016/17
- EURL B&G, Administrateur de la société IVALIS SA. Mandat renouvelé le 27/06/2011. Date de fin du mandat : AG statuant sur les comptes 2017/18
- EURL Financière John Beslay, Administrateur de la société IVALIS SA. Mandat renouvelé le 27/06/2011. Date de fin du mandat : AG statuant sur les comptes 2017/18
- Monsieur Thibaud GACHET, Administrateur de la société IVALIS SA. Mandat débuté le 25/06/2010. Date de fin du mandat : AG statuant sur les comptes 2016/17
- Monsieur Frédéric MARCHAL, Administrateur et Président Directeur Général de la société IVALIS SA. Mandat renouvelé le 27/06/2011. Date de fin du mandat : AG statuant sur les comptes 2017/18
- Monsieur Jean-Marc SCEO, Administrateur de la société IVALIS SA. Mandat débuté le 25/06/2010. Date de fin du mandat : AG statuant sur les comptes 2016/17

Au sein d'autres sociétés :

- **Monsieur Frédéric MARCHAL**
 - Président d'IVALIS SA
 - Président de la SASU IVALIS France
 - Gérant d'IVALIS Technology (France)
 - Gérant d'IVALIS INVENTARIOS S.L (Espagne)
 - Gérant d'IVALIS SRL (Italie)
 - Gérant d'IVALIS BELGIUM (Belgique)
 - Gérant de la SCI MONTROC (France)
 - Gérant de la SCI PLAISANCE
 - Gérant d'IVALIS POLSKA zoo (Pologne)
 - Gérant de SIGMA-IVALIS DEUTSCHLAND (Allemagne)
 - Gérant d'IVALIS NEDERLAND (Pays-Bas)
 - Gérant d'IVALIS SERVICIOS DE ESTOQUE (Brésil)
- **Monsieur Benjamin GILLET**
 - Gérant de la SCI 33 route du Hahon
- **Monsieur Jean-Sébastien BESLAY**
 - Gérant de la SCA Trusteam Finance
 - Gérant de l'EURL Financière JOHN BESLAY

- **Monsieur Jean-Marc SCEO**
 - Président de KAMINO II
 - Président de G3S II
 - Président D'ACTOLINE III
 - Président de FINANCIERE DU ROULE
 - Gérant de DOUCHKA
 - Président de FINESCIA 513 701 276 SAS
 - Président de FINANCIERE MURILLO
 - Président de FINANCIERE AMATSI
 - Président de FINANCIERE AMATSI II
 - Président de FINANCIERE GPE I
 - Président de FINANCIERE GPE III
 - Président de FINANCIERE GPE IV
 - Président de FINANCIERE GPE V
 - Président de FINANCIERE GPE VI
 - Président de FINANCIERE GPE VII
 - Président de FINANCIERE GPE VIII
- **Monsieur Thibaud GACHET**
 - Gérant du GROUPEMENT FORESTIER DUBY
 - Gérant de la société VOLGA CAPITAL

4. Actionnariat salarié

Nous vous rappelons que :

- L'alinéa 2 de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce prévoit la réunion tous les trois ans d'une Assemblée Générale Extraordinaire pour se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail si, au vu du rapport présenté à l'Assemblée Générale par le Conseil d'Administration en application de l'article L. 225-102 du Code de commerce, les actions détenues par les salariés de la Société et celles qui lui sont liées représentent moins de 3 % du capital ;
- La Société n'est pas contrôlée au sens de l'article L. 233-16 du présent code par une société qui a mis en place, dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 3344-1 du Code du travail, un dispositif d'augmentation de capital dont peuvent bénéficier les salariés de la Société et que l'alinéa 2 précité est en conséquence applicable ;
- Le rapport de gestion du Conseil d'Administration pour le dernier exercice clos fait ressortir une participation des salariés 0% au 31 mars 2014, inférieure au seuil légal ;
- L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires s'est réunie avec un ordre du jour similaire le 27 juin 2011, il y a près de trois ans ;
- L'alinéa 2 précité prévoit que le délai de trois ans est repoussé à cinq ans si, à l'occasion d'une augmentation de capital en numéraire une Assemblée Générale Extraordinaire s'est prononcée depuis moins de trois ans sur un projet de résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés ;
- La Société remplit ces conditions dans la mesure où l'Assemblée Générale Mixte réunie le 27 juin 2011 pour augmenter le capital s'est prononcée sur un projet de résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés et où l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 28 mars 2014, s'est prononcée sur un projet de résolution similaire ;
- Il n'y a donc pas lieu de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de proposer, en application de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, une augmentation du capital social en numéraire réservée aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18, L. 3332-19 et L. 3332-20 du Code du travail.

5. Modification de l'objet social

Nous vous proposons d'étendre l'objet social aux opérations de holding.

Si vous décidez cette modification, il y aura lieu de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

6. Autorisation de donner des garanties aux filiales

Nous vous proposons d'autoriser la société IVALIS SA à donner, en cas de besoin, des garanties à ses filiales dans la limite de deux cent mille euros par filiale.

Votre Conseil vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le conseil d'administration

26.2. Texte des résolutions

Première résolution

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2014, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, elle approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 20 206 €.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 mars 2014 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

Deuxième résolution

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés tels qu'ils lui ont été présentés.

Troisième résolution

L'assemblée générale approuve la proposition du conseil d'administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 636 335,15 € de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice : 636 335,15 €
Auquel s'ajoute :
- Le report à nouveau antérieur : 7 383 044,80 €
Pour former un bénéfice distribuable de : 8 019 379,95 €
En totalité au compte "report à nouveau".

Conformément à la loi, l'assemblée générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le	31/12/2010	31/12/2011	31/03/2013
Montant global des dividendes	1 650 000,00 €	1 400 000,00 €	-
Dividende par action	1,26 €	1,07 €	-

Quatrième résolution

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune desdites conventions.

L'assemblée générale prend acte que les conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs se sont poursuivies au cours du dernier exercice.

Cinquième résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, autorise le Président directeur général à donner des garanties aux filiales à hauteur d'un montant total maximal de 200 K€ par filiale, les garanties données ne pouvant excéder une période de 24 mois.

Sixième résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, décide d'adapter l'objet social d'IVALIS SA pour tenir compte de l'évolution de l'activité de la société et du groupe.

Septième résolution

En conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, l'assemblée générale décide de modifier l'article 2 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

ARTICLE 2 - Objet

La société a pour objet, en France ou à l'étranger :

- La prise de tous intérêts et participations directes et indirectes dans tous groupements, sociétés et entreprises industrielles, commerciales, financières ou immobilières, françaises ou étrangères, créées ou à créer et ce par tous moyens, notamment par voie d'achat, de souscription, d'apport, de fusion, ainsi que la gestion de tous droits sociaux, actions, obligations dans toutes affaires ou entreprises ;
- La fourniture de prestations de services, de conseil et d'assistance en matière commerciale, financière, comptable, juridique, fiscale, de ressources humaines, technique, administrative, informatique, développement international, en matière de négociation de tout type de contrats et de gestion et la fourniture de toute autre prestation de services au profit de ses filiales et des sociétés de son groupe ;
- La prise, l'acquisition, l'exploitation, la concession ou la cession de tous droits de propriété industrielle, marques, brevets, dessins et modèles,
- Les activités d'une société de financement de groupe, et, en tant que telle, la fourniture de tout type d'assistance financière à des sociétés faisant partie du groupe de sociétés auquel la société appartient ;
- Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, pouvant se rattacher à l'objet social ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la Société, son extension ou son développement.

Huitième résolution

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.



1 rond point Laurent Schwartz - 78310 Maurepas - France - Tél : +33 1 30 49 22 88

www.ivalisgroup.com